

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

NÉOMERCANTILISME

AU XVIII^E SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XIX^E SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 20 Juin 1901 à 8 h. 1/2 du matin.

PAR

Georges DIONNET

Président : M. A. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur.*
BOURGUIN, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

—
1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

NÉOMERCANTILISME

AU XVIII^E SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XIX^E SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 20 Juin 1901 à 8 h. 1/2 du matin.

PAR

Georges DIONNET



Président : M. A. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur.*
BOURGUIN, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Pour comprendre de quelle façon nous envisageons les théories néomercantilistes que nous allons étudier, il importe de rappeler brièvement, et dans leurs traits les plus généraux, les principes admis sur la monnaie et sur le rôle qu'on lui attribuait dans l'Economie de la nation. Le Néomercantilisme est un ensemble d'idées qui ne répudie pas toute parenté avec l'ancienne doctrine mercantile, quoiqu'il en diffère par certains traits essentiels que nous rappellerons au début de cette étude. C'est un *mercantilisme nouveau*, ou si l'on préfère un *semi-mercantilisme*, dans lequel on n'attache pas au numéraire l'espèce d'importance qu'on lui accordait auparavant, mais il n'est pas moins exact d'affirmer que la monnaie, aux yeux des économistes que nous allons analyser, joue un rôle sinon exclusif, du moins toujours prépondérant dans la formation des richesses.

On entend par doctrine mercantile un ensemble d'idées économiques sur la richesse nationale, do-

miné par cette conception maîtresse : la richesse d'un pays se mesure à la quantité d'or ou d'argent qu'il possède. Nous n'avons pas ici à nous embarasser des explications qui ont été données pour justifier cette préoccupation constante de s'assurer un stock de métaux précieux de plus en plus considérable. Que ce soient les besoins de la guerre, la nécessité de s'assurer un trésor de guerre, ou encore le développement de plus en plus grand des échanges, que ce soient en un mot des raisons d'ordre politique ou purement économique qui aient poussé les Etats à la recherche de l'or et de l'argent, il n'en reste pas moins acquis qu'à une certaine époque de l'histoire économique on voyait dans les espèces métalliques la richesse de la nation. Nous ne voulons pas dire, comme l'ont prétendu certains écrivains, que le mercantilisme n'a été dans ses débuts qu'une manifestation de l'ignorance économique, le résultat d'une erreur vulgaire qui faisait confondre la « *richesse* » et « *l'argent* ». Mais, s'il est vrai que certains économistes, comme Bodin, ont poussé plus loin leur analyse sur la nature de la monnaie, il est également exact d'affirmer que tous les hommes d'Etat ont agi comme si l'or et l'argent constituaient la seule richesse désirable. On objecte à cette observation que c'est imputer gratuitement une erreur aux mercantilistes, erreur qui n'est même pas vraisemblable, parce que si, dès cette épo-

que, il y avait un point bien élucidé en économie politique, c'était la nature de la monnaie. Nous répondrons que pour être grossière cette confusion n'en est pas moins courante aujourd'hui dans le domaine individuel et que l'assimilation qu'on en fait au point de vue national est une erreur encore assez répandue. Les objections qu'on a faites prouvent simplement que ces connaissances théoriques n'étaient alors que le lot de quelques penseurs et que ni le public ni les hommes d'Etat n'étaient imbus de ces idées nouvelles.

Il convient de distinguer deux phases principales dans l'histoire du mercantilisme proprement dit : dans la première, celle du bullionisme pur, on se sert de procédés empiriques qui ont pour but d'empêcher la sortie de l'or et de l'argent ou d'attirer les espèces précieuses, telles que la prohibition d'exporter les métaux édictée par la loi, la hausse du taux de l'intérêt, l'altération des monnaies, ou encore la politique de la balance des contrats.

Mais on s'aperçut de bonne heure de l'imperfection de semblables procédés et les mercantilistes déclarèrent que le meilleur moyen de s'assurer un stock métallique considérable était d'avoir un commerce extérieur avantageux. Ce qu'il importe à la nation, c'est d'avoir une balance favorable, c'est-à-dire un excédent d'exportations plus ou moins considérable. L'essentiel pour le pays est de vendre plus

qu'il n'achète, de façon à ne pas être obligé de payer un excédent d'importations au détriment de son stock monétaire.

Au point de vue pratique, il en résultait pour les gouvernants l'obligation de développer les industries d'exportation et de restreindre la consommation des produits étrangers. Il s'était greffé sur cette théorie, à laquelle on a donné le nom de la *Balance du Commerce*, une politique suivie par presque tous les Etats européens, à cette époque. Les politiciens s'étaient attachés à développer les industries d'exportation par une série de règlements étroits qui avaient pour but, soit de diminuer le prix de la main-d'œuvre, pour assurer au producteur, par l'abaissement du coût de production, un écoulement plus favorable de ses marchandises sur les marchés étrangers, soit encore de déterminer les conditions de fabrication, et cela toujours pour garantir à nos produits une vente certaine chez nos voisins. Au point de vue extérieur, la politique n'était guère plus libérale et les Etats ne se faisaient pas de scrupules pour prohiber entièrement, ou tout au moins pour enrayer, par des droits très élevés l'importation des marchandises étrangères.

Avec le système de la *Balance du Commerce* la politique coloniale prit une extension considérable, car les colonies parurent le meilleur moyen de s'assurer un commerce favorable. Alors qu'on pouvait

craindre des pays voisins des prohibitions analogues à celles qu'on leur imposait, un pareil péril n'était pas à redouter avec les colonies qui présentaient un débouché certain pour nos produits. Sans doute, au début de la colonisation, on avait à redouter un commerce passif, en ce sens que nos nouvelles possessions envoyaient à la métropole plus de marchandises qu'elles n'en recevaient, mais les mercantilistes n'attachaient pas une importance démesurée à ce fait, car ils considéraient que les colonies nous fournissaient une abondance de matières premières, et qu'en définitive nous acquiérions par la transformation de ces matières un commerce d'exportation très important qui nous assurait une balance favorable. Ils estimaient en effet qu'il ne fallait pas apprécier l'excédent d'exportation par rapport à tel ou tel pays, mais dans nos relations avec le globe entier. Ce qu'il fallait, c'était s'assurer un commerce général favorable, et peu importait par conséquent que notre commerce colonial fût passif.

Telle était la doctrine mercantiliste dans ses grandes lignes. Nous avons dit, tout à l'heure, que les théories néomercantilistes ne répudiaient pas toute parenté avec les principes admis jusqu'alors. C'est qu'en effet il reste exact d'affirmer qu'aux yeux des écrivains que nous allons étudier la richesse du pays se mesure à la quantité du stock monétaire. Mais, toutefois, ce n'est pas au sens où l'entendaient les

bullionistes, car l'or et l'argent ne sont plus la richesse désirable et les néomercantilistes ont très bien vu que ce qui constituait la force économique d'une nation c'était la quantité des biens qui satisfont à nos besoins, en un mot les utilités produites. Sans doute, l'or et l'argent sont des facteurs de premier ordre dans la création de ces richesses, mais ce n'est pas là du bullionisme, au sens propre du mot. On en revient à la conception plus juste de la monnaie telle qu'elle avait été émise déjà dans l'antiquité par Aristote. Les métaux précieux ne sont plus le but, mais le moyen, et ce qu'on recherche ce n'est pas à proprement parler les espèces métalliques, mais plus simplement un instrument de circulation.

Il ne faut pas s'imaginer pour cela que les néomercantilistes répudient le souci d'une grande abondance de numéraire (1); ils voient en effet dans ce dernier le principe même de la richesse, et s'ils reconnaissent que les biens désirables sont ceux qui satisfont directement nos besoins, ils ont soin d'ajouter que c'est d'une grande abondance de numéraire que dépend le développement de la pro-

1. *Nota.* — Toutes les fois que nous aurons à parler de l'importance de la monnaie en général, le mot numéraire signifiera aussi bien les métaux précieux que la monnaie fiduciaire. Nous aurons soin de distinguer au contraire, quand nous parlerons de l'importance spéciale attachée par les inflationnistes au papier numéraire.

duction. D'ailleurs, c'est une erreur qui a trouvé encore des adeptes au xix^e siècle avec Saint-Chamans et Ferrier, à une époque où il était universellement reconnu que le progrès de la richesse d'un pays reposait sur l'effort combiné de la nature, du travail et du capital. Les néomercantilistes du xix^e siècle font évidemment à leurs adversaires cette concession que c'est le capital qui féconde la production, mais ils accordent à la monnaie une part exagérée dans la formation du capital national, et il reste vrai d'affirmer que, selon eux, c'est le numéraire qui est le principe de la richesse.

Les néomercantilistes se désintéressent si peu d'une grande quantité de numéraire que, pour remédier à la pénurie des espèces métalliques, ils prétendent y suppléer par une abondante circulation fiduciaire. Partant de cette erreur fondamentale que le papier créé est une véritable richesse, ils voient dans la faculté de l'émission du papier et de sa transmission indéfinie la possibilité d'accoître le stock de numéraire du pays. Ce n'est pas tant de la quantité de l'or et de l'argent qu'ils attendent le développement de la richesse que de celle du papier circulant, et s'il fallait leur appliquer une épithète qui leur convînt mieux que celle de néomercantilistes, on devrait dire que ce sont surtout des « Inflationistes ». Comme nous le verrons, en effet, c'est bien là le caractère principal qui les dis-

tingue des anciens mercantilistes. Ils relèguent, pour ainsi dire, l'or et l'argent à l'arrière plan pour attribuer à la circulation fiduciaire un rôle de premier ordre dans la formation des richesses.

A un autre point de vue, ils se sont également séparés des partisans de la « *Balance du Commerce* ». Ce n'est pas qu'ils répudient toute idée d'une balance favorable ; en effet, ils voient toujours dans le commerce extérieur avantageux un moyen excellent pour drainer les espèces métalliques qui viendront féconder la production, mais ils accordent aux établissements de crédit une importance considérable. Comme ils l'affirment tous, après Law, les banques leur semblent le meilleur moyen de se procurer du numéraire. D'un autre côté, ils protestent contre la politique étroite et restrictive des mercantilistes et reconnaissent tous que c'est une véritable chimère de chercher à surveiller à chaque instant les entrées et les sorties de marchandises.

Toutefois, ils n'attaquent pas le principe de la Balance du commerce lui-même, et, du moment qu'une balance favorable a pour résultat d'augmenter le stock métallique, un tel procédé leur paraît mériter une attention particulière. De plus comme l'excédent d'exportations est l'indice d'une progression dans nos industries, le commerce extérieur reste pour eux un excellent moyen de constater le développement de la richesse nationale.

C'est donc, comme nous venons de le voir, au point de vue des conceptions nouvelles sur la richesse et sur le rôle de la monnaie, ainsi que de leurs appréciations sur la « Balance du Commerce », que nous étudierons les néomercantilistes au XVIII^e et au XIX^e siècle, tout en ayant soin de faire ressortir l'importance spéciale qu'ils attachent aux institutions de crédit.

CHAPITRE PREMIER

§ 1. — *Les origines du néomercantilisme. Premières manifestations des idées nouvelles sur la monnaie en Angleterre.*

Comme nous le verrons, c'est en France et principalement au ^{xviii}e siècle que se traduiront les conceptions inflationnistes des économistes financiers, mais, avant d'arriver à cette époque, il ne faut pas croire que la doctrine mercantiliste n'a rencontré que des partisans aux idées purement bullionistes, et on pourrait dire que, même avec Thomas Mun, des idées nouvelles ont commencé à se faire jour.

Déjà l'auteur du *Traité sur l'enrichissement de l'Angleterre par le commerce étranger* (1) avait indiqué, brièvement il est vrai, et approuvé l'usage de la

1. Thomas Mun. *England's treasure by foreign trade, or the ballance of our foreign trade is the rule of our treasure*. Londres. 1664.

circulation fiduciaire. Il avait montré que les Italiens se servaient, dans leurs relations avec les Hollandais, des espèces métalliques et réservaient la circulation du papier aux besoins des échanges intérieurs. Mais Thomas Mun n'avait fait que signaler un tel état de choses, sans en approfondir l'importance. Pour se rendre véritablement compte du mouvement inflationniste qui commence à se dessiner, c'est également en Angleterre, vers 1668, et sur un partisan déclaré de la balance du commerce que nous devons porter notre attention ; nous voulons parler de Child, dont les œuvres furent publiées quelques années après celles de Thomas Mun.

C'est avec lui qu'on commence à pressentir que ce qui fait la richesse d'un peuple ce n'est pas son abondance de métaux précieux, comme l'ont cru les bullionistes du xvi^e et du xvii^e siècle, mais les choses qui servent à la satisfaction de nos besoins. Sans doute, on ne trouve pas de telles déclarations expressément formulées dans ses œuvres, mais le rôle qu'il fait jouer à la monnaie prouve qu'il la considère comme un instrument d'échange et non comme un but en soi. C'est là un progrès qui promet dans l'évolution de l'idée de richesse.

Nous n'en voulons également pour preuve que les déclarations qu'il fait à propos de la Balance du commerce. Il considère, comme tous les mercantilistes, que c'est là un excellent moyen pour se pro-

curer une quantité de numéraire suffisante, mais il ne faut pas, croit-il, attacher autant d'importance à cette quantité elle-même qu'à la certitude d'avoir un commerce favorable. « *Il ne nous importe pas
« autant de rechercher si nous gagnons ou si nous per-
« dons que d'être sûrs de gagner* (1) ». C'est là une remarque très importante, car elle est le premier indice d'une révolution dans les idées économiques qui aboutira à la conception plus juste de la richesse. Si Child s'était contenté de croire que la monnaie était la richesse désirable avant tout, il se serait borné à constater que le commerce extérieur, par un excédent d'exportations attire dans le pays une certaine quantité d'espèces, mais il pousse plus loin son analyse, et déclare qu'il faut surtout être sûr de gagner. Que peut donc signifier cette importance spéciale qu'on attache à la certitude d'un commerce favorable et qu'on déclare supérieure à la préoccupation de savoir si la quantité d'espèces est plus ou moins grande ? Est-ce donc qu'on ne se préoccupe plus de thésauriser pour le plaisir de thésauriser et qu'on ne voit dans la possession de la monnaie qu'un gage qu'il importe de s'assurer ? Certainement, et Child revient ainsi à l'idée d'Aristote, qui, depuis bien longtemps déjà, avait montré

1. Child. Discours sur le commerce. Chap. de la *Balance du commerce*, 1669. Traduit de l'anglais. Edité à Amsterdam et à Berlin, et à Paris en 1754.

que la monnaie n'est qu'un intermédiaire et un instrument d'échange plus commode et plus précieux que les autres marchandises. La balance du commerce devient donc un moyen non de se procurer les espèces pour elles-mêmes, mais d'acquérir un facteur de premier ordre dans la production des véritables richesses. Et, comme elle se traduit par un excédent d'exportations, elle est l'indice d'une prospérité croissante au fur et à mesure que notre commerce devient de plus en plus avantageux.

Ce qu'il faut développer ce sont donc les ressources de nos industries d'exportation de façon à rendre notre balance de plus en plus favorable. Voilà le véritable but de Child, et nous n'aurons qu'à analyser quelques-unes de ses idées pour nous en convaincre.

Tous les efforts de Child tendent à développer le commerce extérieur, et, selon lui, il y a quatre moyens principaux sur lesquels il faut faire fonds pour arriver à un semblable résultat.

Le premier consiste à multiplier les marins qui sont la force de la navigation en même temps que le gage de la puissance et de la domination d'un Etat. Il faut aussi développer l'esprit de commerce chez la population, et surtout faire en sorte que les négociants aient intérêt à commercer et que les étrangers trouvent également leur bénéfice dans leurs échanges avec nous. Certes, toutes ces causes

amènent un accroissement de la richesse, mais un pareil développement de la population marine et commerçante ne peut avoir lieu qu'à la condition de posséder assez d'or et d'argent. Sans doute l'abondance de numéraire commande l'emploi des travailleurs et le développement du commerce, mais il importe de remarquer que Child insiste surtout sur le bas prix de l'argent bien plus que sur la quantité des espèces. Cette observation est d'autant plus importante à faire que cet auteur prétend régler le taux de l'intérêt par voie législative, alors que ses adversaires lui objectent que le prix de l'argent est en raison des variations du stock monétaire. Nous n'avons pas à entrer dans l'exposé des théories où Child nous démontre les bienfaits d'une baisse de l'intérêt.

Mais nous remarquerons simplement qu'il relègue, pour ainsi dire, sa préoccupation d'un stock monétaire considérable à l'arrière-plan et que c'est au législateur qu'il confie le soin de régler impérativement le taux de l'intérêt ; sans doute ce dernier peut résulter, selon lui, d'une abondance de métaux précieux, mais ce n'est pas obligatoire, car il suffit de la volonté de la loi pour le fixer.

C'est donc de la quantité d'argent et surtout de son bas prix que dépend la force économique d'un pays, et Child n'est pas le seul à signaler la nécessité d'un taux réduit. Culpeper, avant lui, avait

insisté déjà sur ce point et prétendait que « le prix
« de l'usure, c'est la mesure sur laquelle chacun se
« détermine à commercer, acheter, bâtir, planter et à
« entreprendre quelque marché que ce soit (1) ». Fortrey soutenait également qu'un faible intérêt était
« le nerf et la vie du commerce », et ce qui prouve que, malgré leurs préoccupations d'un taux réduit, tous ces auteurs ne se désintéressaient pas de la quantité de numéraire, c'est qu'ils considèrent que c'est le meilleur moyen de chasser les capitaux étrangers qui viennent drainer notre argent et diminuer d'autant le stock des espèces métalliques. Personne mieux que Fortrey n'a signalé un semblable danger, et, dit-il, « Plus nous paierons un intérêt à l'usurier qui nous prête et plus cet usurier gagnera et plus nous perdrons nous autres débiteurs ; en sorte que dans peu d'années nous nous trouverons si peu enrichis par ce moyen, que, lorsque l'étranger rappellera chez lui son capital, grossi par les intérêts, il ne nous restera que fort peu d'argent, tout le nôtre se trouvant consumé par les intérêts que nous aurons payés (2) ».

1. Thomas Culpeper. *Traité contre l'Usure*, 1621. Traduit de l'anglais. Edité à Paris en 1754.

2. Samuel Fortrey. *L'Intérêt de l'Angleterre et les moyens de le faire fleurir*. Traduit de l'anglais. Edité en 1754 à Paris. Page 42.

§ 2. — *De l'inflationisme chez Child*

Mais il faut maintenant nous arrêter sur un point particulier, celui de l'inflationisme chez Child, car c'est surtout en insistant sur la nécessité d'une importante circulation fiduciaire qu'il a réagi ou plutôt rompu avec l'ancienne doctrine mercantiliste qui n'attachait d'importance qu'à l'abondance des métaux précieux. Le bullionisme des siècles précédents se transforme en inflationisme, et ce qu'on va chercher à accroître ce n'est plus seulement le stock d'or et d'argent, mais aussi le numéraire, mais surtout la quantité de papier de crédit. Sans doute, Child n'exalte pas le rôle du papier dans la création des richesses, comme le feront plus tard Law et ses successeurs, mais c'est lui qui le premier a cherché à démontrer l'importance du crédit, et à signaler les services précieux qu'il rend au commerce et à l'industrie.

Au début de son *Discours sur le commerce*, parmi les causes pour lesquelles l'accroissement des richesses des Provinces Unies a été si rapide et si considérable, Child cite toutes les institutions qui ont été de nature à développer le crédit chez ce peuple. C'est grâce à lui qu'elles furent, à cette époque de l'histoire de l'Europe, « *le sujet de l'envie*

de tous les autres pays » et qu'elles seront avec justice « *celui de l'étonnement des générations futures* ».

C'est tout d'abord l'établissement des Banques qui leur a permis d'accroître leur commerce, au point de procurer à la nation au moins un bénéfice de un million de livres sterling par an.

Une des causes qui ont agi sur la prospérité des Provinces Unies, selon Child, est « *la loi qui est d'usage chez ce peuple de transporter d'un homme à un autre les reconnaissances, obligations et billets fait pour dettes* » (1). Il s'ensuit ainsi une double et même triple circulation qui supplée à celle de la monnaie métallique. Après avoir vendu ses marchandises, le commerçant ne peut employer ses fonds que lorsqu'ils sont rentrés et il peut se passer, 6, 12 et même 18 mois, avant qu'il ne les recouvre, surtout si on considère le commerce au temps de Child. Avec le transport de dettes, il n'en est plus ainsi, car une fois qu'il est autorisé, on peut de suite disposer de ses billets pour solder ses comptes. C'est un véritable courant de numéraire qui vient grossir le stock des espèces et le suppléer au besoin.

C'est une idée que nous retrouverons bien souvent dans l'histoire du néomercantilisme ; les inflationnistes s'imaginent créer véritablement un capital de

1. Child. *Op. cit.*, page 65. Edition précitée.

toute pièce, car il suffit pour eux de mettre le papier en circulation pour qu'il représente véritablement un capital nouveau.

Remarquons bien, en effet, que Child ne veut pas simplement dire que, par le transport de dettes le négociant peut faire face plus facilement à son commerce, en soldant immédiatement ses comptes, et en pourvoyant ainsi à tous les besoins ; il n'y a pas simplement dans cette conception l'idée d'une utilisation plus rapide d'un capital non échu qu'il devient facile de se procurer par l'endossement et la transmission du billet. Il voit dans le papier de crédit un véritable numéraire qui vient grossir les espèces métalliques.

Pour nous en convaincre, d'ailleurs, il suffit de nous reporter à ce qu'il dit en répondant aux critiques de ses adversaires. Quand ces derniers lui reprochent ses théories sur la réglementation du taux de l'intérêt par la loi, il répond que les Hollandais, tout en n'ayant pas de règlements, actuels du moins, de cette nature, ont fait des lois qui ont provoqué la baisse de l'usure et il cite, entre autres, celle qui autorisait l'établissement des banques et de leurs « *Lombards* », où l'État prêtait à bas prix aux particuliers, ainsi que celle qui permet aux nationaux de ce pays de transporter leurs billets et leurs obligations d'un commerçant à un autre. Sans doute il ne cherche qu'à montrer que ces lois ont

provoqué une réduction du taux de l'intérêt, mais tout en expliquant ceci, il reçoit de ses affirmations qu'un semblable résultat dépend d'une circulation fiduciaire plus grande, d'un courant de numéraire plus abondant qui s'est grossi au fur et à mesure que se sont développées les institutions de crédit et que se sont accrus les effets de commerce.

Mais, dit Child, nous n'avons pas en Angleterre d'idées aussi larges que dans les Provinces Unies, et nul doute que l'extension du crédit rencontre dans la pratique de sérieux obstacles. Et pourquoi donc ? Parce qu'il existe encore des préjugés ridicules qui empêcheront d'établir une loi autorisant le transport de dettes. Child craint que les riches ne regardent comme une diminution de leur réputation de faire des billets sous-seing privé et que les marchands « les moins connus » n'hésitent à se servir du crédit, car ils auront peur de perdre des clients en exigeant d'eux de semblables billets pour constater ce qu'ils leur auront vendu. Malgré tout, il insiste pour qu'on ne se laisse pas impressionner par de semblables considérations et pour qu'on développe cette habitude de ne payer qu'en promesses, qu'en reconnaissances de dettes. Ainsi qu'au point de vue de la réglementation du prix de l'argent, Child est très intransigeant et va même jusqu'à demander qu'on « ordonne » aux acheteurs, aussitôt la réception de leurs marchandises, de délivrer un « billet » ou

« écrit obligatoire » pour aider au développement de la circulation fiduciaire.

Comme Law, plus tard, il ne voit pas ce qu'il peut y avoir de dangereux dans un tel crédit forcé et il marche à l'encontre du but qu'il se propose, car le cours des billets repose sur la confiance et ce n'est pas par la contrainte qui suscite toujours la méfiance qu'on obtiendra de semblables résultats.

Child veut également qu'on ordonne la *cessibilité* indéfinie des billets et qu'on la favorise en écartant tous les obstacles qui pourraient être de nature à donner des craintes aux acquéreurs de billets. C'est ainsi qu'il admet que les effets de commerce, une fois leur cession opérée, ne seront plus l'objet d'aucune saisie-exécution de la part du créancier de celui qui aura fait la cession, et « *que les billets une fois acceptés par le créancier et le montant payé et l'acquit donné, le paiement sera réputé aussi bon que s'il avait été fait comptant* » (1).

Qu'on n'objecte pas qu'une loi autorisant la circulation des billets et obligations répugne au droit coutumier anglais, car il est facile de répondre que dans ce pays on cède déjà les hypothèques, et on ne voit pas par conséquent pourquoi il n'en serait pas de même de ces sortes de sûretés. D'ailleurs, ce droit coutumier semble suranné à Child, et il

1. Child. *Op. cit.* *Du transport des dettes*, page 267. Edition précitée.

constate que ces règles édictées et suivies à une époque où la Grande-Bretagne n'entendait pas le commerce ne sauraient convenir à la situation actuelle ; il est temps de réagir selon lui et de faire fleurir le commerce par les procédés nouveaux et le meilleur est encore celui de l'usage du crédit.

Dira-t-on également qu'une loi érigeant en principe le transport de dettes, et l'extension des billets et obligations est de nature à augmenter les duperies et les procès ? Mais pourquoi en serait-il ainsi des billets constatant promesse de payer plutôt que des billets des orfèvres dont l'usage et la cessibilité sont déjà en vigueur depuis longtemps en Angleterre ? On ne voit pas cependant que ces derniers ont causé les procès et les difficultés auxquels on fait allusion en parlant des premiers.

Ce n'est pas non plus une mesure pouvant gêner les marchés. En effet, avant l'usage des billets souscrits par le débiteur, celui-ci payait au comptant ou ne payait pas. Dans ce dernier cas le risque qu'il pouvait courir était d'être considéré, en cas de contestation, dans la situation d'un acheteur payant au comptant, ce qui n'arriverait pas avec l'usage de l'obligation.

Si donc on se place au point de vue du débiteur comme du créancier, l'introduction du billet obligatoire dans les échanges est d'un avantage incontestable pour tout le monde, et particulièrement, en

ce qui concerne le commerce, c'est un excellent moyen pour chaque trafiquant d'augmenter ses ressources et de faire face à ses dépenses avec un numéraire en papier qui supplée à l'insuffisance des espèces métalliques.

§ 3. — *Comment Child apprécie le principe de la balance du commerce.*

Voyons maintenant comment Child envisage la balance du commerce, et comment il apprécie la politique mercantiliste telle que la concevaient Thomas Mun et ses partisans.

Il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord. Child reconnaît que la Grande-Bretagne doit sa grandeur et sa prospérité au commerce étranger ; sans doute, ce n'est plus au sens étroit du bullionisme qu'il faut se placer pour apprécier tel résultat. Ce n'est pas dans la quantité elle-même des espèces métalliques qu'il faut voir l'enrichissement, mais dans les moyens que nous donne un tel courant de numéraire de développer notre commerce. En ce sens, le commerce étranger est encore la source d'où découlent les richesses de la nation, et il importe toujours de s'assurer une balance favorable. Ce n'est donc pas le principe de la balance

du commerce qu'il attaque, mais simplement les moyens qu'on a proposés pour la constater, et pour réaliser cet excédent d'exportations sur les importations de marchandises étrangères.

Les critiques qu'il adresse à ce point de vue à la doctrine mercantiliste ressemblent beaucoup à celles des inflationnistes du XVIII^e ou du XIX^e siècle, mais nous ferons cependant remarquer qu'à un certain point de vue ses idées sont en contradiction avec celles de Law, de Melon ou de Dutot. Ces derniers, comme nous le verrons, conseillent de se servir surtout des indications du change qui donnent immédiatement la situation favorable ou défavorable du commerce suivant qu'il est au-dessus ou au-dessous du pair, mais Child croit que ce moyen n'est pas meilleur que les autres. Pourquoi ? Parce que l'Angleterre n'a pas de change avec tous les pays, et ensuite parce que le change peut être sujet à varier « *par différents accidents ou nécessités de l'Etat, comme la « guerre* » (1) et il ajoute, etc... Mais qu'entend-il par ces différents accidents ou nécessités de l'Etat, autres que la guerre ? Child ne nous le dit pas. Il n'a certainement pas voulu dire que les variations du cours du change dériveraient d'un courant de dettes ou de créances provenant d'autre origine que l'échange des marchandises entre nationaux et étran-

1. Child. *Op. cit.* *De la balance du commerce*, page 334. Edition précitée.

gers, car c'eût été attaquer le principe de la balance du commerce, et reconnaître que c'était d'une balance générale des dettes et des créances, et non simplement du mouvement des marchandises, que résultait le déplacement des métaux précieux.

Quoi qu'il en soit, il est en contradiction avec les néomercantilistes du ^{xviii}^e siècle, mais il s'accorde avec eux pour critiquer les moyens employés pour constater les exportations et les importations. Ses observations sont même plus détaillées et plus analysées que celles de Law, Melon et Dutot, au siècle suivant, et ce n'est qu'avec Ferrier et Saint-Chamans, c'est-à-dire bien plus tard, que nous verrons les inflationnistes redoubler leurs attaques contre les procédés de constatation du mouvement du commerce étranger. « *L'opinion la plus universellement reçue sur la balance du commerce, prétend* » *Child, et qui d'ailleurs n'est pas mal fondée, est* « *qu'il faut la chercher par un examen exact et scrupuleux de la proportion qu'il y a entre la valeur des* » « *exportations et celle des importations* » (1). Il y a donc deux moyens de contrôler si un commerce extérieur nous est avantageux, celui par lequel nous reconnaitrons *quand le royaume gagnera ou perdra par le mouvement global de ses échanges*, et celui qui nous fera connaître *par quelles branches de ce commerce le*

1. Child. *Op. cit. De la balance du commerce*, page 313. Edit. précitée.

royaume gagne ou perd. Mais cette méthode est sujette à bien des erreurs, et il la considère « *comme trop douteuse au point de vue des différentes branches particulières pour pouvoir s'en contenter* » (1).

En ce qui concerne le mouvement général des exportations et des importations, il est impossible selon lui, d'avoir des états vrais et exacts, aussi bien quant aux valeurs qu'aux quantités.

Il faut, tout d'abord, tenir compte des fraudes, car beaucoup de produits sont introduits aux frontières sans qu'on puisse s'en apercevoir et cela est d'autant plus préjudiciable que ce sont souvent les marchandises *fin*es, de peu de volume et de grande valeur, qui passent ainsi complètement inaperçues.

Les objets peuvent être également sujets à des pertes, à des accidents, ou bien, ce qui arrive le plus souvent, être vendus dans des conditions désavantageuses. Voilà donc des exportations qui ne donneront pas lieu à des retours, ou simplement à des retours qui ne sont pas en rapport avec les valeurs qui sont indiquées sur les registres à la sortie, si bien que les importations paraîtront nulles ou très faibles. Voyez, dit Child, à quelles erreurs s'exposent ceux qui préconisent comme les mercantilistes, de semblables procédés de constatation.

1. Child. *Op. cit* *De la balance du commerce*, page 315. Edit. précitée.

Vous croirez que la nation gagne là où elle perd en réalité, et inversement, en cas de vente avantageuse à l'étranger, vous porterez sur les registres une valeur supérieure à l'importation et vous en conclurez que le commerce de la nation est défavorable, quoique cependant les produits importés ne représentent que la contre-partie de ceux qui ont été envoyés à l'étranger mais qui y ont été vendus pour une valeur supérieure à la valeur primitive indiquée.

D'ailleurs, l'entrée des marchandises étrangères peut être un fait nécessaire indispensable au bien du pays, et c'est là que nous nous exposons à de graves erreurs quand nous n'envisageons que les branches particulières d'un commerce. Telle partie de nos échanges peut se traduire par un excédent d'importations, et on pourrait croire qu'elle présente un caractère ruineux, mais il n'en est rien, et pour prouver ce qu'il avance, il cite l'exemple du commerce de l'Angleterre et de la Norvège d'où la Grande-Bretagne tire plus qu'elle n'exporte et qui est cependant très avantageux pour la nation anglaise. Remarquons d'ailleurs que l'observation de Child ne lui est pas propre, car les mercantilistes, comme Thomas Mun et ses adeptes, affirmaient les premiers que c'était au commerce total de la nation et non pas seulement aux résultats de telle ou telle branche du commerce qu'on reconnaissait

si un pays gagnait ou perdait par la comparaison des entrées ou des sorties de marchandises.

Mais ce que nous devons retenir surtout, c'est que, même en ce qui concerne le mouvement général des entrées et sorties, ce n'est pas au moyen des constatations ainsi faites qu'on peut se rendre compte de l'état du commerce extérieur, et, à cet égard, il rompt avec la doctrine mercantiliste.

Mais comment alors savoir si nous avons un commerce avantageux ? Par la façon dont se comporte son volume général, répond Child, et, pour en juger, il faut prendre en considération le nombre de nos vaisseaux, de notre population marchande, au moins en l'appréciant de façon durable, car si on ne le faisait que pour une époque déterminée, une telle augmentation pourrait être attribuée à un excédent d'importations, provoquant ainsi d'une façon factice un développement de notre marine. Mais s'il en était ainsi continuellement, la nation s'appauvrirait bien vite, et le nombre de nos vaisseaux irait toujours diminuant. Ce qu'il importe et ce qu'il faut affirmer, c'est que toutes les fois que notre marine marchande sera florissante et continuera à prospérer, c'est que nous gagnerons par le commerce extérieur.

Mais ce n'est point le seul point de vue auquel se place Child pour critiquer la politique des mercantilistes. Sans doute une balance favorable est l'in-

dice de la prospérité du pays, mais pour se l'assurer il ne croit pas nécessaire d'avoir recours à la réglementation étroite et souvent révoltante des mercantilistes. Nous avons vu, en parlant de ses idées sur la réduction du taux de l'intérêt, que c'était pour lui le principal ressort qu'il fallait mettre en jeu pour développer la richesse. Eh bien, il en est du commerce étranger comme de l'économie intérieure de la nation ; le meilleur moyen de se ménager une balance favorable est de régler législativement le prix de l'argent, car « *si le bas intérêt de l'argent est au commerce ce que l'âme est au corps* », c'est surtout à nos échanges avec l'étranger qu'on peut appliquer cette observation, et « *le seul moyen de rendre une balance favorable est donc de réduire le taux de l'intérêt* » (1). A la politique des mercantilistes qui proposent, pour arriver à un coût de production inférieur, de peser sur le salaire et de s'en servir, comme d'un levier, pour élever les commerçants par l'abaissement de la condition de l'ouvrier, il oppose la réduction du taux de l'intérêt.

En ce qui concerne la réglementation industrielle, il critique vivement de tels moyens, et si les gouvernants ont cru développer les industries par de tels procédés, ils se sont étrangement trompés. Dans son *Traité sur les laines et les manufactures de*

1. Child. *Op. cit.* *Considérations sur le commerce*. Edition précitée.

laines, il prétend que de telles restrictions ont été plutôt désavantageuses, et, dit-il, en parlant de la liberté de fabrication : *Je réponds sans balancer que je regarde cette liberté comme très avantageuse au commerce de l'Angleterre* (1). Ce dont il faut avant tout se préoccuper, c'est de tenir ces différentes branches de la production en état de satisfaire aux exigences de tout le monde. « Si nous voulons nous « rendre maîtres du commerce du monde, il faut « imiter les Hollandais qui font chez eux les plus « mauvaises aussi bien que les meilleures sortes de « marchandises, afin d'être plus en état de fournir « tous les marchés et de satisfaire toutes les fantaisies ».

En ce qui concerne la liberté du commerce extérieur et la politique coloniale qui forment pour ainsi dire, la base du système mercantile, Child ne s'est pas débarrassé de préjugés de l'ancienne doctrine. Il admet avec Thomas Mun et ses partisans que le meilleur moyen de faire fleurir le commerce étranger est encore de restreindre les importations et de pratiquer une colonisation étroitement surveillée. Les colonies ne peuvent servir à la métropole que si elles sont soumises à celle-ci que *par des lois sévères et par une bonne exécution de ces lois*. D'un côté, il admet que la restriction apportée à la faculté de

1. Child. *Op. cit.* *Traité sur les laines et les manufactures de laines*, page 308. Edition précitée.

commerce est très nuisible à l'Angleterre, et qu'on ne devrait réserver le monopole aux compagnies de marchands que dans les pays hors chrétientés, « *car beaucoup de mains et beaucoup de fonds sont aussi nécessaires à la prospérité et à l'augmentation de quelque commerce que ce soit que les hommes et l'argent sont nécessaires à faire la guerre* » (1). D'un autre côté, il prend soin de nous dire que l'acte de navigation est une des plus excellentes lois qui aient jamais été faites en Angleterre.

Il y a donc, dans son *Traité sur le commerce*, un mélange d'idées libérales et de conceptions étroites qui font qu'il n'a pas su se débarrasser complètement des liens qui le rattachent à la doctrine mercantiliste. Ainsi que les partisans de la *Balance du Commerce*, il reconnaît la nécessité de moyens souvent restrictifs; comme eux il admet l'usage des droits fortement prohibitifs à l'entrée des marchandises, comme eux également il est un admirateur déclaré de la politique coloniale en vigueur. En un mot, quoiqu'il ait répudié sur bien des points la réglementation industrielle, il n'en reste pas moins convaincu de l'obligation pour un Etat de procéder à une surveillance étroite du commerce extérieur pour lui assurer une balance favorable.

1. Child. *Op. cit.* *Des compagnies de marchands*, page 221. Même édition.

Mais où il s'est montré progressiste c'est dans ses conceptions nouvelles sur le rôle de la monnaie, et dans ses rapides aperçus sur l'importance du crédit. Il est véritablement le précurseur des théoriciens inflationnistes du ^{xviii}^e siècle et c'est surtout à ce point de vue qu'il importait de montrer qu'il a rompu avec la doctrine mercantile. Sans doute il a déjà réagi contre la politique étroite à laquelle conduisaient tous les moyens jusqu'ici préconisés pour ménager à la nation une balance favorable, mais c'est en pressentant le rôle d'intermédiaire de l'or et de l'argent et en signalant l'utilité d'une grande circulation fiduciaire qu'il a contribué à l'éclosion d'idées nouvelles plus justes et à l'évolution des conceptions économiques.

CHAPITRE II

LE NÉOMERCANTILISME AU XVIII^e SIÈCLE (LAW, MELON,
DUTOT)

Nous avons vu qu'avant l'éclosion des idées néomercantilistes chez certains économistes du XVIII^e siècle, un écrivain anglais, Child, avait émis déjà sur la nature de la richesse, et surtout sur la nécessité de créer un vaste courant de circulation fiduciaire, des idées moins étroites que celles des mercantilistes intransigeants de la fin du XVII^e siècle. Le principe de la balance du commerce était sans doute resté intact, mais la politique de restriction à outrance avait été critiquée et nous verrons se renouveler ces attaques avec les économistes financiers que nous allons maintenant étudier.

C'est surtout au XVIII^e siècle que s'est dessiné ce mouvement de réaction contre les assertions doctrinaires exagérées des mercantilistes. Cette conception nouvelle de la richesse nationale qui assignait à la monnaie métallique un rôle moins prépondé-

rant et la laissait même à l'arrière-plan, en préconisant l'accroissement du numéraire par l'extension du crédit et l'institution des banques, séduisit de nombreux écrivains, à l'étranger comme en France. Toutefois, c'est dans ce dernier pays que le néomercantilisme rencontra les plus nombreux partisans, et c'est pourquoi nous bornerons notre examen à l'étude des trois économistes qui ont vulgarisé les idées inflationnistes : Law, Melon et Dutot.

Avant d'entrer plus avant dans cette analyse, il convient de faire remarquer que c'est dans leurs rapports avec celles de Law qu'il faut étudier les idées exposées par Melon et Dutot. Ces derniers n'ont fait que suivre les traces du financier qui appliqua son « *Système* » en France. L'un d'eux, Jean-François Melon, résigna ses fonctions d'Inspecteur général des fermes à Bordeaux pour devenir le secrétaire de Law, jusqu'au moment où celui-ci fut obligé de quitter la France pour fuir la cabale et échapper à ses adversaires. L'autre, Dutot, fut un des caissiers de la *Compagnie des Indes* et professa pour l'auteur du système une profonde admiration. Ce fait suffirait déjà à démontrer combien ils furent étroitement associés aux opérations financières de Law et jusqu'à quel point ils partagèrent ses idées.

On objectera peut-être qu'ils ont été plus clairvoyants que lui et qu'ils n'ont pas partagé son opti-

misme sur les bienfaits d'une circulation trop abondante de billets, en mettant en garde le public contre une extension illimitée et imprudente du crédit, mais, au point de vue purement néomercantiliste qui nous préoccupe, le fond de la thèse reste le même ainsi que nous le verrons par l'exposé de leurs écrits.

C'est donc sur Law que portera tout d'abord et spécialement notre étude et, quand nous analyserons Dutot et Melon, nous aurons soin de n'exposer leurs idées que dans leurs rapports avec celles de cet économiste. Les conceptions nouvelles de ces deux auteurs sur les dangers d'un crédit forcé et illimité ne rentrent pas en effet dans le cadre de notre thèse; nous n'avons à nous occuper ici que de l'inflationisme, c'est-à-dire du rôle prépondérant que ces écrivains assignent au papier numéraire dans la création des richesses, et non de la réglementation des banques et des institutions de crédit. Ces observations nouvelles de Dutot et de Melon sur une émission trop abondante de papier étant écartées, nous ne sommes plus en présence que de trois économistes qui professent les mêmes idées sur la nature de la richesse et qui adressent les mêmes critiques, à quelque chose près, à la politique restrictive des partisans de la balance du commerce.

C'est pourquoi nous avons réuni ces trois noms

dans une seule étude tout en portant spécialement notre attention sur Law et l'exposé de ses théories.

§ 1. — *Nouvelle conception de l'idée de richesse suivant
ces économistes*

Law, comme nous l'avons vu, n'a pas été le premier à affirmer que les métaux précieux ne constituaient pas la richesse désirable en soi, et, à la fin même du siècle précédent, certains auteurs s'étaient ralliés à l'opinion de Child et avaient pressenti, comme lui, qu'on ne devait pas tant rechercher l'or et l'argent pour eux-mêmes que pour la réalisation des biens qu'ils nous permettent d'acquérir.

Mais ces idées qu'on n'avait, pour ainsi dire, fait qu'effleurer, nous les trouvons exprimées en termes exprès et formels par les néomercantilistes du xviii^e siècle.

Law voit dans le développement de la population et du commerce une condition essentielle de prospérité. Ce n'est pas une idée neuve, surtout si nous considérons que jusqu'ici les mercantilistes avaient attaché une importance toute spéciale à l'augmentation du nombre des habitants. Child, particulièrement, avait insisté sur la ridicule politique des Etats qui, comme l'Espagne, s'appauvrissaient en persécutant les dissidents des diverses croyances religieu-

ses et privaient ainsi la nation de travailleurs indispensables à la puissance du pays.

Le financier écossais qui devait un jour appliquer son système en France considérait que « *ce qui constitue la richesse des nations, c'est une population nombreuse, et des magasins de marchandises étrangères et nationales* » (1).

Dans un de ses écrits, le premier *Mémoire sur les Banques*, adressé à Monseigneur le duc d'Orléans, il fait précéder ses observations sur les institutions de crédit de cette remarque que ce n'est pas dans une abondance considérable de métaux précieux qu'il faut voir la force d'un gouvernement, mais dans un développement de la population et de l'activité commerciale du pays, car « *la toute-puissance d'un Etat dépend du nombre des peuples et du commerce* ».

Mais Law n'a fait que constater et poser un principe nouveau ; c'est chez Melon et Dutot que nous trouvons développée d'une façon plus complète et plus saisissable cette nouvelle conception de la richesse nationale.

Au début de son *Essai politique sur le Commerce*, Melon suppose qu'il n'existe sur terre que trois îles dont les conditions de prospérité sont les mêmes. Il recherche ensuite quelles vont être les causes du

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chapitre V. *Collection des Economistes financiers du XVIII^e siècle*, de Daire. Edition de 1843, page 506.

progrès ou de la décadence de l'une de ces îles par rapport aux deux autres. Il admet, par hypothèse, que ces terres produisent des denrées de nature diverse et observe que leur différence de prospérité vient de ce que chez les unes on cherche à utiliser le sol et à développer les manufactures, tandis que chez les autres on se laisse aller à la paresse et au découragement. De même que Vauban affirmait, au Projet de sa « *Dîme Royale* », que « *le meilleur terroir ne diffère en rien du mauvais s'il n'est cultivé* », Melon déclare que l'étendue et la fertilité d'un terrain sont inutiles quand l'activité humaine ne s'ingénie pas à en mettre toutes les ressources à profit.

Les véritables biens sont donc ceux qui nous viennent de notre sol ou de nos industries et Melon s'étonne qu'on ait commis jusqu'ici l'erreur de croire que les pays les plus riches sont ceux qui possèdent une abondante quantité de mines d'or et d'argent. Il y a même dans la recherche de ces biens qui constituent la condition du progrès et de l'enrichissement d'un Etat autre chose qu'un simple développement de prospérité, car les pays ne pourront jamais s'occuper d'armements ni songer sérieusement à leur défense, si le blé ou les denrées de première nécessité viennent à leur faire défaut.

« *Et, nous dit-il, le progrès de la puissance d'une île sera aisément connu en examinant si son terroir produit plus de blé et de denrées équivalentes, car la*

« force d'un pays vient de sa plus grande quantité de denrées de première nécessité » (1).

Cette remarque qu'une nation doit sa force principale aux choses qui lui viennent de son agriculture ou de son industrie est importante à signaler de la part d'un néo-mercantiliste qui prêche encore certains procédés de l'ancienne doctrine, et notamment cherche à justifier la nécessité de l'altération des monnaies pour augmenter la quantité des métaux précieux.

Au chapitre IX de son *Essai Politique*, quand il examine la question de savoir s'il convient de développer le goût du luxe, il prétend qu'on ne peut pas répondre d'une façon catégorique et que cela dépend des circonstances, mais ce qu'il affirme, c'est qu'il faut avant tout s'efforcer d'accroître tout ce qui peut être utile au pays, car c'est faire œuvre de bon citoyen et développer la richesse de l'Etat, et, « s'il est vrai que celui qui travaille à bâtir ou à dorer un palais ne fait rien de contraire à l'Etat, celui qui travaille à réparer un chemin ou à construire des fontaines mérite des marques glorieuses de sa bienfaisance » (2).

Sans insister davantage on comprendra mainte-

1. Melon *Essai politique sur le commerce*, chapitre I^{er}. Principes. Collection précitée, page 710

2. Melon. *Essai politique*, chap. IX. Du luxe, même édition, page 748.

nant pourquoi l'auteur de l'*Essai politique* place la toute puissance et la richesse nationales dans l'abondance des utilités produites, dans la recherche des choses de première nécessité.

Comme Law, il attribue également une large part du progrès économique d'un peuple à « *l'augmentation de ses habitants qui doit être l'objet de sa législation* », mais, s'il accorde son attention à la population, il considère qu'il faut avant tout s'attacher à la culture du sol, car les progrès de l'agriculture et de l'industrie produisent sur le développement de la richesse le même effet qu'un peuple qui s'accroît, « *quand la nation fait la même quantité d'ouvrage ou travaille la même quantité de terrain à moins d'hommes, car c'est une manière d'augmenter la population que de savoir travailler à moins de frais* » (1).

Un point commun aux néomercantilistes et aux mercantilistes est cette préoccupation constante du progrès de la population. C'est à un tel point que nous voyons Melon, au chapitre II de son *Essai*, recommander au législateur d'intervenir pour défendre l'état monastique avant l'âge de 25 ans, car le célibat nuit à la prospérité de l'Etat; c'est un devoir d'autant plus impérieux, d'après lui, qu'un pays a la double obligation d'avoir une quantité de travailleurs suffisante pour le développement de ses riches-

1. Melon. *Essai politique*, chap. I^{er}, Principes. Même édition, page 708.

ses, « *pour qu'aucune de ses terres, sans exception, ne soit sans culture, et que ses manufactures abondent en ouvriers* », et ensuite de parer par une armée suffisante aux dangers qui pourraient menacer son existence.

Pour Melon, comme pour Law, la richesse d'une nation consiste donc autant dans une population nombreuse que dans les biens que nous procurent l'agriculture et nos manufactures; ce sont là les deux conditions essentielles de la prospérité nationale et la première n'est pas moins importante que la seconde, surtout au point de vue de sa défense et de sa puissance, car « *une nation qui se dépeuple pour aller au loin habiter de nouvelles terres devient également faible partout, sa force devant être dans le lieu de sa domination* » (1).

Dutot n'est pas moins catégorique dans ses affirmations. Pour lui, les métaux précieux n'ont été considérés comme véritables richesses, jusqu'à son époque, que par abus du rôle qu'on leur a fait jouer dans l'échange. Le besoin quotidien d'or et d'argent nécessaires aux transactions a fait illusion, au point de faire prendre des richesses qui ne sont que représentatives pour de véritables richesses. Il ne faut pas oublier que « *parmi les hommes il n'y*

1. Melon. *Essai politique*, chapitre III. Edition précitée, page 720.

a que deux sortes de richesses, les réelles et celles de confiance ou d'opinion » (1), mais c'est une erreur de ranger parmi les premières les monnaies, qui, ainsi que l'or, l'argent, le bronze, le cuir, ou les coquilles n'ont fait, en réalité, que nous permettre de nous procurer plus aisément les véritables biens dont nous avons besoin. Melon nous avait déjà fait remarquer que *« comme métaux leur usage n'est pas aussi utile que celui qu'ils nous procurent comme monnaie »*, exprimant clairement ainsi que les métaux précieux ne tirent pas tant leur importance de leur valeur intrinsèque, que de leur pouvoir particulier d'acquisition ou d'échange, et qu'ils sont bien moins richesses par eux-mêmes que par représentation des choses qu'ils nous permettent de posséder.

Dutot voit dans la fertilité d'un Etat et dans l'industrie des peuples les deux véritables sources qui alimentent le commerce. Il insiste avec non moins de vigueur que Melon sur la nécessité pour une nation de mettre à profit les ressources de son sol, de porter ses efforts sur les progrès de ses manufactures, car *« la culture de la terre et l'industrie sont « l'origine et le principe de toutes les richesses dont « jouissent les hommes »* (2). C'est à la fécondité de la

1. Dutot. *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. I^{er}. Article X. Collection Daire. Edition de 1843. page 905.

2. Dutot. *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. III, article VII. Edition et collection précitées, page 973.

terre qu'on doit tous les avantages que le terroir produit, mais c'est également aux progrès de toutes nos industries que nous devons cette multiplicité de choses que nous affectons à de si divers usages et peu nous importe d'ailleurs que ces productions soient indigènes ou nous viennent de l'étranger, l'essentiel pour nous étant de chercher à satisfaire tous les besoins de notre existence !

Mais, selon lui, c'est le commerce qui est à la base de l'édifice social, la force et la toute puissance de l'Etat reposant surtout sur le développement de notre navigation, de notre marine marchande, et il ne comprend pas qu'on ait eu si longtemps l'absurde préjugé de considérer l'état commercial comme une profession peu digne d'un homme d'un certain rang !

Déjà Melon avait signalé l'inanité d'un tel jugement et Dutot se trouve d'accord avec lui pour flétrir, en termes modérés il est vrai, la conduite de ces membres de la noblesse et du clergé qui préféreraient la corruption et les prodigalités de la Cour à l'honnête exercice de la profession de commerçant ou de laboureur. Sully va même plus loin qu'eux en faisant judicieusement remarquer que la noblesse d'épée et de robe ne serait rien sans la population travailleuse qu'elle dédaigne. « *Néanmoins, dit-il, il se vérifiera que ce corps tant plein d'éclat et de gloires, de splendeurs et de hautes jactances deviendrait non-*

seulement inutile mais dangereux à l'Etat, s'il se trouvait une fois destitué des aides, secours et assistances qu'il tire des marchands, artisans, pasteurs et laboureurs » (1).

Dutot s'étend longuement, au dernier chapitre de ses *Réflexions sur le Commerce et les Finances*, sur l'utilité du commerce et de la navigation. Tour à tour il cite pêle-mêle Salomon, Solon, Thalès, Hippocrate, Caton, Cicéron, pour se recommander de témoignages autorisés et célèbres. C'est le progrès de la force maritime d'un peuple qui fait sa toute-puissance ; il invoque à l'appui de ses vues la prospérité des villes anciennes et rappelle les noms de Rome, Tyr, Sidon, Leucate, Syracuse, qui ont laissé dans l'histoire un « *impérissable souvenir* ». Il ne tarit pas d'éloges sur la politique de Richelieu et de Colbert, citant l'admirable pénétration de vues de ce dernier qui, voyant que les Japonais commerçaient de préférence avec les Hollandais, fit dire à l'Empereur du Japon que le Roi de France avait beaucoup de sujets qui professaient la religion hollandaise, et que, s'il le désirait, il ne lui en verrait que des vaisseaux exclusivement montés de croyants de cette religion. Les anciens comprenaient que leur puissance et leurs richesses dépendaient absolument des forces maritimes. Ils n'étaient pas moins persuadés que Thémistocle de la vérité de cette grande

1. Sully. *Œconomies royales*, tome VII, pages 273 274.

maxime : « *Qui est le maître de la mer est maître de tout* ».

Pourquoi la Grande-Bretagne est elle en état de contrebalancer toutes les puissances de l'Europe, quoique cependant elle n'équivaille pas en étendue à la moitié de la France, si ce n'est par la puissance de sa marine ? Et la Hollande elle-même, dont la domination ne s'étend que sur sept petites provinces, ne doit toute sa prospérité et sa force qu'à l'importance de son commerce et de sa navigation. C'est encore ce qui lui permet, fait observer Dutot, d'être la maîtresse absolue de la politique générale de l'Europe et le foyer de toutes les coalitions qui se sont formées contre nous, car elle peut, grâce à ses inépuisables ressources, mettre à la mer un nombre prodigieux de vaisseaux et armer des troupes considérables sur terre.

Faisant allusion à l'Angleterre dont la puissance maritime était déjà considérable, il remarque que c'est un devoir pour la France de développer parallèlement son commerce et sa navigation. « *Toutes les forces, dit-il, que nous pourrons avoir sur terre ne nous empêcheront jamais de recevoir les lois des puissances maritimes et ne nous mettront pas en état d'abaisser l'orgueil de ces fiers insulaires qui se disent les rois de la mer. Quelque dépense que puisse coûter une forte marine, nous devons la faire par préférence à d'autres moins importantes, puisque l'intérêt et la grandeur du roi, le*

bien de ses peuples et la sûreté de l'Etat l'exigent » (1).

Telles sont, brièvement exposées, les conceptions de Law, Melon et Dutot, sur la richesse des nations. Nous sommes loin encore, sans doute, de l'analyse profonde et détaillée à laquelle se livreront plus tard les physiocrates et les économistes de l'Ecole classique sur la nature de la richesse, mais il nous a paru utile de donner ici un aperçu rapide des idées de ces trois écrivains en semblable matière, pour mieux marquer un des traits essentiels qui les séparent de l'ancienne doctrine mercantiliste ! Nous ne voulons pas dire que tous les anciens adeptes de la « *balance du commerce* » ont commis l'erreur de voir dans les métaux précieux l'*unique*, la *seule* et *désirable* richesse, mais ce qu'on peut affirmer c'est que les purs bullionistes voyaient dans l'or et dans l'argent les richesses principales, les richesses réelles, tandis que les néomercantilistes du XVIII^e siècle ont eu le mérite de réduire la monnaie à un rôle plus modeste et plus exact, celui de *richesse représentative* et d'instrument d'acquisition et d'échange. On en revient à la conception plus juste de la monnaie qu'établissait déjà Aristote dans l'Antiquité ; on ne recherche plus l'or et l'argent à proprement parler, mais plus simplement un instrument de circulation.

1. Dutot. *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. III, art. VII. Edition précitée, page 999.

§ 2. — *Importance que les néomercantilistes du XVIII^e siècle assignent à la monnaie dans la formation des richesses, et spécialement au papier de crédit.*

C'est par Law que nous commencerons naturellement notre étude et pour mieux exposer ses idées nous diviserons l'examen de ses principes en deux paragraphes distincts.

A. — Essayons tout d'abord de montrer comment l'auteur du système cherche à prouver que la population et le commerce qui forment, selon lui, la richesse des nations, dépendent exclusivement de la quantité de numéraire dont dispose le pays.

L'abondance de la monnaie influe sur le commerce intérieur en permettant l'emploi d'une population travaillante plus considérable. « *Le commerce intérieur, dit-il, dépend de la monnaie... et une somme bornée ne peut faire travailler qu'un nombre proportionné d'individus* » (1).

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. II. Collection précitée, page 472.

Toute augmentation de numéraire ajoute à la valeur du pays, car tout emploi d'ouvriers, quel que soit le travail auquel on les affecte, augmente la somme des besoins satisfaits et la richesse en leur donnant de quoi subvenir aux nécessités de l'existence. Peu importe d'ailleurs que l'employeur fasse ou non un gain, car « *tant que l'argent rapporte intérêt, il est employé, et tout emploi d'argent rend un profit quoique celui qui l'emploie perde* » (1). Supposons, dit Law, qu'un entrepreneur quelconque emploie 50 ouvriers à chacun desquels il donne 25 shillings. En admettant même que le produit de leur activité ne vaille que 15 shillings, la valeur du pays en est d'autant augmentée, et comme il n'est pas téméraire d'affirmer que ce produit vaudra plutôt 40 shillings que 15, c'est autant de gagné pour l'employeur et d'ajouté à la richesse générale du pays.

Nous n'avons pas encore à faire la critique des idées néomercantilistes mais nous nous bornerons simplement à faire remarquer que le commerce et l'emploi de la population dépendent de l'étendue des capitaux, et le capital n'est pas forcément de la monnaie ou du numéraire, et que d'un autre côté tout emploi d'argent ne crée pas nécessairement une richesse, car il faut pour qu'il y ait richesse une

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. II. Collection précitée, page 473.

utilité produite, c'est-à-dire autre chose qu'une simple fabrication, et dans le cas qui nous occupe il ne pourra se produire que ceci : S'il y a emploi d'argent pour un travail non productif, ce ne pourra avoir pour résultat que d'augmenter la quantité de monnaie en circulation, de diminuer son pouvoir d'échange et, puisque la richesse n'a pas augmenté, de rendre les besoins de plus en plus difficiles à satisfaire.

Au point de vue du commerce extérieur, l'influence du numéraire n'est pas moins considérable. C'est de son abondance qu'il faut tenir compte pour donner du travail à tout un peuple et lui permettre ainsi de développer son agriculture, ses industries, et de se procurer un excédent sur la consommation intérieure qui sera exporté à l'étranger ; il en résultera une balance favorable pour la France, soit qu'elle transporte chez ses voisins une plus grande quantité de choses, soit qu'elle donne à ses produits une valeur plus considérable.

D'ailleurs, c'est un fait habituel que les nations où la puissance maritime s'est développée rapidement mettent le prix aux choses qu'elles transportent par suite du monopole de trafic qui les a rendues maîtresses des mers. Eh bien, c'est avec un numéraire très abondant que le pays pourra développer sa marine marchande et lui assurer une prospérité telle que les frets s'abaisseront et que

nos marchandises pénétreront sur les marchés étrangers à plus bas prix. Nos exportations en seront donc d'autant facilitées car nous pourrons faire concurrence à nos voisins par nos produits appréciés et recherchés pour leur prix inférieur à celui des autres pays.

Le rôle de la monnaie est tel, et c'est un point commun avec Child, que le plus sûr moyen de se ménager un commerce extérieur florissant, une balance favorable qui est le signe de l'énergie productive du pays, qu'il convient avant tout de se procurer du numéraire à n'importe quel prix, mais, un des meilleurs moyens, c'est d'avoir ces capitaux à bon marché. Il s'étend complaisamment, à maintes reprises, sur la prospérité de plus en plus grande de la Hollande et fait remarquer qu'une des principales causes de leurs progrès vient de l'abaissement du taux de l'intérêt. Si on ajoute à ceci que par l'institution du crédit rapidement répandue dans ce pays les Hollandais ont accru considérablement leur numéraire (et c'est là une conception nouvelle sur laquelle nous reviendrons tout-à-l'heure) on comprendra aisément que cette nation a pris sur ses voisines une avance formidable. *« A numéraire égal, ils font une économie, ils ont un intérêt plus faible d'où bénéfice plus grand. Par un numéraire plus considérable, par une plus grande économie, les Hollan-*

dais font le monopole du commerce de transport, même au préjudice des anglais » (1).

L'importance du fret est de premier ordre en matière de commerce extérieur. Il cite l'exemple suivant : Supposons que les Anglais puissent vendre un produit aux Portugais à 35 0/0 de bénéfice et aux Hollandais avec un gain de 15 0/0 simplement. Si les négociants de la Grande Bretagne sont obligés de payer un fret considérable, ils préféreront tout naturellement livrer leurs marchandises à la Hollande qui bénéficiera de 10 0/0 de gain sur les ventes qu'elle pourra conclure avec le Portugal. Les Hollandais n'hésiteront, pas en effet, étant donnés leurs frais de transport minimes, à réexporter ces marchandises, et le résultat d'un tel abaissement du fret, dû lui-même à l'abondance du numéraire, sera de permettre à la Hollande de prélever un bénéfice qu'ils auront réalisé au détriment de la Grande Bretagne.

Il reprend, à propos du commerce extérieur, la thèse que nous avons déjà signalée tout-à-l'heure. Il n'importe pas de savoir si le négociant gagne en définitive dans les transactions internationales : que peut faire au pays que le commerçant ne retrouve pas la valeur qu'il a avancée ; ce qu'il aura payé comme salaires, comme droits, comme assurance,

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. II. Edition précitée, page 475.

ou comme fret augmentera d'autant la richesse du pays, et si le négociant fait une opération avantageuse, tant mieux pour la nation, car cette valeur plus grande viendra s'ajouter à celles que la France possède déjà et produira un enrichissement général. On a prétendu, dit-il, qu'une nation pouvait perdre là où le négociant gagnait, mais ce qui est irrédûctiblement vrai, c'est que « *la nation peut gagner où le négociant perd, et toutes les fois que ce dernier gagne, le pays gagne autant et plus, suivant le montant de l'entretien et du salaire des individus employés, ainsi que des droits levés sur les marchandises* » (1).

Mais le commerçant est comme l'industriel ; s'il continue à vendre à perte, il sera obligé de cesser son négoce, ce sera une activité de moins pour le pays, et s'il est vrai de dire qu'il n'y a pas toujours simplement production où il n'y a que fabrication, on pourra faire observer qu'il se passe quelque chose d'analogue dans le commerce et que, si le négociant ne retrouve pas dans la vente de ses produits les capitaux avancés, le commerce dépérira forcément. Loin que ce soit une cause de prospérité pour la nation, celle-ci verrait donc diminuer de jour en jour sa puissance et sa prospérité.

Mais nous reliendrons surtout de cette analyse sommaire du rôle de la monnaie dans la formation des richesses que celles-ci dépendent étroitement de

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. II. Edition précitée, page 477.

l'abondance des métaux précieux et plus généralement du numéraire qui commande l'accroissement de la population et le développement du commerce, les deux forces principales de la richesse d'un pays suivant Law.

B. — Ce n'est pas, en effet, à la monnaie métallique qu'il faut accorder principalement son attention, car le papier de crédit joue un rôle bien supérieur à celui de l'or et de l'argent dans la création de la richesse.

La première raison est que le papier est plus propre que le métal à l'usage de la monnaie, quand il a une valeur, bien entendu, car sans cela ce ne serait qu'un simple chiffon. Tous les peuples qui ont accru leur force et leur domination n'ont pas attendu que ces principes soient posés pour mettre en circulation les billets, lettres de change ou autres papiers de crédit. Depuis longtemps déjà les commerçants des Républiques d'Italie ont eu recours à cet instrument de circulation si pratique et si rapide, et l'Angleterre et la Hollande ont même des banques prospères auxquelles elles doivent toute leur grandeur. « *La pratique de la plupart des nations commerçantes confirme que le papier, pourvu qu'il ait une valeur, est plus propre que l'argent à l'usage de la monnaie* » (1).

1. Law. *Considérations sur le numéraire et le commerce*, chap. VII. Edition précitée, page 529.

Tout en remarquant que les métaux précieux ont des qualités de premier ordre, telle que l'inaltérabilité, la divisibilité et surtout leur pouvoir de conservation indéfinie, le papier, selon lui, présente des avantages bien supérieurs. Transmissible à volonté, facile à garder à cause de son volume peu considérable, il a même une valeur beaucoup plus stable que celle de la monnaie métallique, parce que sa transmission pouvant s'opérer avec une incroyable rapidité, « *sa valeur dans un lieu approche toujours plus de sa valeur dans un autre lieu* » (1).

Mais cette fixité ne tient pas tant à cette cause qu'à la facilité d'émettre le papier de crédit à volonté et de le tenir toujours ainsi au niveau de l'offre et de la demande. Il n'y a pas de raison pour que sa valeur subisse de perpétuelles fluctuations : « *le billet n'est sujet à aucun changement dans sa valeur parce que la quantité et la demande augmentent ou diminuent toutes les deux ensemble ; il est donc plus propre à devenir la mesure par laquelle sont évaluées les marchandises* » (2).

Toutes les monnaies dont on s'est servi jusqu'ici, par ce fait même qu'elles ne sont que des productions de la nature, des marchandises comme les au-

1. Law. *Considérations sur le numéraire et le commerce*, chap. VII. Edition précitée, page 529.

2. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. VII. Collection précitée, page 529.

tres dont la quantité n'est pas illimitée et par conséquent en continuelle disproportion avec l'intensité des besoins, n'ont qu'une valeur sujette à variation comme toutes les autres choses, mais il n'en est pas ainsi du papier numéraire. Ce dernier peut être créé chaque fois que la nécessité s'en fait sentir, et le gouvernement aura soin de n'en laisser en circulation que le stock nécessaire à la satisfaction des besoins.

Mais tous ces billets n'ont par eux-mêmes aucune valeur intrinsèque, ou, s'ils en ont une, elle est à peu près nulle et la première condition pour qu'ils servent, comme le veut Law, à l'usage de la monnaie, c'est d'admettre leur convertibilité en une chose qui ait une valeur propre, que ce soit un métal précieux ou une garantie foncière quelconque : Voilà précisément où surgit la difficulté.

Comme nous le verrons tout à l'heure, la grande supériorité de cet instrument de crédit sur l'or et l'argent dans la formation des richesses vient de ce que le papier ne doit jamais manquer et qu'on peut tenir l'offre au niveau de la demande ; il représente donc l'argent, et même lui est supérieur par son abondance.

Mais encore faut-il que sa valeur repose sur un gage certain, car il n'est par lui-même qu'un inutile chiffon, et, si l'on admet que le billet sera convertible en or ou en argent, alors on aura manqué le

but proposé, car les banques auront beau mettre en circulation une considérable quantité de papier, elles seront néanmoins obligées de retenir en caisse une réserve suffisante pour rembourser les billets qui feraient retour à la banque. Ce sera donc autant de ressources immobilisées qui pourraient aller féconder le commerce et l'industrie. Aussi n'est-ce pas sur une garantie métallique que Law compte pour établir les bases de son crédit ; pour que son système puisse donner tous les excellents résultats qu'il en attend, il faut trouver un moyen qui permette aux banques de payer les porteurs de papier autrement qu'en métal, celui, par exemple, de munir les billets de garanties foncières qui augmenteront dans une très large mesure les valeurs de la circulation métallique. Son système, en un mot, consiste à monétiser la valeur foncière du pays et il en compte retirer les résultats les plus satisfaisants.

Nous voyons maintenant pourquoi Law gage son papier sur les propriétés foncières ; l'idéal de la circulation fiduciaire serait pour lui de faire reposer cette dernière sur la seule confiance et de permettre aux banques de disposer ainsi de leur encaisse métallique. Il importe avant tout, avant d'appliquer de semblables principes, de n'agir qu'avec prudence. En matière de crédit, l'Angleterre et la Hollande ont compris bien avant nous l'im-

portance d'une telle circulation, et Law fait remarquer qu'en Ecosse, non seulement les billets des orfèvres servaient aux usages de la monnaie, mais, bien plus, les billets de la banque circulaient quoi qu'il n'y eût pas d'espèces en réserve et que l'acceptation en fût purement volontaire. La réforme qu'il propose n'est donc pas aussi audacieuse que ses adversaires le prétendent, puisqu'il veut faire reposer toute la circulation, non sur la simple confiance, mais sur un gage foncier solide et impérissable.

Remarquons toutefois que l'assimilation qu'il fait est un pur sophisme. Pas plus en Ecosse qu'en Hollande le crédit du billet n'a reposé que sur l'acceptation tacite et volontaire et, en réalité, la nécessité d'une réserve s'est toujours fait ressentir pour l'un comme pour l'autre pays.

Mais, outre que cette valeur foncière représente le gage du papier, elle offre, à ce point de vue tout spécial, une garantie d'une supériorité incontestable, parce que la terre ne peut pas diminuer comme l'argent, qu'elle est susceptible d'amélioration, et surtout parce qu'elle peut être affectée aux divers emplois qui lui permettent d'être fécondée, bien qu'elle continue à remplir le rôle de la monnaie.

Nous n'avons pas à insister sur la discussion de toutes ces idées, mais au point de vue inflationiste qui nous préoccupe, il était nécessaire de montrer

pourquoi Law préférait gager son papier sur les valeurs foncières du pays.

Au fond, l'arrière-pensée de Law était de supprimer la monnaie métallique. S'il est vrai, comme il le croit, que le papier représente de l'argent, mieux vaut lui faire représenter une autre valeur circulante plus solide et moins variable selon lui, afin de permettre aux billets de se développer très rapidement. Resterait à savoir si c'est un moyen bien pratique pour accroître le crédit et lui faire produire le résultat qu'il en espérait. Nous ne le croyons pas et nous nous bornerons simplement à faire remarquer que le papier qui circule doit être avant tout gagé sur une valeur facilement réalisable ; c'est la première condition d'extension du crédit et on sait ce qu'ont produit les émissions extravagantes de mandats territoriaux sous le Directoire.

Nous venons de voir que Law espérait augmenter la quantité de billets en circulation en les garantissant par des valeurs foncières. C'est en effet là le principal but de tous les financiers de cette époque et de l'auteur du système en particulier. Cette abondance était ardemment désirée parce qu'on y voyait la possibilité de remédier au défaut d'insuffisance de métaux précieux, et c'est au papier qu'on va faire jouer le rôle principal dans la création des richesses.

Tant que la richesse dépendra de la plus ou moins

grande pénurie du gage métallique, elle n'aura rien que de précaire. C'est la thèse la plus importante dans l'exposé des principes néomercantilistes et c'est Law qui l'a traduite en termes les plus éloquents et de la manière la plus complète. Le papier monnaie offre, sur les métaux précieux, cette supériorité incontestable qu'il peut être émis à volonté et satisfaire à tous les besoins et à toutes les demandes, et, comme il est aux yeux des financiers une véritable monnaie qui se juxtapose et s'ajoute à la monnaie métallique, c'est une condition essentielle de progrès et la principale cause du développement de la richesse nationale. Comme les billets sont toujours en proportion de la demande, il en résulte un emploi de plus en plus considérable de travailleurs, et une source d'activité nouvelle là où l'insuffisance de l'or et de l'argent aurait provoqué un arrêt forcé dans la production. « *Les habitants seront employés, les manufactures perfectionnées ; le commerce national et étranger s'étendra et on obtiendra puissance et richesse* (1) ».

Mais, pourrait-on objecter, comment imaginer un tel prodigieux essor par la mise en circulation d'un papier qui n'a par lui-même aucune valeur. Il ne faut pas se faire illusion sur ce dernier point. Tous les inflationnistes ont considéré, et Law en particu-

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. VII.

lier, que les billets représentaient véritablement une monnaie métallique ; l'usage si répandu du crédit n'a de raison d'être, selon eux, que parce qu'il « *représente l'argent par le papier. C'est une de ces institutions populaires dont on ne connaît point l'auteur ou pour mieux dire qui n'ont point d'auteur particulier. Le système ne fait que porter au général, à commencer par le roi, ce que la nature, pour ainsi dire, le mouvement local avaient introduit parmi les particuliers (1)* ».

C'est donc quelque chose d'absolument naturel, d'instinctif, qui a poussé les peuples à se servir d'un instrument si pratique et si facile à créer, pour accroître leur prospérité. C'est dans une des lettres de Law sur les Banques qu'on trouve l'explication de l'importance que les néomercantilistes attachent à l'accroissement du numéraire et au développement des institutions de crédit. Quand on parle d'augmentation, il ne s'agit pas simplement d'un surhaussement dans la valeur ; c'est une véritable quantité de monnaie nouvelle qui vient grossir le stock de numéraire du pays. On peut comparer ce résultat, nous dit-il, à celui que produirait pour la France la découverte d'importantes mines d'or ou d'argent, et même le crédit a cela de supérieur à l'exploitation des métaux précieux qu'il n'en coûte presque rien

1. Law. *Troisième lettre sur le nouveau système des finances*, 18 mai 1720. Collection Daire. Edition précitée, page 665.

pour mettre le papier en circulation. S'il fallait que la France fût obligée de se procurer des quantités aussi grandes de monnaie métallique, ce ne serait évidemment qu'à la condition de donner en retour une valeur très importante en marchandises, tandis qu'il suffira de la création d'une banque pour procurer à la nation cette augmentation « *qui fera le même effet et avec plus de commodité pour le commerce et les particuliers que si la quantité de monnaie était véritablement augmentée* » (1).

Mais ce n'est pas là le seul aspect de la question. Sous un autre rapport encore, l'émission du papier produit un accroissement de la quantité de monnaie nécessaire à la création des richesses. Sans parler des billets ou des lettres de change ordinaires qui font par leur circulation le même bien que l'or et l'argent, il faut observer que l'émission d'un papier qui se substitue dans l'échange à l'intermédiaire métallique rend à ce dernier sa liberté et permet au pays de l'affecter à divers usages reproductifs. Nous dirions aujourd'hui que le papier chasse l'or et la monnaie de la circulation, et, tout en faisant remarquer qu'il y a dans cette observation de Law quelque chose d'incontestablement juste, nous nous réservons d'examiner plus loin jusqu'à quel point on peut soutenir cette idée.

1. Law. *Sixième lettre sur les banques*. Collection Daire, édit. de 1843, page 628.

C'est donc cette fois, d'après Law, une réelle augmentation qui se produit dans le stock de numéraire destiné à féconder le commerce et les manufactures. « *La banque, par le moyen de ses billets* » QUI SUPPLÉERONT AUX USAGES DE LA MONNAIE, *fera le même effet que si la quantité des espèces était véritablement augmentée* ». C'est qu'en effet le billet de banque a ce double avantage, à la volonté du porteur, d'être convertible immédiatement en espèces ou d'être affecté à l'acquisition de fonds ou de marchandises. Il peut être indifféremment employé comme instrument d'échange ou comme instrument de production et c'est ce qui explique la grande prospérité des banques.

Parmi ces dernières, il en est qui ne rendent pas des services aussi considérables, car il ne faut pas confondre les simples banques de dépôt avec les banques dont l'émission dépasse le taux de la réserve métallique qui sert à parer aux besoins des remboursements immédiats. Il est très curieux, à ce propos, d'étudier dans les mémoires sur les banques, de Law, et principalement dans le premier, le court historique que ce financier esquisse sur les institutions de crédit pour nous montrer la supériorité des banques d'Angleterre ou de la Hollande sur les anciennes banques de dépôt des Républiques d'Italie ou de Suède. Dans ce dernier pays notamment, on s'aperçut de bonne heure des diffi-

cultés que présentait, dans les transactions, la nécessité de solder en *monnaie de cuivre qui était très inconveniente pour les paiements* (1). Pour y remédier, on eut recours aux transferts sur les livres, aux règlements d'écritures qui eurent pour but de faciliter le commerce, et c'est ce qu'on fit également en Hollande au moment de la création de la banque d'Amsterdam. Sans doute les Hollandais, qui possédaient la monnaie d'argent, n'éprouvaient pas, pour commercer, les mêmes inconvénients que les Suédois, mais la quantité de transactions qui résultait de la prospérité de leurs affaires était telle qu'ils éprouvèrent bientôt le besoin de recourir aux paiements par simple transfert. Law est persuadé qu'il ne faut pas toutefois s'imaginer que cette banque a gardé en caisse toutes les sommes qu'elle devait et qu'elle en a certainement employé une grande partie en placements avantageux ; il n'en reste pas moins vrai de dire qu'en principe elle était obligée, comme celle de Suède, de garder en caisse toutes les sommes qu'on leur confiait, si bien, nous dit l'auteur du système, « *que ces établissements n'augmentaient pas la quantité de monnaie, car toutes les sommes pour lesquelles la banque donnait crédit devaient y être encaissées* » (2).

1. Law. *Premier mémoire sur les banques*, § II. Collection Daire, édition 1843, page 557.

2. Law. *Premier mémoire sur les banques*. Edition précitée, page 557.

Cette banque ne tarda pas à se transformer et ce ne fut pas une des moindres causes de la puissance hollandaise. Toute autre avait été la création d'une institution du crédit en Angleterre. Etablie en vue d'employer une certaine quantité des sommes que les commerçants lui confiaient, la banque d'Angleterre ne fut pas à proprement parler une banque de dépôt, et, si l'on ajoute à cela qu'elle acquit bientôt le privilège de lancer en circulation une masse considérable de billets qui avaient un pouvoir d'échange aussi recherché que celui de la monnaie métallique, on comprendra jusqu'à quel degré de prospérité la Grande-Bretagne est arrivée et pourquoi cette nation a su conquérir la suprématie commerciale et maritime qui la rendait si redoutable.

Law se plaît à insister à chaque instant, aussi bien dans ses mémoires justificatifs que dans ses nombreuses lettres adressées au duc d'Orléans, sur ce qui fut, selon lui, la source de toutes les richesses.

On ne comprend pas assez en France l'utilité d'un tel crédit et le peuple qui cependant méprise tant les thésaurisateurs ne voit pas que l'établissement d'une circulation fiduciaire est le meilleur moyen de combattre cette cupidité, cette avarice : *« il ne sent pas qu'il aura sa part, à la Banque, de l'argent qui n'était cependant pas gardé pour lui par celui qui thésaurise, car c'est une maxime chez les banquiers*

que le crédit bien gouverné monte au décuple le fonds des commerçants, c'est-à-dire qu'avec ce crédit ils gagnent autant que s'ils avaient dix fois leurs fonds » (1). Répondant aux critiques amères qu'on lui adressait au sujet de l'application de son système, il prétend qu'on a tort de lui reprocher d'avoir lancé dans le commerce une si grande masse d'actions. Pour lui, la cause de la déchéance des billets et actions ne doit pas être recherchée dans leur émission extravagante, mais dans la cupidité des possesseurs de papier qui ont cru qu'ils devaient en faire des monceaux d'or et d'argent en opérant la réalisation. C'étaient des insensés, suivant Law, qui n'auraient pas dû oublier que cette masse de numéraire représentait véritablement des capitaux, plutôt qu'un argent courant, ce en quoi ce financier se trompait évidemment car l'action, comme les autres instruments de crédit, n'est pas autre chose qu'un bon à payer sur la monnaie existante, qu'une promesse de réalisation. Nous n'avons pas à juger ici les opérations du système de Law, mais il nous a paru utile de montrer que ce dernier avait toute confiance dans l'extension illimitée du crédit, et comment il explique par la cupidité des thésaurisateurs ce que nous attribuerions aujourd'hui à la mauvaise organisation du crédit.

2. Law. *Deuxième lettre sur le nouveau système des Finances*, 11 mars 1720. Collection précitée, page 653.

Quoi qu'il en soit, poursuivons notre analyse et montrons comment il entend la puissance des banques sur le développement de la richesse nationale. Nous avons dit que le premier avantage du crédit était de faciliter les transactions commerciales, et Law pour mieux démontrer ce qu'il avance suppose trois pays différents procédant au règlement de leurs échanges au moyen d'intermédiaires de nature diverse. Il admet, par exemple, que la France n'a à sa disposition qu'une monnaie de cuivre, tandis que l'Angleterre fait usage de l'or et de l'argent et que la Hollande se sert de papier-monnaie. Le premier pays sera dans un état d'infériorité incontestable sur les deux autres, si l'on considère qu'il lui faudra recourir à des transports incommodes pour opérer ses paiements, à des dépenses très onéreuses que nécessiteront ces opérations et l'emploi d'hommes indispensables occupés à faire ces livraisons. Il en résultera pour la France une perte très sensible d'hommes et de temps, et l'Angleterre elle-même, qui possède l'or et l'argent, sera bien vite devancée par la Hollande qui fait usage d'un instrument de circulation beaucoup plus rapide et beaucoup plus pratique. Sans doute, les Anglais ne mettront que deux heures et n'emploieront qu'un individu là où les Français sont obligés de perdre une journée et d'employer un certain nombre de travailleurs, mais le billet de Banque est encore bien supérieur à

l'usage des métaux précieux, *car il épargne la dépense et le danger de recourir à un caissier, la dépense de porteurs de sacs d'argent* (1), et surtout parce qu'un commerçant peut lui-même procéder au règlement de ses affaires dans un laps de temps peu considérable. C'est donc à l'institution du papier de crédit que nous devons cette économie très importante de temps et de travailleurs, c'est de l'argent épargné qui servira plus utilement à féconder notre sol ou nos manufactures.

Mais ce qu'il importe surtout de considérer, c'est le stock de numéraire qui grossit chaque jour grâce à l'introduction de l'usage du billet, de la lettre de change ou de la monnaie de papier, abondance qui nous permet ainsi de parer à l'insuffisance des espèces et de faire emploi de toute la population travailleuse pour exploiter notre sol et développer notre industrie. C'est ainsi que l'Angleterre, par l'introduction du crédit, a augmenté sa monnaie dans d'énormes proportions et le nombre des billets qui circulent sur la place de Londres seule dépasse de beaucoup celui des espèces monnayées de la France et de la Grande-Bretagne.

C'est ce qui a permis à cette nation de progresser aussi rapidement ; dans toutes les luttes qu'elle a soutenues contre ses adversaires, c'est le crédit qui

1. Law. *Troisième lettre sur les banques*. Edition et collection précitées, page 625.

a fait sa puissance et Law cite, à ce propos, les guerres pendant lesquelles elle a dû se défendre contre la France. La nécessité d'entretenir de nombreuses troupes sur un territoire étranger avait engagé l'Angleterre dans de fortes dépenses et, pour parer à cet entretien, il lui eût fallu transporter des espèces métalliques considérables. Mais la balance du commerce ne suffisant pas, ils eurent recours à l'établissement d'une Banque « *qui entretint l'ordre dans les finances et l'abondance dans le commerce et soulint la couronne et l'Etat pendant les deux longues guerres qui lui ont coûté de plus fortes sommes qu'elles n'ont coûté à la France* » (1).

Pour ce dernier pays, la nécessité de développer son crédit ne se fait pas sentir moins vivement, et quand bien même cette nation aurait doublé la quantité d'or et d'argent qu'elle possède, elle n'en aurait pas encore assez pour faire fructifier son commerce. Il lui faudrait une série continue d'années de commerce favorable pour accroître sa prospérité et lui assurer une quantité d'espèces nécessaire à sa puissance à la production de toutes ses richesses. C'est une mauvaise chose que d'attendre cette augmentation de l'exploitation des mines d'or et d'argent, alors qu'il est si facile de se la procurer par l'institution d'une Banque. Law se fait fort, par ce

1. Law. *Première lettre sur les banques*. Collection précitée, page 620.

moyen, de fournir un numéraire abondant et, dans une lettre au Duc d'Orléans, il s'écrie : « *Votre Altesse Royale se souviendra qu'un jour étant à Marly, elle me fit l'honneur de me dire que par les ouvertures que je lui faisais, elle commençait à voir clair au travers des difficultés de ce pays. J'eus l'honneur de lui dire alors que mon idée de Banque n'était pas la plus considérable, que j'en avais une par laquelle je fournirais 500 millions qui ne coûteraient rien aux peuples* » (1).

De plus, de tous les papiers de crédit, le plus avantageux est certainement le billet de banque, parce que, outre qu'il peut servir à l'acquisition de fonds ou de marchandises, il est destiné à produire de l'argent. Le billet de banque a pour fonction principale de remplir le rôle le plus important, car « *il remplit les grosses parties, pendant que l'argent remplit les moyennes et la monnaie de cuivre les plus petites* » (2).

Au fond, toutes les nations se ressemblent par leurs faiblesses. Tout le monde comprend très bien l'utilité du crédit, ce qui n'empêche pas que les Banques soient en butte à toutes les attaques lorsqu'on tente de les multiplier ou d'ériger une Ban-

1. Law. *Première lettre sur les banques*. Collection précitée, page 621.

2. Law. *Lettre III sur le nouveau système des Finances*. Edition précitée, page 676.

que privée en Banque publique et privilégiée. C'est ce qui est arrivé pour celle d'Amsterdam et celle de France ne soulève pas moins de protestations insensées.

Mais vous allez m'objecter, remarque Law que le billet peut bien servir dans notre pays, mais qu'il ne sera d'aucune utilité dans nos relations extérieures. Que va devenir le commerce étranger, puisque nous ne pouvons forcer nos voisins à accepter en paiement un papier qui ne circule dans notre pays que par la confiance qu'il inspire à nos nationaux ?

Law ne croit pas qu'une telle objection soit de nature à inspirer de la méfiance à l'égard du billet de banque, pour l'excellente raison que la balance du commerce a toujours été jusqu'ici à notre avantage et qu'il n'y a pas à craindre, dans ces conditions, que nous soyons obligés de régler notre balance au moyen de papier. D'ailleurs, il est logique avec lui-même, et s'il est vrai que le crédit doit produire une telle augmentation dans la richesse nationale, le commerce extérieur s'en ressentira comme les relations intérieures, et la balance du commerce nous deviendra de plus en plus favorable. La crainte de solder un excédent d'importations, au moyen de billets de banque, est donc vaine et, dit-il, « *Si cet avantage doit avoir encore plus
« lieu dans la suite, les étrangers seront toujours obligés*

« de faire transporter chez nous les fonds d'or et d'argent qu'ils nous devront pour solde de compte. Ainsi le billet de banque n'affecte en rien le commerce avec les étrangers » (1).

Law considérait que le meilleur moyen de relever la France de l'état où l'avait laissée Louis XIV, à sa mort, était la création d'une banque publique ; la dette du pays ne s'élevait pas à moins de 2 milliards 412 millions, tant en rentes constituées qu'en offices ou effets royaux, et, pour parer à un tel danger, on proposait tout simplement au duc d'Orléans d'opérer la banqueroute par la cessation de tous les paiements. L'histoire a gardé le souvenir de la résistance du duc d'Orléans, mais la vérité est que la politique eut plus de part que la morale dans le rejet d'une semblable mesure et que Law, devenu le conseiller intime du régent, eut une grande influence sur cette détermination, en lui persuadant que la face des choses allait changer grâce aux institutions de crédit.

C'est alors que commence l'application du système que préconisait ce financier qui devait mener notre pays à la banqueroute et à la ruine, au lieu de lui procurer la prospérité qu'on en attendait. Persuadé de cette idée que le numéraire était le principe de toutes les richesses et que, spéciale-

1. Law. *Lettre III sur le système des finances*. Collection précitée, page 677.

ment, le papier, maintenu constamment au niveau des besoins du commerce et de la population, jouait un rôle de premier ordre dans cet enrichissement général, ce financier proposa l'établissement d'une banque territoriale chargée de mettre en circulation des billets ayant cours obligatoire, jusqu'à concurrence d'une certaine portion de la valeur des terres du pays. Dans ses *Considérations sur le numéraire*, Law propose de créer une Commission de quarante membres du Parlement, responsables, chargés de monnayer les billets. Elle devait avoir pour mission de prêter des billets sur hypothèque en terre, jusqu'à concurrence de la moitié et même du tiers des valeurs foncières, ou de fournir le prix entier des terres sur le prix de vingt années de revenus ou d'émettre le papier sur tradition des biens faite suivant un prix convenu.

Quel que soit le moyen employé, la valeur foncière sert de gage à l'émission du numéraire et c'est bien là la réalisation du rêve de Law, avoir un papier qui se soutienne dans la circulation par une valeur hypothécaire au moins aussi certaine que celle des métaux précieux et qui n'oblige pas la banque à l'entretien d'une encaisse et d'une réserve gênantes; lancer dans le public des billets qui rempliront le rôle de véritable monnaie et dont la valeur sera supérieure à celle des espèces, en ce sens qu'elle n'aura pas à subir de variations per-

pétuelles, étant maintenue constamment au niveau des besoins, tel était le but que poursuivait le financier écossais et que l'établissement de la banque territoriale lui permettait d'atteindre. « *La Commission du Parlement en délivrant toutes les sommes et en reprenant toutes les sommes rapportées, ce papier monnaie conservera sa valeur et nous aurons toujours autant de numéraire que nous en aurons besoin, mais jamais au delà* (1) ».

Mais Law ne voulut pas se contenter de l'établissement de la banque ; il profita de ce que Crozat venait de se démettre de son privilège de trafic dans la Louisiane pour être admis à lui succéder par lettres patentes, au mois d'août 1717, d'où la formation de la Compagnie d'Occident, au capital de 200.000 actions de 500 livres, payables en billets de d'Etat.

Ce n'est guère toutefois qu'à la fin de 1718 que Law put assister au triomphe de ses principes, car par arrêt du 4 décembre de cette année sa banque fut transformée en banque royale, et il fut décidé qu'il suffirait d'un simple arrêt du Conseil du Roi pour qu'elle fut autorisée à fabriquer les billets dont le nombre devenait par conséquent illimité. Au commencement de 1719, il avait donc réalisé une partie de ses desseins et les actions de la Com-

1. Law. *Considérations sur le numéraire*, chap. VII. Collection et éditions précitées, page 527.

pagnie d'Occident dont il se réservait de développer la puissance devaient répondre au second de ses desiderata : soutenir l'équilibre entre l'offre et la demande du numéraire ! C'est alors, en effet, que les actions de cette compagnie commencèrent à éveiller l'attention des spéculateurs, à la suite de bruits adroitement répandus dans le public. Tour à tour, eurent lieu l'émission des « *Filles* » et des « *Petites filles* » par suite de l'adjonction de la « *Compagnies des Indes* », et du monopole de la Fabrication de monnaies. Par arrêt du 27 juillet 1719, le bail des Fermes Générales fut attribué à la Compagnie d'Occident à laquelle le Roi proposa d'emprunter une somme de 1.500 millions destinée au remboursement de la dette publique de l'Etat, des rentes et des offices onéreux.

Si nous avons insité sur l'esquisse de la fondation de la banque et signalé rapidement les quelques privilèges de la Compagnie d'Occident, c'est bien moins pour faire l'historique des opérations financières de cette époque que pour montrer quelles étaient les deux grandes forces que Law mettait en jeu pour réaliser ses projets : « La banque permettait à ce financier de lancer dans le public tout le numéraire dont il avait besoin, et les actions de la Compagnie d'Occident qu'il multipliait par toutes ces manœuvres adroites devaient se soutenir au niveau des besoins et répondre au second de ses desiderata

qui était de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande du papier ! Comme M. Daire le fait remarquer dans sa notice biographique sur Law, il n'y a pas, dans cette conversion de la dette publique en papier des Indes et dans l'adjonction du bail des Fermes générales, de simples combinaisons financières pour alléger l'Etat et lui donner une bonne administration, ainsi que le prétendait M. Thiers : « *On substituait à un crédit usé un « crédit tout neuf, on élevait un établissement qui réunissant à la fois la banque, le commerce, l'administration devait former la plus grande puissance financière qui eût encore existé* » (1). Nous croyons plutôt avec M. Daire que toutes ces manœuvres n'avaient pour but que d'accroître le crédit de la Compagnie d'Occident, d'inspirer la confiance et l'enthousiasme pour entraîner les spéculateurs et dissiper les hésitations, et maintenir continuellement l'offre du papier au niveau de la demande.

Nous n'insisterons pas davantage sur les opérations de Law ni sur l'effroyable banqueroute qui a suivi l'émission extravagante de tout ce papier ; nous nous bornerons simplement à faire remarquer que cette catastrophe est la meilleure réponse à ses théories. Nous ne prétendons pas que le crédit n'ait aucune influence sur l'activité productrice d'un

1. Thiers. *Notice sur Law*, page 79.

pays, mais, comme nous le verrons, la grande erreur de Law est d'avoir cru que l'abondance du papier créait dans un pays un véritable courant nouveau de numéraire destiné à alimenter le commerce et la population et d'être parti de ce principe que la monnaie était la source de toutes les richesses, d'où l'application de son système, ses exagérations et l'effroyable agiotage qui a provoqué la banqueroute dont la France ne se releva que bien difficilement.

Nous retrouvons, dans les écrits de Melon, cette préoccupation constante d'accroître les espèces et surtout de développer la circulation fiduciaire pour augmenter l'enrichissement du pays.

Après avoir fait remarquer que les véritables biens consistent dans les productions du sol et dans l'industrie de nos manufactures, il constate qu'il y a un facteur essentiel de la production dont on ne tient pas assez compte, c'est du « *gage des échanges* ». Sans doute c'est le commerce d'une nation qui la rend florissante par la circulation de plus en plus grande des choses qu'elle échange, mais il naît précisément de cette multiplicité de relations un besoin de plus en plus impérieux d'un intermédiaire pratique et indispensable. Depuis longtemps déjà on a imaginé l'or et l'argent comme mesure commune de toutes les marchandises dont ces espèces peuvent épargner un transport inutile et pénible, si bien

que c'est du stock de ce gage que dépend la facilité de ces transactions et le commerce n'aurait pas lieu de devenir puissant, si l'on n'admet pas cette utilité des métaux précieux, car « *de la quantité nécessaire de cette commune mesure des échanges dépend leur facilité, c'est-à-dire la facilité du commerce* » (1).

Mais ce n'est pas à ce point de vue indirect qu'il faut seulement se placer, car l'abondance de numéraire est absolument nécessaire au pays pour permettre à chacun de se servir utilement de ce qu'il possède et pour acquérir ce qu'il lui manque. Outre qu'un intermédiaire pratique est de nature à développer les transactions, nul doute que les espèces agissent directement sur l'enrichissement général, en permettant un emploi de travailleurs plus grand et l'utilisation du sol ainsi que les progrès de nos industries. Nous avons vu que, dans sa fameuse comparaison des trois îles à productions différentes, Melon accordait la toute-puissance et la force à celle qui l'emportait sur les autres par l'abondance de ses denrées, de ses produits manufacturés et le nombre de sa population. Mais c'est précisément de la quantité des espèces que dépendent ces conditions de la richesse d'un peuple. Une des parties les plus intéressantes de son œuvre, *l'Essai Politique sur le Commerce*, est celle dans laquelle il développe

1. Melon, *Essai politique*, chapitre I, Principes, collection et édition précitées, p, 709.

cette idée de l'absolue nécessité d'une abondante circulation, pour le grand bien du commerce. Dans son chapitre XXIV, sur *l'Arithmétique Politique*, il considère cette question *trop essentielle au Commerce* pour ne pas l'examiner sous toutes ses faces.

Tout dépend de la distribution du numéraire sur tous les points de la nation. Il y a deux choses qui peuvent arrêter l'essor de la production : l'usure trop considérable ou la disette des capitaux, et c'est un devoir pour les gouvernants de veiller à ce qu'elles disparaissent toutes les deux. Il s'étend sur le spectacle misérable de ces agriculteurs qui ne peuvent pas arriver à payer leurs impositions et qui laissent le sol sans culture ; ce n'est pas d'ailleurs la première fois qu'on signale l'état de décadence de l'agriculture au début du xviii^e siècle, mais ce qu'il nous importe de retenir, c'est que Melon insiste sur la disparition de l'usure pour faire cesser un tel état de choses. Law avait déjà signalé cette politique après Child et il ne faut pas nous étonner de voir proclamer encore la nécessité d'un intérêt réduit.

Voilà précisément où se trouve l'explication de l'état de délabrement de la France à la fin du règne de Louis XIV, et ce qu'il reproche aux hommes d'Etat, c'est de se laisser trop facilement séduire par la splendeur de ce qui les entoure. Ils n'ont pas l'air de se douter, nous fait observer Melon, que c'est à

une usure ruineuse, à des impositions exagérées, et au détriment de l'agriculture et du commerce, qu'ils doivent cet éclat de la cour qui les fascine. Mais le devoir d'un gouvernement est de porter son attention sur tout son peuple et de veiller à ce que tous ces bras qui cherchent à travailler ne soient pas accablés d'impôts et aient à leur disposition un numéraire suffisant pour cultiver le sol et développer les manufactures. Que les princes ne se laissent pas séduire par la grandeur de la Capitale, par sa splendeur, mais qu'ils veillent à la prospérité des provinces et à la circulation abondante de la monnaie, « *car les richesses dépendent de la distribution en petites parties de l'argent pour les commerces de détail* (1) ».

Melon, qui aime les comparaisons qui frappent l'imagination, nous dit que le roi devrait faire pour la nation ce que ferait un mandarin pour ceux qui l'entourent. Il suppose un petit territoire dont les habitants ont peine à faire fructifier le sol et soumis à l'autorité d'un mandarin intelligent et soucieux de l'intérêt de son peuple. Cet homme avance, sans intérêt, aux travailleurs qui en ont besoin les sommes nécessaires à l'exploitation de leurs terrains ; peu de temps après l'agriculture fleurit, le commerce devient prospère, et « *dans les hameaux tout*

1. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXIV. De l'arithmétique politique, Collection et édition précitées, p. 815.

est dans la joie », chacun bénissant le mandarin qui a fait sa richesse.

Ce qu'il y a de curieux à noter, dans les remarques de Melon, c'est qu'il insiste surtout sur la mauvaise administration financière qui ruine la nation et la prive des espèces nécessaires au développement de sa richesse. Les régies des receveurs particuliers sont absolument ruineuses car elles doivent toujours avoir en caisse l'argent de leurs recouvrements, ce qui peut être très sage pour les recettes mais *« ce qui est très préjudiciable à la circulation « et au commerce de détail parce que l'argent est mort « pendant ce temps, et pendant le temps qu'il est voituré (1) »*. Le receveur devrait être libre dans ses fonctions, puisqu'il n'est chargé d'opérer ses versements qu'à certaines époques, de prêter les sommes dont il dispose et on devrait le forcer à n'opérer ses recettes qu'au moment absolument nécessaire, pour ne pas garder inutilement en caisse un fonds qui ne produit absolument rien. Il suppose, pour mieux mettre ce point en lumière, deux receveurs qui procèdent de façon différente. L'un d'eux, préposé à l'élection d'Evreux, par exemple, opère ses recouvrements d'une façon impitoyable et voilà 400.000

1. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXIV. De l'arithmétique politique. Collection et édition précitées, page 819.

livres qu'il garde en caisse pendant trois mois avant de les faire voiturer à Rouen. Si l'on considère que cet argent représente peut-être plus de la moitié de celui de l'élection, on comprendra quel tort à l'agriculture et au commerce occasionne le retrait inutile d'une telle quantité d'espèces de la circulation, et pendant que les habitants se privent d'un numéraire absolument nécessaire, ils se ruineront de plus en plus, et un moment viendra où ils ne pourront plus payer leurs impositions. Ce sera donc la décadence du commerce en même temps que la ruine du trésor public. Supposons, dit-il, au contraire le receveur de Vernon qui ne procède à ses recettes qu'au moment indispensable de ses versements ; le pays s'enrichira bien vite : *« Par là tout l'argent demeure en circulation perpétuelle et il s'en suivra ceci que l'une, riche, paiera facilement ses impositions, tandis que l'autre se ruinera d'autant plus qu'elle sera accablée par les frais ».*

Ce qu'il importe à un Etat qui a souci de sa grandeur, c'est de donner aux travailleurs de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Toutes les opérations qui rétabliront l'abondance dans la circulation rendront service au pays parce qu'ils lui permettront de multiplier le nombre de ses travailleurs. Si ceux-ci ont de quoi acheter les denrées nécessaires à leur entretien, la richesse se dévelop-

pera, s'il est vrai que la puissance d'un peuple dépend de son commerce et celui-ci de sa population, comme Melon le fait remarquer au *chap. XXII de son essai, sur la balance du commerce* : « *La richesse du*
« *travailleur consiste dans un travail assuré qui lui*
« *donne de quoi nourrir sa famille, car à peine ses plus*
« *grandes réserves pourraient-elles le nourrir huit*
jours », et le meilleur moyen de leur assurer du travail est de disposer d'une quantité de numéraire suffisante. Que le prince se garde donc bien de ruiner son peuple par des impositions insensées, et, s'écrie-t-il : « *Loin de nous, loin de la douceur de notre*
« *gouvernement, la maxime horrible que plus les peuples*
« *sont dans la misère, plus ils sont dans la soumis-*
« *sion* ».

Toutefois, s'il accorde une telle puissance au numéraire sur le progrès de la richesse nationale, il remarque qu'il ne faut pas exagérer la portée d'une telle conception et qu'une trop grande quantité du gage des échanges serait aussi nuisible que la pénurie. C'est un aveu très important à retenir car il dénote chez son auteur une prudence et une vue plus exacte du rôle de la monnaie dans la production que chez Law, et nous pouvons même affirmer, chez les néomercantilistes qui l'ont suivi, du moins au XVIII^e siècle. « *La trop grande quantité d'argent,*
nous dit-il, ou de gage des échanges, serait encore bien

plus nuisible que l'insuffisance de ce gage (1) ». Il compare le corps politique au corps humain et dit que « *si le sang anime l'un, l'argent anime l'autre* ». De même que lorsque le sang vient à manquer le corps périt, le corps politique ne tarde pas à disparaître par suite de la pénurie de son numéraire, mais la société est comme le corps humain qu'une abondance trop considérable de sang fait périr par la fièvre ou l'apoplexie, et l'activité trop grande de sa circulation métallique ou fiduciaire ne peut que provoquer des catastrophes financières et ruiner la nation. La surabondance du gage des échanges rendrait l'emploi de l'argent inutile parce que « *l'argent cesserait d'être considéré comme une commune mesure des denrées, et qu'il serait donné sans mesure* » (2). Répondant à un ouvrage de W. Petty, dans lequel ce dernier consacre tout un chapitre à montrer que *les Anglais ont un fonds suffisant et propre à faire le commerce de tout le monde*, Melon déclare qu'un tel amas ne pourrait produire l'effet désiré sur l'augmentation des richesses, car un tel fonds deviendrait inutilisable. Il ne faut pas compter pour rien les efforts des peuples voisins et l'espoir d'une telle domination et d'une telle suprématie n'a rien que de chimérique. « *Quel peut*

1. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXIV, p. 821.

2. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXIV, p. 821.

« donc être, dit-il, le résultat de ce calcul chimérique que et ne compte-t-on pour rien la concurrence des nations » ?

Malgré cette réserve, l'auteur de l'essai politique demeure convaincu que le numéraire est le principe de la richesse, tout en accordant, comme nous allons le voir, le rôle le plus important au papier de crédit dans le développement de notre commerce et de nos industries.

Si les biens du pays consistent, comme Melon le prétend, dans les objets de nos manufactures, dans les productions du sol, et surtout dans le gage des échanges, il ne comprend pas comment on laisse manquer ce dernier, au grand détriment de la nation. Il est vrai que nous ne pouvons pas à volonté accroître la fertilité de notre sol et donner un nouvel essor à nos industries, chaque fois que cela nous plaît, mais nous sommes maîtres de posséder autant de numéraire que nous en avons besoin : « le gage des échanges est toujours arbitraire, pourquoi le laisse-t-on manquer ? » (1).

Sans doute pour Melon, comme pour Law, la monnaie n'est qu'une richesse représentative, et, quels qu'ils soient, tous les intermédiaires ne sont que des signes plus ou moins commodes de transmission, mais qui sont égaux ou indifférents, en ce

1. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXIII, p. 801.

sens qu'ils représentent tous les diverses marchandises et qu'ils sont tous la mesure commune de leur prix et de leur valeur. Jusqu'ici, nous n'avons pas vu Melon préférer le papier aux espèces, puisqu'il considère tous les signes représentatifs de la richesse comme « *égaux* » ou « *indifférents* », mais voilà où réside la cause de sa préférence et pourquoi le billet lui paraît supérieur. Il se demande pour quelle raison on laisse manquer le gage des échanges si précieux pour l'enrichissement national, puisqu'il est arbitraire. S'il est au pouvoir d'augmenter à volonté le numéraire, ce n'est pas sur les espèces qu'il peut agir, car il ne dépend pas de lui de rendre les mines de métaux précieux plus ou moins productives et c'est là, comme pour l'auteur du « *Système* », la cause de sa préférence pour le papier de crédit. C'est la pénurie de l'or et de l'argent qui lui fait préférer le numéraire créé par une abondante circulation fiduciaire, comme si les billets et les lettres de change étaient une véritable monnaie venant accroître le stock du gage des échanges. Melon est absolument logique avec lui-même ; tous les signes représentatifs de la richesse sont *indifférents* ou *égaux* en ce sens qu'ils ne sont que des signes de transmission, des intermédiaires dans les échanges, et qu'ils sont des moyens d'acquisition au même titre que les autres. Les billets, comme les espèces métalliques, sont encore des signes représentatifs *indifférents* ou *égaux*

en ce sens qu'ils sont une monnaie véritable, au même titre que l'or et l'argent, mais ils sont supérieurs à ces derniers par la faculté d'être émis à volonté et maintenus au niveau des besoins. Law ne nous avait-il pas déjà dit que le meilleur moyen de parer à la pénurie des espèces, « *c'est de*
« *donner aux hommes un signe de transmission dont la*
« *matière soit prise chez eux, dont le prince puisse aug-*
« *menter et diminuer la quantité suivant le besoin du*
« *commerce et de l'Etat et surtout qui ne soit intrinsé-*
« *quement d'aucune valeur* » (1) ?

C'est la convention qui a donné aux effets publics la valeur de la monnaie, et depuis longtemps les pays prospères n'ont pas attendu que les auteurs viennent démontrer l'utilité des papiers de banque pour faciliter leur commerce. Les billets et les lettres de change circulaient depuis longtemps déjà, et il cite l'exemple des banques d'Amsterdam et d'Angleterre qui ont fait la richesse de la Grande-Bretagne et de la Hollande. « *Ce crédit fournit un*
« *gage assuré pour tous les besoins et devient une des*
« *plus grandes richesses des Etats qui savent s'en*
« *servir* » (2).

C'est le commerce qui est l'âme d'un pays, mais

1. Law *Lettre III sur le nouveau système des finances*. Collection précitée, page 675.

2. *Essai politique sur le commerce*, chap. XIX. Edition précitée, page 781.

il ne peut avoir lieu qu'à la condition d'une circulation fiduciaire très abondante. Nous avons vu que Melon recommandait aux gouvernants de veiller à la distribution du numéraire sur toutes les parties du territoire, pour faciliter le paiement des tributs, et développer la production mais celle-ci, remarquait-il, dépend avanttout de la consommation qui règle le mouvement économique de la nation, et, au chapitre XXIV de son « Essai », sur l'arithmétique politique, il s'écrie avec enthousiasme : « *Heureux et mille fois heureux les pays dont les consommations font les richesses* ». C'est une idée que nous retrouverons exposée avec beaucoup plus d'ampleur par St-Chamans, au début du xix^e siècle, mais cette faculté de consommer dépend elle-même avant tout d'une abondante circulation de papier car les espèces sont insuffisantes. Après avoir fait cette remarque qu'il faut chercher à accroître la consommation, il ajoute que ce n'est possible qu'à la condition de développer les institutions de crédit, et on peut être sûr que, « *quel que soit l'état d'un pays, soit en guerre, soit en paix, les nations de grande production seront toujours riches et puissantes, quand les crédits seront proportionnés à leurs besoins* » (1).

De ce mouvement d'activité économique qui féconde l'agriculture et ranime nos industries naît une mul-

1. Melon. *Essai politique*, chap. XXIII. Edition précitée, page 802.

tiplicité de commerces de détail qui exige l'intervention d'un instrument de circulation plus rapide et plus commode, comme le développement des échanges primitifs a nécessité l'usage des espèces métalliques de préférence au transport coûteux et difficile des autres marchandises. « *L'or et l'argent* « *sont encore devenus insuffisants par l'augmentation* « *continue du commerce et ils ont eubesoin eux-mêmes* « *d'une nouvelle représentation par les billets, lettres de* « *change, etc.* » (1). C'est donc un nouvel intermédiaire qui s'impose pour la facilité du commerce, et l'Etat doit veiller à ce qu'il existe un courant très actif de circulation fiduciaire.

La circulation des fonds est une des richesses de nos voisins. Parlant de la Hollande, Melon montre que leur banque, leurs annuités, leurs actions ont acquis une grande extension et c'est ce qui fait leur prospérité. De même pour la Compagnie d'Occident, due à l'initiative de Law, c'est une abondante circulation qui a fait son développement. Les fonds de cette compagnie seraient pour ainsi dire morts, si, par la représentation des actions sur la place, ils n'avaient acquis une seconde valeur réelle, non exigible, et ayant les propriétés essentielles de la monnaie de papier, sans en avoir les inconvénients.

1. Melon *Essai politique*, chap. I^{er}, Principes. Même édition, page 709.

C'est là une remarque très importante car elle montre bien les idées de Melon, en particulier, et des néomercantilistes en général, sur la nature du crédit. Sans doute la monnaie de papier accroît, selon eux, le numéraire et contribue au développement des richesses, mais elle a ce désavantage que la valeur qu'elle représente est toujours convertible tandis que les autres instruments de crédit circulent continuellement, comme l'action, par exemple, et il n'y a pas à craindre la convertibilité. Aujourd'hui, nous parlerions tout autrement et nous donnerions la préférence au billet de banque. *Le titre de crédit*, comme le fait remarquer très justement M. Ch. Gide, « n'est pas un agent de la production, mais un mode de la production ; il consiste à transférer un capital d'une main dans l'autre, mais transférer n'est pas créer » (1), et on conçoit dans ces conditions qu'on préfère le billet de banque, immédiatement convertible et remboursable à vue, aux autres papiers de crédit. Ce papier qui est émis par une banque connue dont le nom est familier à tout le monde et qui a une valeur ronde en harmonie avec le système monétaire acquiert dans le public une faveur qui le fait accepter comme argent comptant et qui explique sa supériorité sur les autres titres et effets de commerce.

1. Gide. *Principes d'économie politique*, livre II, chap. VII, § 3, p. 333. 6^e édition. 1898.

Mais poursuivons notre analyse. Après avoir fait l'éloge des opérations financières de Law, Melon explique que ce qui a fait le plus grand mérite de la « *Compagnie de la mer du Sud* », c'est son abondante circulation qui montait à près de 700 millions d'effets.

Il se demande également s'il est avantageux pour l'Etat qu'il y ait des rentes constituées sur la Ville de Paris et s'il est bien souhaitable d'en désirer le remboursement en argent, ainsi que celui des actions de la « *Compagnie des Indes* » ; il ne le croit pas et demande qu'on n'opère jamais de semblables conversions, « *préféablement à une grande circulation de tous ces effets* ».

Pour montrer l'influence du crédit sur la puissance d'un Etat, il cite les guerres d'Espagne et de France. Pendant les guerres que l'Espagne eut à soutenir à cette époque, elle reçut des tributs d'argent très importants du Mexique et du Pérou et la France, de son côté, trouva de nombreuses ressources dans les opérations de la Compagnie de la mer du Sud ; cependant les parties belligérantes étaient épuisées au point d'être obligées de traiter et de conclure la paix. Pourquoi donc ? Précisément parce que le crédit faisait défaut. « *Tout était dans l'inaction, tout était dans la souffrance* (1), *au milieu de l'oret de l'ar-*

1. Melon, Chap. XXIII. Du crédit public. *Essai politique sur le commerce*. Edition précitée, page 801.

« *gent, parce que le crédit mille fois plus précieux était
« perdu ».*

C'est également aux institutions de crédit que les Républiques d'Italie ont dû leur puissance et leurs richesses, surtout lorsqu'on les compare aux populations de Naples et de Sicile, qui, malgré leur fertilité, restèrent languissantes et misérables parce que la circulation n'était pas assez abondante.

La Banque organisée en France, à ce moment-là, rendit la vie à cet état languissant et il est curieux de voir comment Melon exprime son admiration pour le système de Law, sous une forme très imagée. Parlant de l'île Formose (la France), il nous dit que le bramine Elnäi (Law) entreprit un jour de faire jouir les habitants des biens que la nature leur offrait. Il se servit de la fille Panima (la banque) pour atteindre son but. Faisant allusion à la protection que le régent accordait à Law, et aux difficultés que souleva la transformation de la banque de Law en banque nationale, il explique que l'auteur du système se recommanda de cette influence pour arriver à son but, et *c'est à travers mille difficultés que le bramine maria Panima avec Aurenko, prince des Formosans* » (1). Aussitôt que Panima eut écrit quelques paroles magiques (les billets et les actions), une puissante citadelle s'éleva et la terre

1. *Essai politique*. Du crédit, chap. XXIII. Melon, page 805.

produisit toutes sortes de fruits. Elle eut aussi de son mariage une fille appelée Linda (la Compagnie des Indes) et Linda fit affluer les richesses de l'univers en abondance. Mais Panima commit de dangereuses imprudences et Aurenko le prince crût ne pouvoir conserver son autorité que par le divorce et le bannissement du bramane (chute du système et fuite de Law). Ce fut un grand malheur car Panima avait rétabli la vie dans le pays. « *En moins de deux années, les recouvrements, le commerce et la circulation, tout était ranimé, tout refleurissait* » (1).

C'est-là une esquisse très originale des applications faites en France par Law de son système et, pour terminer notre étude sur les idées exposées par Melon, nous dirons qu'il n'attribue l'insuccès des opérations de ce financier qu'à la cupidité des actionnaires. Le principe inflationniste reste intact et l'abondance du numéraire demeure pour lui la source de toutes les richesses, tant que le papier se maintient au niveau des besoins du commerce, mais si le crédit a fait défaut, c'est par suite de la multiplication des valeurs numéraires au delà de cette limite, et cela grâce aux gens « *dont la moindre baisse dans les actions consternait la cupidité* » (2).

D. — Il nous reste maintenant à étudier comment Dutot interprète le rôle de la monnaie dans la

1. *Essai politique*. Du crédit, chap. XXIII. Melon, page 806.

2. *Essai politique*. Du crédit, chap. XXIII. Melon, page 807.

création des richesses et nous verrons qu'il n'est pas moins affirmatif que Law et Melon sur la toute puissance des espèces dans le développement économique d'un peuple et principalement sur la supériorité du papier de crédit. Il n'apporte, en somme, aucun élément nouveau à la thèse soutenue par les deux autres économistes et c'est pourquoi nous exposerons brièvement ses idées dans ce qu'elles ont de rapport avec celles de Law et de Melon.

La force et la puissance d'un Etat, selon Dutot, dépendent sans doute du nombre de ses industries et de la fertilité de son sol, ainsi que du taux de la population travaillante, mais ces ressources ne peuvent être utilisées et le peuple ne peut augmenter qu'à la condition d'avoir toujours à sa disposition une quantité d'espèces proportionnée à ses besoins.

Law avait étudié, comme nous l'avons vu, de façon spéciale, cette influence du numéraire sur le commerce et la population ; il avait montré cette question sous ses deux aspects principaux, au point de vue des échanges intérieurs comme à celui des relations internationales, et Melon avait repris cette idée, tout en faisant ressortir l'importance d'une réforme fiscale sur le développement de la richesse du pays. Dutot, sans se placer sur ce terrain, fait remarquer, comme Law, que, s'il importe de féconder la terre et de donner un nouvel essor à

nos industries, c'est le commerce qui fait en définitive circuler les biens qui proviennent de ces deux sources de la richesse et qu'il faut activer par une circulation d'espèces très abondantes. La consommation est la fin du commerce mais si elle donne l'être, pour ainsi dire, à ces échanges « *c'est la circulation qui leur procure l'accroissement* » (1).

Comme tous les néomercantilistes, Dutot s' imagine que le corps social a d'autant plus de vie et de santé que la circulation des valeurs est plus générale et plus rapide, ce qui est vrai, quand la circulation sert à la confection des produits, mais ce qui cesse de l'être, ainsi que le fait remarquer J.-B. Say, quand elle n'ajoute à la valeur qui circule aucune utilité, aucune valeur nouvelle. Ce n'est en effet que dans les limites où le numéraire, où les espèces peuvent remplir le rôle de capital productif, qu'on peut admettre avec Dutot que « *les degrés de l'abondance et de la disette sont déterminés par ceux du mouvement et du repos de l'argent* » (2).

Mais le papier présente aux yeux de cet économiste une supériorité incontestable sur l'emploi de l'or et de l'argent. Ces derniers peuvent manquer malgré tous les efforts de la législation pour en ren-

1. *Réflexions sur le commerce et les finances*. Dutot, chap. III, art. VII. Collection et édition précitées, page 973.

2. Dutot. *Réflexions sur les finances et le commerce*, chap. 1^{er}, art. X. Edition précitée, page 905.

dre la circulation plus abondante et plus rapide. Law avait déjà fait observer que c'est avec peu de succès qu'on tente des réformes semblables car les princes ne peuvent agir sur la quantité des métaux précieux, et, si on admet avec Dutot qu'une telle politique est impuissante et que tous les procédés bullionistes, soit l'altération des monnaies, soit la balance des contrats, et même la balance du commerce, sont insuffisants pour procurer au pays l'abondance d'espèces qui lui est nécessaire pour accroître ses richesses, il devient indispensable de recourir aux institutions de crédit pour créer un large courant de circulation fiduciaire. « Or, dit-il, « le prince, qui n'est pas possesseur des matières d'or et « d'argent avec lesquelles il fait la monnaie, ne saurait « remédier aux changements qui arrivent dans la quantité et dans la demande » (1).

Mais en quoi le crédit peut-il ajouter à la quantité de la monnaie ? C'est que précisément, comme Law et comme Melon, Dutot partage l'erreur qui leur fait considérer le papier de crédit, non comme un titre de créance, mais comme une véritable monnaie dont la création correspond à l'accroissement du numéraire.

Le papier représente l'argent, et, comme il ne peut jamais manquer, il pare aux inconvénients qui

1. Dutot. *Réflexions sur les finances et le commerce*, chap. 1^{er}, art. X. Edition précitée, page 906.

résultent de la pénurie des espèces métalliques. Comme Law admettait qu'un crédit bien gouverné montait au décuple le fonds d'un commerçant, Dutot considère qu'il « *multiplie l'espèce considérablement et* » « *supplée à celle qui manque, parce qu'il n'y a pas assez* » « *d'or ni d'argent pour faire circuler toutes les productions de la nature et de l'art* » (1).

Il nous montre ensuite ce qu'ont été les progrès du commerce grâce à l'usage de la lettre de change et autres effets courants, ainsi que les bienfaits des banques créées par les différents peuples de l'Europe.

Depuis qu'il existe un commerce réglé entre les hommes, ceux-ci ont suppléé aux monnaies embarrassantes ou insuffisantes par les billets ou les autres promesses de payer en argent. C'est qu'à côté de l'avantage principal du crédit, qui consiste à parer à la pénurie de la monnaie métallique, le papier présente un caractère propre qui le rend plus commode et plus pratique aux échanges du commerce. Il économise du temps et des travailleurs par son transport facile et, par la rapidité de leur circulation, les billets font le même bien dans la production qu'une même quantité d'espèces métalliques. « *Les billets sont plus propres que les espèces à* » « *remplir la fonction de monnaie par ce que leur mou-*

1. Dutot. *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. 1^{er}, art. X.

« *vement est beaucoup plus rapide que celui de l'argent* » (1).

L'importance de l'établissement d'une Banque est considérable, puisqu'il procure le véritable moyen de fournir au pays les fonds qui lui manquent, mais cet avantage est d'autant plus appréciable qu'il permet aux provinces de ne pas se dégarnir de leurs espèces, car le recouvrement des deniers royaux s'opérera naturellement par la voie des billets dont le transport est beaucoup plus facile.

Pourquoi la Grande-Bretagne est-elle en état de contre-balancer tous les autres peuples de l'Europe, et pourquoi la Hollande, elle-même, dont la domination ne s'étend pourtant que sur quelques provinces, est-elle si puissante et si florissante ? Tout simplement parce qu'elle possède un crédit solide, grâce auquel elle a pu développer son commerce et sa navigation. Il est curieux de noter, chez Dutot, son insistance à vouloir le développement de notre navigation ; et, si nous revenons encore sur cette observation, c'est pour montrer jusqu'à quel point il a compris l'importance de tels progrès sur notre prospérité et sur notre propre défense, mais ce qui est critiquable, c'est qu'il n'attribue de semblables résultats qu'à l'abondance des espèces et plus particulièrement du papier de crédit.

1. Dutot, *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. I, article X.

Il cite également l'exemple des petits peuples d'Italie qui ont pu soutenir des guerres contre les Etats les plus puissants et réprimer les séditions qui les menaçaient et s'étonne de voir qu'une ville, comme Gênes, a triomphé de toutes les rébellions et de toutes les résistances. Mais quoi qu'il en dise, leur or et leur crédit n'ont pas empêché toutes ces républiques italiennes de se ruiner et de s'écraser par leurs rivalités et c'est la meilleure preuve qu'il y a dans la force d'une nation autre chose que la simple question du plus ou moins d'abondance de numéraire.

C'est également l'institution de la Banque de Law qui donna, selon lui, un nouvel essor au commerce et qui détermina cette hausse rapide des richesses de la France. Melon disait que ce crédit avait secoué notre pays de sa torpeur et Dutot fait remarquer que c'est la Banque qui réveilla nos industries et rendit la valeur à tous nos biens fonds! Grâce à la création successive de milliers d'actions et à l'émission de papier qui ne montait pas à moins de 50 millions de capital, chaque fois, la Compagnie d'Occident put acheter les privilèges de la Compagnie des Indes, s'adjoindre le bénéfice des Monnaies et l'Administration de la ferme du Tabac dont elle augmenta le prix de deux millions. « *C'étaient autant de valeurs réelles que le crédit et la confiance avaient fait naître au profit de l'Etat et dont la circulation était augmentée, indépen-*

« damment de l'espèce qui était en France. Quelle abon-
« dance ! Elle alla tirer les uns et les autres de l'oppres-
« sion, des dettes que l'indigence avait fait contracter.
« Elle réveilla l'industrie, elle rendit la valeur à tous les
« biens fonds qui avait été suspendue par ces dettes et
« elles mit en état le Roi de se libérer et de remettre à ses
« sujets plus de 52 millions d'impositions des années
« antérieures à 1719. Si la suite du Système n'a pas été
« aussi brillante, ce n'est pas la faute du projet ; il n'a
« péri que par la jalousie, les intrigues, l'avidité, les
« mensonges et par les regrets » (1).

C'est donc un point commun à Melon et à Dutot de considérer la chute du Système comme la conséquence de la cupidité et de la jalousie de ses adversaires. On a confondu, selon eux, les vrais principes avec les faux ; la vérité était que l'abondance de numéraire et de papier ne pouvait qu'accroître la richesse du pays, mais à la condition évidemment de se maintenir au niveau des besoins et de ne pas atteindre un taux qui faisait perdre au papier de son utilité. Pour Melon comme pour Dutot, le papier de crédit n'est pas un simple titre de créance, une promesse de payer ; c'est une valeur réelle qui s'ajoute à celle des espèces, mais il faut le proportionner aux besoins du commerce et de l'industrie. Law lui-même l'entendait bien ainsi puisqu'il assignait

1. Dutot. *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. III, art. VII. Collection précitée, page 990.

au billet une valeur plus stable que celle des espèces, par ce fait que l'équilibre se maintenait toujours entre la quantité des offres et celle des demandes. On pourrait donc lui reprocher de s'être mis en désaccord avec ses principes, tandis que Melon et Dutot ont eu plus de logique que lui, tout en partageant son erreur sur la nature du crédit, en tant qu'agent direct de la production. Melon, dans sa comparaison entre le corps social et le corps humain, avait déjà signalé les dangers d'une circulation trop abondante s'étendant au-delà des besoins du pays ; Dutot reprend cette idée, sous la forme d'une image non moins originale, en comparant le numéraire à un spécifique nécessaire à la santé du corps social.

*« C'est un spécifique nuisible par l'excès et c'est ainsi
« que nous avons rejeté un excellent spécifique par ce
« qu'il était devenu mortel à celui qui en avait pris avec
« excès. Ce système aurait continué de nous être avan-
« tageux s'il n'eut pas été surchargé. C'était un très bel
« édifice fait par un habile architecte mais dont les fon-
« dements n'avaient été faits que pour porter trois éta-
« ges ». « Le crédit n'est pas une multiplication de l'es-
« pèce, mais il consiste dans l'excédent du billet sur
« l'espèce et l'avantage qu'on y cherche n'est que dans
« cet excédent » (1).*

1. Dutot. *Réflexions sur le commerce et les finances*, chap. 1^{er}, art. X. Même édition, page 907.

§ 3. — *Comment les néomercantilistes du XVIII^e siècle
entendent la balance du commerce*

En recherchant les origines du néomercantilisme en Angleterre, nous avons vu que Child entendait la balance du commerce de toute autre façon que Thomas Mun et les autres mercantilistes. Puisqu'on reconnaît désormais que l'or et l'argent ne sont pas les véritables richesses d'un pays, il devient logique de ne plus poursuivre l'accumulation des métaux précieux pour eux-mêmes et de ne plus considérer l'excédent des exportations sur les importations, comme une condition de l'enrichissement général de la nation.

Les métaux précieux, au lieu de constituer l'objectif unique de la politique des gouvernants, ne jouent plus que le rôle d'agents de la production, de fonction indispensable dans la création des véritables richesses qui consistent dans les biens du commerce et de l'industrie. Ce sont donc les banques qu'il importe avant tout de développer pour obtenir ces résultats, puisqu'on reconnaît l'insuffisance des moyens employés pour accroître l'or et l'argent et qu'on admet que les émissions de papier correspondent à un véritable accroissement des espèces du pays.

Il ne faut pas croire, cependant, que les inflatio-

nistes répudient tout souci d'une balance favorable ; en effet, nous remarquerons, tout d'abord, que l'excédent des exportations, en tant qu'il augmente le stock des espèces métalliques, fait affluer dans le pays un courant de circulation qui viendra féconder l'agriculture et les manufactures, et, du moment qu'on cherche à développer la richesse nationale par les progrès du commerce et de l'industrie, une balance favorable devient l'indice d'une situation d'autant plus prospère que l'excédent des exportations de nos produits est de plus en plus considérable. Le principe de la balance du commerce reste donc intact mais les moyens employés pour la constater ou pour se l'assurer favorable ont été violemment critiqués, comme nous allons le voir, par les néomercantilistes du XVIII^e siècle.

Child avait déjà déclaré qu'il valait mieux chercher les moyens de rendre la balance du commerce favorable que de passer son temps à la constater et Melon observe qu'il parlait sagement en faisant de telles déclarations. Selon lui, peu nous importe la quantité d'or introduite par un courant semblable en notre faveur ; l'essentiel est que nous soyons sûrs d'avoir un excédent d'exportations qui indique une prospérité dans notre commerce, et qui nous assure un excédent de métaux précieux nécessaire pour le développement de nos richesses :
« *L'objet de la balance du commerce est d'augmenter la*

« masse d'or et d'argent comme gage des échanges. De
« cette augmentation du gage suit la facilité de toutes
« les entreprises du commerce, si souvent ruineuses par
« l'usure et arrêtées » (1).

Ce qui montre bien la nouvelle conception des néomercantilistes sur la balance du commerce, ce sont les observations de Melon sur la nécessité pour une nation d'équilibrer son commerce intérieur au même titre que ses relations extérieures. Si la balance favorable est pour nous l'indice d'une situation florissante, si l'objet définitif de notre politique est d'accroître le nombre des biens du sol et de l'industrie, on comprend que Melon ne se place pas simplement au point de vue des échanges internationaux et qu'il nous parle d'une « *balance intérieure* » qu'il faut prendre en considération pour apprécier les richesses du pays. Ces accroissements de la capitale ne dépendent pas des rentes, pensions, gages et gains des fermiers et receveurs royaux, car il convient de porter avant tout son attention sur la multitude des travailleurs pauvres « *qu'il ne faut pas négliger à cause de leur prétendue bassesse* » (2). L'équilibre du commerce lui-même en serait rompu car s'il y a quelque chose à crain-

1. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXII. Collection et édition précitées, page 799.

2. Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXII. Collection et édition précitées, page 800.

dre pour un peuple, c'est celui que sa pauvreté réduit au désespoir. La société souffrirait, accablée sous le poids d'un malheur commun, plus dur encore pour l'habitant de la capitale que pour le laboureur habitué depuis longtemps à la pauvreté. Il importe donc à la nation de développer toutes ses forces de façon parallèle, pour ainsi dire, et, sans négliger le commerce extérieur, de donner un essor de plus en plus considérable au commerce intérieur.

Ceci dit, comment Melon apprécie-t-il la politique des mercantilistes ? Il soutient qu'il est absurde de maintenir le haut prix de l'argent et critique le procédé bullioniste par lequel on élevait le taux de l'intérêt pour attirer les capitaux, « *politique funeste* » qui fit baisser les denrées et les fonds qui les produisaient dans la proportion où l'argent augmenta de prix ». Pour lui, le meilleur moyen d'équilibrer notre commerce intérieur et de nous assurer une balance favorable consiste dans la baisse du taux de l'intérêt. Laissons, dit-il, aux théologiens, le soin pénible de concilier la nécessité de l'usure avec les sévérités de la morale, et ne nous occupons avant tout que de ce qui est nécessaire à la force du pays. « *Notre objet est de faire voir combien il est essentiel à la balance du commerce que, dans les circonstances où l'intérêt est permis, il ne soit pas à un plus haut prix chez nous que chez l'étranger, parce que le négo-*

« *ciant à qui l'argent coûte le moins peut toujours vendre par préférence sur ses concurrents* » (1).

Il oppose donc, comme Child, la baisse du taux de l'intérêt à la politique étroite et inhumaine de la réduction excessive des salaires. On a dit bien souvent que Melon était un novateur et un révolutionnaire ; il faut reconnaître qu'il a rompu avec les mercantilistes sur bien des points et c'est un des premiers champions de la lutte pour la liberté commerciale. Entre deux systèmes diamétralement opposés, celui de la protection et celui de la liberté commerciale, il n'hésite pas un instant à prendre parti, « *car la liberté est ce qu'il y a de plus essentiel dans le commerce* », mais il apporte de nombreuses restrictions qui dénaturent ses déclarations. Il ne veut pas voir dégénérer un tel régime « *en une imprudente licence aux négociants d'envoyer ou de recevoir librement toutes marchandises* ». Mais où sera la limite du droit d'intervention des gouvernants et était-il bien la peine de reconnaître un principe aussi important pour le combattre immédiatement après ?

D'ailleurs, il admet également le droit de réglementation de l'Etat dans le commerce intérieur, car chaque profession a ses devoirs et le prince a le droit et l'obligation de le rappeler aux travailleurs :

1. Melon, chap. XXII. *De l'essai politique sur le commerce*, page 795.

« *L'Etat peut exiger ces devoirs particuliers pour lesquels il se repose sur ceux qui ont embrassé volontairement cette profession* (1) ».

Sans doute, il reconnaît les inconvénients d'une autorité qui s'exerce à chaque instant sur le producteur pour contrôler ses actes, mais ce ne sont que les abus qu'il critique et c'est ainsi qu'au chapitre VIII de son essai politique, il admet la nécessité des règlements de travail. On a pu pousser un peu trop loin la police du travail, mais il n'en est pas moins vrai, croit-il, que les maîtrises et tout ce qui touche à leur organisation et à leur réglementation est absolument utile et nécessaire au commerce et à l'industrie ; s'il faut blâmer une pareille intervention de l'autorité, c'est simplement dans ce qu'elle a d'excessif, « *car il ne s'agit que des abus* ».

Melon pousse même sa théorie quelquefois un peu loin, comme au chapitre V de son essai politique, quand il va jusqu'à réclamer, ou plutôt montrer les bienfaits de l'esclavage. Certainement il ne nie pas l'abaissement moral qui résulte d'une semblable mesure, mais c'est une condition de vie pour l'Etat, c'est une raison supérieure aux conceptions sentimentales qui lui fait admettre une semblable mesure. Nous ne devons, dit-il, penser qu'au seul

1. Melon. *Essai politique*, chap. XI. Collection précitée, page 757.

bien de l'Etat, et, « *s'il était permis d'élever la com-
« paraison jusqu'à l'Être suprême, c'est ainsi que les
« perfections de l'univers sont accompagnées de quelque
« mal physique et moral (1)* ».

Il y a encore, dans ses écrits, les traces nombreuses de l'influence de la politique mercantiliste sur ses idées, malgré ses principes libéraux. Nous n'en voulons pour preuve que ce qu'il pense au sujet du développement des industries de luxe et de notre extension coloniale. Sans doute la force d'un peuple doit être avant tout dans le lieu de sa domination, et ce serait folie que de vouloir peupler les colonies, alors que la population travailleuse n'est pas assez considérable en France ; ce serait également folie de vouloir proscrire complètement le luxe et Melon cite même, à cet effet, plusieurs ordonnances et lois somptuaires, en vue d'en mieux faire connaître « *l'inutilité et l'esprit qui les inspirait* ». Cela ne l'empêche pas de recommander aux nations le développement de leurs industries de luxe, et cette idée de l'utilisation des passions nous la retrouverons reprise plus tard par Ferrier ; il reconnaît même qu'on n'a pas toujours tort de proscrire certaines marchandises de valeur, comme celles qui nous proviennent des Indes, « *car c'est moins pour leurs richesses que pour la consommation*

1. *Essai politique*, chap. V. Melon. Même édition, page 724.

d'étoffes encore plus riches de nos manufactures. » Tantôt il nous fait un tableau de la décadence de l'Espagne et de la prospérité de la Hollande, et nous montre que l'insuccès de la première a tenu à son dépeuplement, tandis que la prospérité de l'autre résulta de sa cohésion et de sa population qui ne cherchait pas à émigrer ; tantôt il considère que les colonies sont indispensables et que c'est le meilleur moyen de conquérir de nouveaux pays sans faire de malheureux. Malgré ses idées nouvelles et sa politique relativement libérale, Melon n'a donc pas rompu aussi ouvertement qu'on l'a prétendu avec les procédés prohibitifs et la réglementation étroite des partisans de la balance du commerce.

On peut même dire que, sous ce rapport, Law s'est montré beaucoup plus libéral que lui, car l'auteur du système a très bien vu que l'application de droits à l'importation aurait nécessairement sa répercussion sur nos exportations. La prohibition ne lui semble pas un excellent moyen pour nous assurer une balance favorable et nous sommes absolument du même avis que lui sur ce dernier point.

Si nous prohibons ou si nous élevons des droits très forts sur les marchandises étrangères, il faut absolument s'attendre à ce que les autres nations en fassent autant pour nous et entravent par conséquent nos industries d'exportation.

D'ailleurs Law fait remarquer que beaucoup de spéculations d'exportation n'ont lieu qu'en vue des importations et qu'agir sur le taux des entrées des marchandises étrangères sur notre territoire, c'est supprimer du même coup un nombre considérable de sorties des produits qui viennent de notre commerce ou de nos industries.

La vérité, comme nous le verrons plus tard, est que la balance favorable d'une nation ne réside pas simplement dans l'excédent de ses exportations sur les importations, mais dans l'excédent de ses créances sur ses dettes qui peuvent provenir d'autres causes que celle du mouvement des entrées et sorties de marchandises.

Retenons simplement ceci que, pour se procurer une balance favorable, Law ne croit pas qu'il soit nécessaire d'admettre des prohibitions.

Dutot ne s'est pas montré aussi novateur que Law et, bien que reconnaissant que la balance du commerce est l'indice de l'activité productrice du pays, il est malgré tout intransigeant en ce qui concerne la réglementation du commerce extérieur. Melon semble n'admettre qu'à regret l'emploi de mesures restrictives, tandis que Dutot n'hésite pas à reconnaître que de semblables prohibitions sont absolument nécessaires, et, pour mieux nous assurer un excédent d'exportations, il prétend complètement bannir de la consommation toutes les choses qui ne

lui paraissent pas absolument nécessaires. « *Le meilleur remède, dit-il, est de retrancher l'usage des marchandises inutiles et superflues qui ne servent qu'à la sensualité ou au luxe* » (1).

Mais il est un point sur lequel ces trois écrivains s'entendent pour critiquer la politique mercantiliste, ce sont les moyens employés pour constater les entrées et les sorties de marchandises.

Les procédés qu'on emploie pour exercer une semblable surveillance sont nécessairement imparfaits. Que les imperfections résultent de fausses déclarations dans les quantités ou dans les valeurs des objets soumis aux droits, qu'elles proviennent des fraudes qui étaient d'autant plus faciles à commettre que l'organisation douanière de cette époque était plus défectueuse, elles existent toujours malgré le contrôle le plus étroit et c'est ce que Law, Melon et Dutot ont très bien vu.

N'y aurait-il pas un moyen de constater le mouvement des biens du commerce à la sortie et à l'entrée de notre territoire? C'est alors que l'idée de change fait son apparition et prend une importance toute spéciale avec ces économistes. Nous ne voulons pas dire par là que les auteurs du siècle précédent n'avaient pas déjà signalé le rôle du change au point de vue du commerce extérieur, mais ce sont les néomercantilistes du XVIII^e siècle qui ont songé à se servir des indications qu'il nous fournit pour se

rendre compte de l'état du mouvement d'entrée et de sortie des marchandises.

Law a compris que le change affectait les conditions de l'échange et qu'il nous mettait dans un état d'infériorité ou de supériorité, suivant qu'il est au-dessous ou au-dessus du pair. Dans le premier cas, il indique une situation de dettes vis-à-vis des peuples voisins et il est tout naturel que les débiteurs paient les traites sur les places étrangères d'autant plus cher qu'elles sont plus rares. Dans le second cas au contraire, le change au-dessus du pair indique un état de créances résultant d'un nombre considérables d'exportations de notre pays, et les importateurs qui voudront régler leurs dettes vis-à-vis des étrangers paieront le papier très bon marché. S'il en est ainsi, le change est de nature à affecter les relations du commerce extérieur, car les peuples qui ont le change au-dessous du pair chercheront à exporter davantage, puisque les exportateurs peuvent se débarrasser de leurs créances sur les places voisines à un prix supérieur. Les nations qui ont au contraire le change au-dessus du pair verront leurs importations s'accroître pour la même raison et leur exportations diminuer, puisque les créanciers perdent sur la négociation de leurs traites. C'est ce que Law exprime en disant que « *lors-
« qu'un pays a le change au-dessus du pair, les mar-
« chandises qu'on y envoie sont vendues d'autant moins*

« et celles qu'on en tire sont vendues d'autant plus que
« le change est au-dessus du pair » (1).

Melon procède aux mêmes constatations mais Dutot a poussé son analyse beaucoup plus loin encore. Il envisage successivement les divers états de la balance du commerce, suivant qu'elle nous est ou non avantageuse ou qu'elle s'équilibre par un nombre égal de sorties ou d'entrées de marchandises, et il démontre que le change déplace des quantités de métal correspondantes aux excédents d'importations ou d'exportations. Au-dessous du pair il entraîne une sortie de numéraire plus considérable, et au-dessus, il fait entrer les métaux précieux en plus grande abondance.

Cette observation est très importante à retenir, car, s'il est vrai, comme le prétend Dutot, « *qu'un commerce avantageux attire nécessairement les matières d'or et d'argent dans l'Etat qui a l'avantage* », il ne devient plus nécessaire de procéder à la surveillance étroite du mouvement des marchandises puisqu'il suffira de s'en tenir à l'inspection du cours du change.

Melon soutient également que ce n'est pas par la vérification des livres de douanes que nous pourrions avoir une idée des avantages ou de l'infériorité de notre commerce, car une telle connaissance

1. Law, *Considérations sur le numéraire*. Collection précitée, page 499.

est nécessairement imparfaite. C'est le change qui nous avertit d'une telle situation, « *non pas le change momentané et de quelques jours, mais la totalité des changes d'une année. Si le change indique une balance défectueuse, alors par l'examen des marchandises d'entrée, par des comparaisons avec les années précédentes et par d'autres observations faciles, le législateur voit quelle est la partie souffrante, et cherche les moyens de la rétablir, et c'est-là un des principaux usages des bureaux d'entrée et de sortie* » (1).

Tandis que les vérifications de douane offrent des inconvénients et exposent à des erreurs très graves, l'inspection du cours du change est un excellent procédé pour s'assurer rapidement et de façon certaine, de la situation exacte du commerce extérieur, pour deviner s'ils achètent plus qu'ils ne vendent ou s'ils vendent plus qu'ils n'achètent.

Dutot se sert même d'une comparaison frappante, quand il dit que le change est « *le véritable baromètre du commerce* » ; aussi conclut-il, comme Melon, que l'emploi de la constatation du cours du change est infiniment supérieur aux procédés des mercantilistes. C'est un moyen plus prompt et beaucoup plus sûr qui permet au législateur d'avoir les yeux constamment fixés sur l'état du commerce et de remé-

1, Melon. *Essai politique sur le commerce*, chap. XXII. Edition précitée, page 794.

dier immédiatement aux désavantages qui pourraient résulter d'une balance défavorable. Si l'on se contente au contraire de l'examen des entrées et des sorties de marchandises, « *l'état du royaume ne peut se connaître que longtemps après et alors il n'est plus temps d'agir* (1) ».

Sans doute une simple constatation ne nous renseigne pas complètement, car elle ne nous montre pas quelles sont les branches du commerce de l'industrie où nous avons le désavantage, mais elle a au moins le mérite de nous mettre de suite sur nos gardes et de nous obliger à porter notre attention sur le développement de toutes nos forces productives. D'ailleurs, prétend Dutot, une telle infériorité ne peut venir que des causes inhérentes aux principes du change ou de l'usage de matière de luxe. Il faudra donc immédiatement retrancher l'usage des marchandises peu utiles et ce sera là le meilleur moyen de rappeler l'avantage en faveur de notre commerce et d'attirer l'or et l'argent en France.

Il y a, au fond de l'exposé de tous ces principes beaucoup d'idées très justes. Spécialement, en ce qui concerne le change, personne ne conteste qu'il est étroitement lié à l'état des dettes et des créances d'un pays, mais nous nous bornerons, quant à pré-

1. Dutot. *Réflexions sur les Finances et le commerce* chap. III., Collection précitée, page 971.

sent, à faire remarquer qu'à côté de la balance du commerce, il existe une balance générale des comptes qui embrasse la totalité de nos relations économiques avec l'étranger, car les exportations et les importations de marchandises ne sont qu'une partie de nos rapports internationaux. Il s'ensuit donc que lorsqu'on veut savoir si le commerce d'un pays est en équilibre, ce n'est point uniquement la balance de ses importations et de ses exportations qu'il faut considérer mais bien la balance de ses créances et de ses dettes. Nous reviendrons plus tard sur cette observation mais elle nous suffira actuellement pour comprendre que l'indication du cours du change peut ne pas nous fournir de renseignements utiles sur l'état de nos exportations. Il est possible, en effet, que nous ayons un mouvement de sorties de marchandises de bien supérieur à celui des entrées et que, cependant, le change soit en notre défaveur si nous nous sommes créé un état de dettes vis-à-vis de l'étranger, soit par suite d'emprunts, soit par suite du paiement des intérêts des capitaux étrangers placés chez nous ou de toute autre cause donnant naissance à une créance contre nous.

CHAPITRE III

LE NÉOMERCANTILISME AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

§ 1. — *Considérations générales. Principaux traits essentiels qui différencient le néomercantilisme de cette époque de celui du XIX^e siècle.*

Si nous étudions le néomercantilisme au XIX^e siècle dans un chapitre spécial, c'est qu'il se présente avec un caractère propre qui le différencie nettement de l'ancien inflationisme du siècle précédent. Il est le résultat d'une œuvre de réaction contre les critiques à outrance des physiocrates et des maîtres de l'école classique.

Les idées inflationistes émises par Law et ses disciples ne pouvaient manquer d'amener de vives protestations de la part des économistes de la fin du XVIII^e siècle. On n'avait même pas attendu jusqu'à cette époque pour critiquer et nier absolument ce rôle prépondérant qu'on faisait jouer au numé-

raire dans la création des richesses. Loin d'en faire le tyran, on n'avait voulu en faire que le simple valet du commerce. L'argent n'étant qu'une marchandise comme une autre, on refusait de lui accorder, dans la production, un autre rôle que celui de toute autre marchandise quelconque, c'est-à-dire qu'on ne voulait voir dans les espèces qu'un agent de circulation plus pratique et plus rapide. C'était d'ailleurs, suivant les physiocrates, une absurdité que de se préoccuper de l'abondance des métaux précieux.

Si l'or et l'argent ne sont que de simples marchandises, il devient alors absurde de chercher à se procurer une balance favorable. Qu'on soit payé en argent, ou en nature, peu importe ; l'essentiel est que, dans l'échange, les transactions aient lieu marchandise contre marchandise ; il n'y a donc pas de commerce désavantageux. Certains économistes de l'école classique allaient même plus loin, quand ils voulaient voir dans une balance défavorable la condition de prospérité d'un peuple, en ce sens que les excédents d'importation représentaient toujours les bénéfices des commerçants.

Il y avait dans l'exposé de toutes ces idées beaucoup d'exagérations et la réaction ne devait pas tarder à se dessiner. Non, il n'était pas vrai que les métaux précieux fussent des marchandises comme les autres et qu'ils fussent de simples agents de cir-

culatlon. En tant que capital, la monnaie joue un rôle qu'on ne saurait nier dans la production, et nous disons en tant que capital, pour mieux donner la caractéristique du néomercantilisme du commencement du xix^e siècle par rapport à celui du siècle précédent. Pour Law, Melon et Dutot, c'est le numéraire qui est le principe essentiel, unique de la production, mais les inflationistes que nous étudierons tout à l'heure, Saint-Chamans et Ferrier, ont vu plus juste dans le phénomène de la richesse. Ce n'est plus le numéraire, c'est le capital qui commande la richesse, ainsi que le travail. Mais les métaux précieux, en tant que capital, jouent un rôle prépondérant dans la production, et c'est là que réparaît l'idée néomercantiliste. Elle n'est cependant plus la même que l'ancienne, cela était important à signaler, et nous aurons soin, pour mieux mettre ce point en lumière, dans l'étude que allons faire, d'exposer les idées de ces néomercantilistes sur le capital et de rechercher si la monnaie constitue bien pour eux la partie la plus importante du fonds productif.

Cependant, au point de vue purement inflationistes, c'est-à-dire au point de vue des conceptions qu'ils ont eues sur le crédit et sur le rôle du papier dans la circulation et dans la production, les néomercantilistes du xix^e siècle n'ont pas émis de théorie nouvelle, plus en rapport avec la nature des faits

économiques et surtout avec les idées en cours à cette époque lancées par les adeptes de l'école classique. Ces derniers prétendaient que le papier n'était que substitué à la monnaie métallique dans la circulation ; aujourd'hui, nous reconnaitrions au crédit un certain rôle dans la production qu'il active, sans être un agent direct évidemment ; mais, si nous faisons cette observation, c'est pour montrer que les inflationnistes n'ont pas profité des idées en cours à cette époque, disons même des exagérations de l'école classique sur le rôle du crédit, et sont retombés dans l'erreur des auteurs du siècle précédent en s'imaginant qu'il suffisait de créer du papier pour créer un capital.

A un autre point de vue, la question n'a également pas fait de progrès et c'est ainsi que la balance du commerce reste toujours l'indice d'une activité plus ou moins grande et que ses fluctuations sont en corrélation avec le taux de la richesse générale.

Deux noms résument les idées néomercantilistes de cette époque, ceux de Ferrier de Saint-Chamans, à l'étude desquels nous allons procéder maintenant. Nous suivrons la même méthode dans l'analyse de leurs principes que celle des idées des inflationnistes du siècle précédent. Puisqu'il s'agit, en effet d'une étude non des œuvres de ces économistes, mais de certaines de leurs conceptions par rapport à des

principes qui forment un ensemble, une doctrine, si l'on veut, nous n'avons pas à chercher ce qu'il y a d'original dans leurs écrits et ce qui appartient en propre à chacun d'eux, mais ce qu'il y a de commun dans leurs théories inflationnistes. C'est pourquoi nous les étudierons parallèlement, montrant ce que chacun d'eux pense soit sur la richesse, soit sur le rôle du capital, de la monnaie, du crédit dans la production, soit enfin sur le principe et les applications de la balance du commerce.

§ 2 et 3. — *Comment Ferrier et Saint-Chamans conçoivent la richesse. Rôle qu'ils font jouer au capital, et spécialement à la monnaie dans la production. Du rôle spécial du papier numéraire dans la production.*

A. — Les néomercantilistes du xviii^e siècle avaient déjà vu que la richesse véritable consistait dans les biens que nous procurent l'agriculture et nos industries manufacturières ou commerciales. Mais, avec Saint-Chamans et Ferrier, l'idée de richesse se précise, et, d'ailleurs, ce fait n'a rien d'étonnant après les œuvres des physiocrates et surtout les lumières apportées en semblable matière par le génie de Shmith.

Pourquoi l'industrie est-elle aussi productive que

l'exploitation du sol et le commerce aussi fécond que les deux autres sources de la richesse ? C'est là une question sur laquelle Law, Melon et Dutot n'ont pas assez insisté, tandis que les inflationnistes du xix^e siècle se sont efforcés d'en donner l'explication.

Ferrier ne comprend pas qu'on ait pu prétendre que la terre était seule capable de fournir la richesse ; il voit dans les manufactures un travail qui ajoute une valeur nouvelle, qui n'est pas simplement égale à la consommation, et, pour le prouver, licite le cas de l'artisan qui fait vivre du produit de son activité une famille entière ; la valeur qu'il se crée est donc de bien supérieure à sa consommation. Admettez, dit-il, que la femme de l'artisan travaille de son côté, qu'elle fasse de la dentelle, par exemple ; eh bien, voilà une valeur qui ne sert pas à sa consommation, puisqu'elle vit du travail de son mari ; ce n'est donc pas une richesse qui remplace quelque chose, c'est un produit net, au même titre que celui de la terre. Il n'y a pas simple déplacement des valeurs créées par l'industrie du sol, mais augmentation des valeurs du pays. « *Son travail est donc une richesse créée, une richesse qui ne remplace rien, un produit net, pour parler le langage des physiocrates* » (1).

1. Ferrier. *Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, livre II. Edité à Paris en 1805, page 77.

Il accorde à l'industrie la supériorité sur l'agriculture. Cette dernière est limitée dans ses progrès, comme dans son étendue. C'est une science en quelque sorte locale qui se rit, pour ainsi dire, des théories de cabinet et qui se perfectionne surtout par la pratique et par l'expérience du cultivateur. Ferrier prétend qu'il n'en est pas de même de l'industrie qui demande de longs et pénibles apprentissages et qui s'accroît surtout par l'esprit d'initiative et d'invention. La vérité est que la puissance d'un Etat réside dans le développement parallèle de toutes ses forces productives qui sont entre elles dans un état de dépendance étroite. Les manufactures, nous dit-il, sont de première nécessité pour un peuple parce que n'étant pas limitées dans leur production elles peuvent disposer de toutes les matières du monde entier et décupler et centupler les valeurs créées : « *Son domaine s'agrandit à mesure que les besoins se multiplient, et, vaste comme l'imagination, mobile et féconde comme elle, sa puissance créatrice n'a de bornes que celles du génie de l'homme, dont elle reçoit chaque jour un nouvel éclat* » (1).

Il s'élève avec véhémence contre Smith qui semble, selon lui, accorder la préférence à l'agriculture, et ne comprend pas qu'il ait pu citer l'exemple de la Chine comme un peuple tirant sa prospérité de l'agriculture seule.

1. Ferrier, *op. cit.*, livre II. Edition précitée, page 85.

D'ailleurs, Ferrier fait remarquer que le véritable moyen d'encourager la culture du sol est de donner de l'extension à nos industries et cite Smith lui-même et l'exemple de l'Angleterre et de la France en regard de l'Espagne et la Pologne. Pourquoi les deux premières nations sont-elles prospères et puissantes, et les deux autres faibles et appauvries, si ce n'est que les unes sont les plus industrieuses de l'Europe et que les autres n'ont que des industries grossières et dans l'enfance? « *Remarquez, dit-il, que je cite deux pays dont le sol est encore plus fertile que celui de la France et de l'Angleterre* » (1).

Mais c'est le commerce qui donne à un peuple sa force et sa grandeur, c'est lui qui, par son développement, ajoute aux productions une utilité nouvelle, en les tenant à la disposition des consommateurs. Ferrier a même employé une image très gracieuse pour montrer les bienfaits de l'extension des échanges en comparant le plus misérable artisan au chef barbare le plus puissant et le plus redouté des peuplades sans civilisation, sans industries et réduites à l'état de nature. Tous les objets dont il se sert, le lit sur lequel il repose, la maison qu'il habite, les vêtements qu'il revêt représentent le travail d'une quantité d'individus et d'échanges considérables. Comparez, dit-il, ce travailleur modeste qui prend

1. Ferrier, *op. cit.*, livre II. Edition précitée, page 91.

son frugal repas à ce chef de hordes sauvages dont les aliments seront peut-être plus nombreux, mais à coup sûr n'auront pas été préparés avec plus de goût et de soin, et vous aurez une idée de la puissance du travail et de l'échange. Ces jouissances qui ne lui demandent que quelques heures de travail par jour pour être satisfaites sembleraient cependant devoir être de bien supérieures à ses facultés, et, pourtant, il n'en est rien.

La richesse, suivant Ferrier, est donc dans la quantité des choses qui peuvent servir à notre consommation, « *c'est* », dit-il, *l'abondance des objets consommables* ».

St-Chamans prétend que, pour donner une définition de la richesse, il faut toujours se poser cette question : Doit-on la faire consister dans l'abondance des choses ou dans la valeur des utilités produites ? en d'autres mots, consiste-t-elle simplement en produits ou se compose-t-elle de valeurs ? Il cite une foule d'économistes qui ont essayé de donner une définition de la richesse et conclut que, s'il fallait en croire l'avis de la majorité, on devrait admettre que la question doit être tranchée dans le sens des choses qui ont une valeur, et dans ce sens là seulement, d'accord avec l'abbé de Condillac, qui définissait la richesse « *l'abondance des choses qui ont une valeur* ».

Sans doute, nous dit St-Chamans, le besoin est

l'élément capital de la valeur mais c'est précisément ce qui fait, comme l'a dit Rossi, que la valeur est le fondement même de l'économie politique et que la richesse nationale ne se compose exclusivement que de valeurs. Smith reconnaît au contraire que les choses peuvent avoir une aptitude à satisfaire nos désirs, une utilité indépendamment de leur valeur échangeable. Il aurait dû conclure, croit-il, que la première n'est point une valeur réelle et ne fait pas partie de la richesse. De ce que le produit est utile il n'en est pas moins vrai que, tant qu'il n'est pas demandé, il ne fait pas partie de la richesse. « *Jusque-là sa valeur d'utilité n'entre pas plus dans la* »
« *richesse que la valeur d'utilité qu'on reconnaît à l'air* »
« *ou à l'eau. Il n'est qu'une valeur hypothétique qui* »
« *n'est réalisée que par l'échange* » (1).

Il prend également à partie J.-B. Say quand ce dernier a déclaré que « *créer des objets d'une utilité quelconque, c'était créer des richesses* » et affirme qu'une telle assertion est fausse, si on la considère à un point de vue particulier. Tant que le produit n'aura qu'une utilité probable ou possible, on ne peut pas dire, à proprement parler, qu'il y a là une valeur et ce n'est que la demande suivie de l'échange qui lui feront acquérir cette valeur échangeable qui constitue pour St-Chamans la véritable richesse.

1. St-Chamans. *Traité d'économie publique*, tome 1^{er}, chap. II.
Edité à Paris en 1852, page 76.

Il blâme Lord Lauderdale de voir la prospérité dans la quantité des objets qui satisfont à nos désirs et ne comprend pas qu'il ait pu dire que « c'était l'abondance qui faisait la richesse publique, et leur rareté la richesse privée ». Il y a dans de semblables déclarations une suite d'idées mal coordonnées, selon lui, car il n'y a pas de raisons de soumettre la richesse nationale à d'autres lois que celles de la richesse des particuliers. Sans doute, l'abondance des choses peut amener un certain bien-être général mais, à coup sûr, elle ne fait pas plus la richesse publique que la richesse privée, « *parce que l'une et l'autre se composent de valeurs, et que la valeur n'existe point sans un certain degré de rareté* » (1).

Si nous nous sommes étendus sur les conceptions de St-Chamans et de Ferrier sur la nature de la richesse, c'est pour montrer que ces inflationnistes ne se sont pas bornés, comme ceux du siècle précédent, à citer les produits du commerce, de l'agriculture et de l'industrie parmi les biens qui font la prospérité nationale mais ont cherché à approfondir le pourquoi de la recherche de ces choses qui font la richesse du pays.

Disons tout de suite, pour n'y pas revenir plus tard, que nous croyons, avec les Economistes clas-

1. St-Chamans. *Traité d'économie publique*, tome I^{er}, chap. II. Edité à Paris en 1852, page 78.

siques et les auteurs contemporains, qu'il y a création de richesse là où il y a création d'utilité, et, comme le fait remarquer M. Ch. Gide, il n'est pas besoin de faire intervenir l'idée valeur, pour expliquer le phénomène de la richesse. Pourquoi? parce que l'idée de richesse implique pour nous l'idée d'une chose qui sert à satisfaire nos besoins, indispensable même à notre vie morale ou physique, indépendamment de son abondance ou de sa rareté, sur lesquelles se règle sa valeur. Comme dit M. Ch. Gide, il y a même dans l'idée de valeur quelque chose d'opposé à celle de richesse, « *car l'idée de richesse implique uniquement celle de satisfaction, d'abondance, tandis que celle de valeur implique l'idée d'une certaine limitation dans la quantité et d'un certain effort dans la production* » (1).

Il nous faut voir maintenant quel est le rôle de la monnaie dans la création des richesses, d'après Ferrier et St-Chamans.

Ferrier commence par critiquer les Economistes de l'Ecole classique et leur reproche d'avoir assimilé la monnaie aux autres marchandises. Même si l'on se place au point de vue de la circulation, il n'est pas indifférent, comme l'ont prétendu les physiocrates et les partisans de Smith, de tenir compte d'une certaine quantité de monnaie. Il essaye de donner

1. Gide, *op. cit.*, liv. I^{er}, chap. I^{er}, § 4, p. 53. Edit. précitée.

une idée de la rapidité de la circulation en citant l'exemple d'une pièce de 5 francs qui, dans une journée, passera dans 10, 20 mains, peut-être plus même, opérant ainsi un nombre d'échanges considérable.

En admettant, comme le veulent certains auteurs, que la valeur de la monnaie, par rapport à la quantité de valeurs qu'elle fait circuler, soit à peine du dixième, et même des vingtième et trentième, cela n'empêchera pas qu'une certaine abondance de numéraire soit nécessaire et que, si les échanges s'accroissent, il ne soit pas indifférent d'augmenter la quantité du gage des échanges.

Il va nous montrer, tout à l'heure, que, lorsqu'il circule, l'argent est indirectement productif, mais il ne veut pas aborder cette discussion sans avoir protesté contre cette affirmation que l'argent n'est qu'une marchandise comme une autre. En se plaçant même au point de vue du rôle d'intermédiaire que jouent les espèces métalliques dans les échanges, elles ne sont déjà plus des richesses comme les biens ordinaires.

Le gage des échanges tire sa valeur non de son usage intrinsèque, métallique, mais de sa fonction de monnaie; s'il vaut une marchandise, il n'est pas comme une marchandise ordinaire en ce sens que sa valeur marchande est de bien supérieure à sa valeur intrinsèque, ce qui n'est pas pour les autres

richesses. Il ne faut pas oublier que l'argent fait fonction d'intermédiaire avant tout, qu'il sert à nous procurer d'autres jouissances ; qu'on n'objecte pas qu'on pourrait se les procurer avec un bien quelconque, car on préférera toujours l'argent qui permet de commander la richesse à volonté aux autres marchandises dont on ne pourrait se débarrasser que fort difficilement : « *Le négociant, dit-il, reçoit cet argent ; fort bien, mais s'il n'avait pas la certitude que d'autres le recevraient de même quand il leur présentera à son tour, de bonne foi l'accepterait-il* » (1) ?

Avant de démontrer que le numéraire est directement productif, en tant que capital, et même que capital essentiel, il nous dit qu'en se plaçant au simple point de vue de la satisfaction des échanges, la monnaie est indirectement productive. Les classiques les plus intransigeants veulent borner son rôle à celui d'un simple intermédiaire et affirment que les espèces ne font que faire circuler les produits, que le travail seul les crée. Très bien, répond Ferrier, je l'admets par l'hypothèse, mais, s'il faut toujours une certaine abondance du gage des échanges pour l'écoulement des produits, quand elle fera défaut la production se ralentira. « *Or, on ne pro-*

1 Ferrier, *op. cit.*, chap. III, livre I^{er}. Edition précitée, page 36.

« duit que pour échanger. Ne pouvant plus échanger on
« ne pourrait plus produire. Alors nous n'aurions ni
« libraires, ni papetiers, ni horlogers » (1).

Il nous fait même un rapide historique des phases successives par lesquelles sont passés les gages des échanges et montre que le développement des civilisations et les progrès des peuples ont tenu à la perfection du gage monétaire et à son abondance : Tour à tour on est passé du simple troc aux monnaies de fer, de cuivre, puis aux espèces d'or et d'argent qu'on a commencé à livrer en barres et au poids et auxquelles on a donné une commodité plus grande en leur assignant un titre, et en les marquant d'une effigie. C'est à cette monnaie nouvelle, de bien supérieure aux autres marchandises, que la société doit tout ses progrès ; « c'est à elle que l'espèce humaine
« doit de ne pas être restée demi-barbare, et d'avoir tendu
« constamment à l'agrandissement de ses facultés par le
« développement progressif du commerce des arts et des
« sciences » (2).

Mais, si la monnaie a un pouvoir aussi considérable sur le développement de la richesse, c'est qu'elle fait partie du capital du pays et qu'elle en est même la partie la plus essentielle. Adam Smith le reconnaît d'ailleurs formellement, mais il n'admet pas que l'or et l'argent soient la partie la plus impor-

1. Ferrier, *op. cit.*, chap. IV, livre 1^{er}. Même édition, p. 51.

2. Ferrier, *op. cit.*, chap. I^{er}, livre I^{er}. Même édition, p. 51.

tante du fonds productif, et, dans ses « *Recherches sur la nature et les causes de la richesses des nations* », il nous dit : « *l'argent fait toujours partie du capital national, mais il n'en fait qu'une petite partie, et toujours celle qui profite le moins* » (1).

Pour Ferrier, il n'en est pas ainsi, et, s'il est vrai que les capitaux d'une industrie, par exemple, peuvent consister en outillage mécanique, en machines, il ne faut pas croire toutefois que ce soient là des instruments de travail qui rendent le plus de services au fabricant, car c'est la monnaie qui lui est nécessaire avant tout. « *Les métiers, dit-il, font toujours partie du capital d'un fabricant, mais ils n'en font qu'une petite partie et toujours celle qui profite le moins* (2) ».

Quand Smith prétendait que plus une nation avait de capitaux, plus elle développait sa richesse, il voyait absolument juste. Il semblait donc, affirme Ferrier, que Smith fût rentré dans la bonne voie et qu'il dût rendre à la monnaie le rôle qui lui convenait, car que peut-on entendre par abondance de capitaux sinon une grande quantité d'argent ? Il n'en est rien, cependant, et les classiques répètent à chaque instant que ce sont les choses qui servent directement à la production qui sont les véritables

1. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, tome III, page 22.

2. Ferrier, *op. cit.*, chapitre IV, livre 1^{er}, page 57.

causes de la richesse et que, par exemple, un homme aimera mieux recevoir pour son commerce la valeur de 100.000 fr. en balles de coton que la somme elle-même. Est-ce donc ce coton qui va constituer le véritable capital du trafiquant ? Pas du tout, car le capital essentiel est toujours l'argent, même lorsqu'il ne paraît pas pour acheter la marchandise, ce qui d'ailleurs n'arrive guère. Remontons, si vous le voulez, à l'origine de ce capital formé par un stock de coton ; admettons qu'il ait été prêté en nature au fabricant qui le transformera dans ses manufactures, il faudra toujours reconnaître néanmoins que celui qui l'a prêté l'avait acheté en argent,

Comment ne pas admettre que la monnaie joue le rôle essentiel dans la production, quand nous la voyons faciliter tous les échanges, se reproduire sur tous les marchés, et quand on considère qu'il n'y a pas, ou presque pas d'objets échangeables auxquels elle ne se soit opposée elle-même comme capital d'échange ?

Pour mieux montrer la supériorité de l'argent, Ferrier reprend la distinction de Smith en capitaux de deux sortes, fixes et circulants. Mais d'où vient donc ce fonds fixe qui constitue pour Smith la partie la plus importante dans la création des richesses, sinon de l'argent qui permet de se le procurer ? Sans doute, Smith ne nous dit pas cela, mais il reconnaît que *« tout capital fixe provient originairement d'un*

capital circulant, et a besoin d'être continuellement entretenu aux dépens d'un capital circulant ». Il faut remarquer, pour mieux saisir la pensée de Ferrier, qu'il répond à une conception de Smith sur le capital circulant qui n'est pas celle que nous avons aujourd'hui. Nous dirions maintenant que les capitaux circulants sont ceux qui ne peuvent servir qu'une seule fois, parce qu'ils disparaissent avec l'acte de la production, comme le blé qu'on sème, la houille qu'on brûle, l'engrais qu'on enfouit, tandis que Smith entendait surtout par là les capitaux qui ne donnent un revenu qu'à la condition de changer de main en main, comme les marchandises, qu'à la condition de circuler, en un mot. Mais si c'est là le fonds d'où tout capital fixe provient originairement, remarque Ferrier, comment admettre que ce n'est pas l'argent qui en est l'âme précisément, car quelle est donc la marchandise qui ne donne un revenu que par la faculté de l'échange qu'on ne pourrait se procurer avec de l'argent ? La conséquence est que la monnaie est l'agent préalable de tous les capitaux fixes, et puisque, dès à présent, elle sert à l'entretien des capitaux existants, conçoit-on la possibilité d'une telle puissance sans l'accroissement du numéraire ?

Selon Ferrier, l'économie ne peut pas accroître la richesse nationale et, pour étayer son raisonnement, il fait la supposition suivante : admettez, dit-il,

qu'une personne vienne à succéder et à faire un important héritage ; sans doute, c'est une richesse pour l'héritier, mais, si les biens qui tombent dans son patrimoine ne viennent pas d'une succession étrangère, le total des richesses du pays n'en sera pas augmenté d'une parcelle. De même, le particulier qui épargne ses revenus, pour employer l'expression des classiques, qui achète la terre du voisin, le blé du voisin devient plus riche, sans doute, quoique la production nationale n'en soit pas augmentée, car ces capitaux ne font que passer de main en main, dans le même pays, et l'épargne nationale n'est pas possible.

Nous ne pouvons admettre une semblable théorie, car s'il est vrai que le total des biens fonds d'un pays ne peut pas s'accroître à volonté, nous ferons remarquer qu'ils ne constituent pas seuls les fonds productifs de la richesse. A tous les biens que nous sommes disposés à faire valoir, tels que les maisons, usines, machines, instruments ou fonds de commerce, nous ne pouvons nous empêcher de réserver le nom de capital. Mais ce dernier n'est lui-même qu'un produit, et il suffit de passer en revue les capitaux de cette nature pour nous convaincre que ces matériaux, ces outils, ces instruments sont des produits de l'activité humaine susceptibles d'être multipliés. S'il en est ainsi, pourquoi la quantité des capitaux ne deviendrait-elle pas plus grande, si

la consommation improductive reste la même, car il ne faut pas perdre de vue que l'épargne n'est qu'une consommation différée de biens qu'on destine à un usage reproductif ? La monnaie n'a rien à faire en pareille matière ; il n'y a là qu'une question de consommation plus ou moins restreinte.

Il est également faux, dit Ferrier, d'admettre que la prodigalité influe sur la richesse nationale et nous reconnaissons que son observation est plus juste que la précédente, car dire que la dépense est plus utile à la production que l'épargne, c'est soutenir que la consommation improductive des biens est plus utile à la production que la consommation différée, destinée à un usage reproductif, ce qui est évidemment faux. Sans doute la consommation est le but de la production, sa cause finale si l'on veut, mais c'est une erreur de prétendre qu'elle en est la cause efficiente, puisque les seuls facteurs de la richesse ne consistent que dans la terre, le travail et le capital.

Mais d'où vient donc l'extension de la richesse, puisqu'elle ne résulte ni de la prodigalité, ni de l'épargne ? Elle consiste dans la suite naturelle de l'abondance plus grande de travail, produite par la quantité de numéraire qui existe dans le pays. Quant à cette disposition du peuple au travail, elle est la conséquence ordinaire du progrès de la civilisation qui multiplie les besoins et ceci explique les

progrès étonnants qu'ont fait tous les peuples, témoin la Russie qui a vu s'accroître rapidement son fonds productif dans les colonies nouvelles.

Il y a dans cette condition d'un numéraire abondant sur l'emploi d'un plus grand nombre de travailleurs une réminiscence des idées de Law dans ses considérations sur le numéraire. Il y a même un rapprochement plus étroit entre ses conceptions et celles de l'auteur du *Système*, quand il déclare que « *L'argent est plus que les richesses, car il les crée toutes, l'argent est l'âme du monde commerçant* ». Ainsi, selon Ferrier, non seulement la monnaie forme le capital essentiel de la société, non seulement le capital qu'il considère comme accessoire ne reçoit pas son extension de l'épargne, mais encore le numéraire constitue presque le capital unique d'un pays : il est l'âme du monde commerçant.

On m'objectera, peut-être, dit-il, qu'il est indifférent qu'un gouvernement ait une quantité plus ou moins grande d'argent, car ce dernier a d'autant plus de valeur et de pouvoir d'acquisition qu'il est plus rare. Ce peut être très vrai en théorie, prétend-il, mais il n'y a pas de principe plus faux dans l'application.

Pourquoi ? Parce que la valeur de l'argent dans un pays ne se règle pas sur la quantité d'argent qui existe dans ce pays mais plutôt sur ce qui en existe dans l'univers.

Ensuite la monnaie, bien que susceptible de changer de valeur en raison de son abondance ou de sa rareté relativement aux besoins de la circulation, a cependant une sorte de valeur fixe qu'elle doit à l'opinion qui l'empêche de hausser ou de baisser de prix dans la proportion rigoureusement exacte de son abondance ou de sa rareté.

Quand augmentent les besoins de la circulation et de la production, l'argent a besoin d'augmenter dans sa quantité, car, s'il ne s'accroît que dans sa valeur, l'industrie se trouve gênée et comprimée. Il en est ainsi, dit-il, de la richesse publique comme d'un jeune arbre plein de sève qu'étouffe une forte ligature; si vous ne supprimez pas la gêne qui résulte du défaut d'argent, la nation s'appauvrira et s'étiolera.

C'est l'influence des mots sur les idées qui a créé, selon Ferrier, cette étrange erreur de la hausse de valeur du gage monétaire. Rien n'est plus contraire à la vérité qu'une telle idée qui se heurte à la force de l'habitude et à l'influence des signes. Un ouvrier accoutumé à gagner deux francs par jour voudra toujours gagner deux francs, et il en sera de même pour le marchand et le fabricant, si bien que, pour que l'argent double de valeur, il faudrait admettre que sa rareté se soit fait sentir au point de décupler cette valeur.

On néglige trop cette valeur d'opinion et Ferrier

ne comprend pas que Smith ait pu prétendre que l'augmentation de la quantité d'or et d'argent en Europe et l'extension des manufactures et de l'agriculture étaient deux événements « *qui n'avaient presque pas de liaison l'un avec l'autre* ».

D'ailleurs, les faits sont là pour prouver ses assertions : il est si vrai que les métaux précieux n'ont pas varié dans leur valeur en raison de leur quantité que l'argent, par exemple, a baissé de 4 à 1 alors que sa production croissait dans les proportions de 1 à 20. De même en Amérique l'argent eût dû avoir une valeur bien supérieure à celle de maintenant, avant la découverte des mines, et cependant il n'en est rien.

La hausse de l'intérêt qui est si favorable au développement de la richesse est une preuve de plus de la nécessité d'une abondance d'argent toujours plus considérable, parce que Ferrier ne croit pas, comme Law, que l'intérêt ait baissé par *suite de la diminution du prix de la monnaie*.

B. — Il nous reste maintenant à examiner si Saint-Chamans a apporté quelques éléments nouveaux à la thèse de Ferrier. — L'or et l'argent ne sont pas des marchandises comme les autres et il est absolument inexact de faire abstraction de cet intermédiaire dans les échanges, comme si les trocs s'opéraient véritablement en nature. Les espèces métalliques sont absolument indispensables à la circulation et, par

là, à la production qui n'a lieu que pour l'échange, à raison des qualités spéciales qui les rendent plus propres au rôle d'intermédiaire. Il ne faut pas oublier, remarque Saint-Chamans, que les métaux précieux, par leur durée indéfinie, par leur peu de volume et par la facilité de les transmettre, offrent, au point de vue des transactions commerciales, des avantages que n'ont pas les autres marchandises.

Leur valeur, comme celles des autres biens, n'est pas réglée sur l'offre et sur la demande, car il n'y a pas de concurrences d'offres alors que les demandes grandissent de jour en jour, en raison des besoins de la circulation. S'il en est ainsi, ils tirent de ce fait, comme des qualités qui les font rechercher spécialement comme intermédiaire dans les échanges, une valeur qu'ils doivent à leur fonction de monnaie, de bien supérieure à leur valeur intrinsèque, et il devient absolument faux de les assimiler aux autres biens.

Quant au point de savoir quelle quantité correspond aux besoins des échanges, c'est une question très délicate et il est très difficile de la trancher.

Il serait désirable, selon St-Chamans, de réduire la satisfaction des échanges au strict minimum, parce que le surplus irait s'ajouter au capital national et féconder le travail. Il cite à chaque instant Michel Chevallier et affirme qu'il a eu raison de prétendre que « *tout ce qu'on retenait de monnaie,*

« dans les échanges au delà de ce qui est strictement
« nécessaire, était d'une complète stérilité ». Il est certain, dit-il, qu'un État qui garde deux ou trois milliards d'espèces en circulation, alors qu'il lui serait possible de subvenir à ses besoins avec une quantité moitié moins considérable, agit à la légère, car il se prive d'un capital qu'il pourrait utiliser pour accroître sa prospérité.

Mais il est très difficile, ajoute-il, de déterminer ce minimum de satisfaction des échanges et même c'est impossible. Il ne croit pas possible, comme l'avait essayé Smith, de donner une idée de la valeur que peut annuellement faire circuler une pièce de monnaie, et conclut en disant : « *Qui peut se refuser à reconnaître qu'au lieu de dix échanges où une somme a figuré, elle aurait pu n'en payer que cinq seulement ou bien quinze, vingt ? Par conséquent on ne peut donc pas déterminer une somme fixe nécessaire aux transactions d'une nation* » (1).

Mais le désir de voir s'accoître chaque jour notre stock monétaire vient surtout de ce que St-Chamans considère l'abondance des espèces comme une condition première du développement de la richesse.

Sans doute le numéraire ne constitue pas la richesse, parce que ce n'est pas un revenu et que

1. Saint-Chamans *Traité d'économie publique*, tome I^{er}, p. 206. Edition précitée.

« ce sont les revenus d'un pays donc le total forme ses véritables biens, mais, ajoute Saint-Chamans, *« il fait partie du capital général et il est le capital le plus important parmi les capitaux productifs de revenus (1) »*.

Pour lui, la grande erreur de l'école classique est de ne considérer parmi les facteurs de la richesse que les fonds productifs de revenus ; c'est là une faute d'autant plus grave que, non seulement ils ne forment pas le capital unique de la société, mais encore que c'est l'argent qui est vraiment le plus important, *« car il est la partie la plus réelle du capital disponible, la seule réelle même, s'il survient une crise qui ôte la confiance » (1)*.

Au moins, dans l'école actuelle, tous n'ont pas avili la monnaie et méconnu toutes ses qualités. Jean-Baptiste Say a déclaré que le numéraire faisait aussi bien partie de la richesse de la société que l'indigo, le sucre, le café ou autres marchandises exotiques qui sont en sa possession, au même titre également que les marchandises indigènes qu'on destine soit à un usage reproductif, soit à une consommation définitive.

Mais ils n'ont pas fait à l'argent la part qui lui revient dans cette productivité, car il faut remar-

1. *Traité d'économie publique*, chap. IV, tome I^{er}, page 187.

1. *Traité d'économie publique*, chap. IV, tome I^{er}. Edition précitée, page 188.

quer que les métaux précieux sont à la source de tous les autres facteurs de la production « *le numéraire est à la base du capital disponible qu'on nomme spécialement les capitaux* ».

C'est l'idée de Ferrier qui reparait, et, à un autre point de vue encore, il partage ses critiques contre Smith et son école, tout en assignant à la richesse nationale une autre cause.

La notion du capital, remarque St-Chamans, peut se ramener, *d'après Smith*, à trois éléments différents : Richesse produite, épargne et destination. Une telle conception lui paraît absolument fausse, tout d'abord parce que le véritable capital c'est l'argent, et ensuite parce qu'il n'admet pas que l'épargne puisse ajouter quoi que ce soit aux capitaux. Sans doute ce n'est pas l'épargne qui est un fait négatif, une abstention de consommation, qui peut être considérée comme créant le capital qui est comme tous les revenus un produit du travail ou de la nature. Mais c'est l'épargne qui nous porte à restreindre notre consommation improductive et qui nous permet ainsi d'utiliser les richesses, en plus ou moins grande abondance, pour les affecter à un usage reproductif, d'où l'extension des capitaux.

Mais pas du tout, prétend Saint-Chamans, l'épargne est contraire à la société parce qu'elle détruit

des valeurs et c'est la consommation qui les crée. Plus la consommation est grande, plus la production est considérable. Toute production n'existe qu'en vue de la consommation et toute consommation est donc productive. St-Chamans n'a vu dans ce phénomène que la cause alors qu'il n'est que le but de l'activité humaine. Autant vaudrait soutenir que celui qui mange tout son blé fait mieux que celui qui en économise pour en semer et en récolter d'avantage l'année suivante. St-Chamans commet non seulement une erreur mais encore un illogisme impardonnable. Il ne reconnaît aucun pouvoir de fécondation à l'épargne et, cependant, il admet avec M. Michel Chevallier que les espèces métalliques en surabondance dans la circulation forment un double emploi, et qu'il serait utile de réduire la satisfaction des échanges un strict minimum, pour faire passer cet excédent à l'état productif. Ceci seul suffirait à montrer la fragilité de son raisonnement.

Mais alors comment expliquer le développement de la richesse, et comment la nation peut-elle prospérer, si elle ne trouve pas dans l'épargne un moyen de mettre de côté des capitaux qu'elle utilisera ? L'opération toute entière roule-t-elle sur des capitaux préexistants auxquels elle n'ajoute rien ? Sans doute St-Chamans ne nie pas l'importance d'une telle remarque, mais il observe que, s'en tenir à

cette croyance, c'est raisonner avec la vieille école mercantiliste. « *On semble oublier qu'il n'y a de capital national que l'argent, on semble oublier surtout les capitaux fictifs qui font la plus grande partie de la besogne et des affaires d'un pays* » (1). Il n'est pas possible de compter pour rien dans le capital national les milliards dont la fortune des particuliers est enrichie ou appauvrie par la hausse ou la baisse des valeurs échangeables. Il cite l'exemple de l'Angleterre qui, en quelques années, a pu fournir un fonds de 5 milliards pour ses chemins de fer. On ne dira pas, affirme-t-il, qu'ils étaient dans les mains de ceux à qui ils ont vendu. Où étaient donc ces 5 milliards puisqu'il n'y avait pas plus de 750 millions de numéraire en Angleterre ? Il est plus aisé de reconnaître que d'expliquer ces mystères du crédit, mais il n'en est pas moins certain que les capitaux fictifs font partie du capital national qui grossit ou diminue comme eux.

C'est en raison de l'abondance du numéraire, que ce soit du papier de crédit ou des espèces précieuses, que grossit chaque jour ce capital national et que croît de jour en jour la consommation qui commande la production. Si les riches ne dépensent pas beaucoup les pauvres mourront de faim et il ne faut pas dire comme Jean-Baptiste Say que le riche a des

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome I^{er}, chap. VI, page 334.

boucles d'or parce que le pauvre manque de souliers mais, au contraire, que *« le pauvre a des souliers parce que le riche a des boucles d'or ; le pauvre a des chemises parce que le riche est habillé de velours »*.

C'est la dépense qui permet à chaque commerçant de reconstituer et d'augmenter son capital par la vente de ses produits, c'est sur la grande faculté de consommation d'un pays que se règle sa prospérité, et elle n'est pas possible sans une abondance de numéraire suffisante.

Répondant à l'assertion des physiocrates et de leurs successeurs qui prétendaient que peu importait la quantité des métaux précieux, que ce qu'il fallait considérer surtout c'était l'augmentation de leur pouvoir d'échange, il proteste, comme Ferrier, contre une semblable affirmation. Ce qui a donné naissance à une semblable erreur, c'est, selon lui, l'introduction de l'usage du crédit qui, grâce à sa rapidité, satisfait, avec une même quantité de numéraire, à une masse d'échanges plus considérable.

St-Chamans cite même l'exemple de la Banque de France qui, par une émission de 214 millions de billets, en 1823, a donné naissance à un mouvement de huit milliards et demi dans la circulation. Sans doute, dit-il, c'est dans cette faculté de la monnaie de se multiplier par la circulation que git le point capital qui domine toute la question, mais elle suppose une baisse proportionnelle des prix puisque

les besoins de l'échange en font grandir la demande et que le stock de numéraire ne s'augmente pas.

Or, rien n'est plus contraire aux faits que ce principe d'augmentation ou de diminution du pouvoir de la monnaie proportionnellement aux quantités d'or et d'argent. Ainsi, depuis mille ans la hausse des prix a été continuelle, et cependant il faut admettre que le stock numéraire a dû croître et décroître bien des fois. Comme M. Chevallier le fait remarquer, la masse des métaux précieux a baissé considérablement au xv^e siècle et cependant les prix sont restés les mêmes qu'au siècle précédent. Les croisades et les tributs payés aux Sarrasins sont le canal par lequel se sont écoulés l'or et l'argent, suivant St-Chamans, ce qui n'a pas empêché les prix de croître continuellement.

Il ne faut donc pas se baser sur les variations du pouvoir d'acquisition de la monnaie pour dire qu'il est indifférent d'accroître la quantité du numéraire, car il n'y a aucune relation entre elle et le prix des marchandises. S'il en est ainsi, on doit sagement conclure que la quantité d'or et d'argent nécessaire à un pays est indéterminée, et rien n'est plus faux et moins justifié qu'une semblable indifférence à l'égard du stock monétaire.

Il y a, comme on le voit, une analogie étroite entre les conceptions de Ferrier et celles de St-Chamans, mais il nous reste maintenant à étudier de quelle

façon ils comprennent le crédit et le rôle qu'il joue dans la production.

B. — Leurs idées sur la nature de la circulation fiduciaire rappellent de très près l'utopie de Law et de ses successeurs qui ne voyaient dans ce fait qu'un accroissement de numéraire.

Il est cependant curieux de noter, au moins chez un de ces néomercantilistes, St Chamans, une certaine réserve sur ce dernier point. En analysant ses idées, nous avons dit qu'il accordait au crédit le même rôle qu'aux métaux précieux dans la production, mais il considère toutefois que c'est la monnaie métallique qui constitue véritablement le capital disponible, *« car les billets et les capitaux de crédit ne sont que des promesses qui n'ont de valeur que par la confiance qu'ils seront changés à volonté en monnaie »*. Ce qui est assez étrange à constater, c'est qu'il reconnaît que le papier n'est qu'une promesse de monnaie et que, malgré tout, il lui donne le nom de capital et toutes ses qualités. Dans un chapitre de son *« Traité d'économie publique »*, au tome III, il fait très bien remarquer que le papier n'a aucune valeur par lui-même, que c'est une monnaie fictive qui n'est reconnue que par la convention dans un Etat ou même dans une ville, mais au lieu d'en conclure naturellement qu'elle n'ajoute rien à la masse des capitaux, il voit précisément dans ces titres de crédit un moyen de multiplier, à peu de frais, le capi-

tal national. *« C'est un mandat sur la monnaie réelle, « mais avec la confiance, elle a tous les effets de la première. La confiance est la reine souveraine du capital « disponible qui grossit indéfiniment ou disparaît suivant qu'elle le soutient ou l'abandonne (1) ».*

Saint-Chamans reconnaît que, dans un moment de crise grave, la monnaie fictive ou perd beaucoup de sa valeur, ou même se retire complètement. C'est la confiance qui la soutient dans la circulation et, quand elle s'en retire, la monnaie métallique reste pour faire face aux besoins, car elle ne perd jamais ni en qualité, ni en valeur. Que cette valeur de confiance donne au papier un cours qui le rend plus pratique, plus rapide, dans la circulation, personne ne le nie, mais qu'elle ajoute à la richesse, c'est une erreur, comme nous le verrons; tout ce que le crédit peut faire c'est d'activer la production.

Les banques sont le plus puissant instrument de crédit, mais elles n'ont pas toujours joué un rôle aussi important. C'est au XII^e siècle que s'est fondée la première banque à Venise. En 1171, à l'occasion d'un emprunt forcé, les riches de cette ville ouvrirent un crédit jusqu'à concurrence des sommes déposées par les particuliers. C'est sur les mêmes principes que s'établit la banque de Gènes en 1407, et celle d'Amsterdam en 1609. Mais, observe St-Cha-

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome III. Des banques. Edition précitée.

mans, ces institutions ne servaient pas au développement du crédit, parce qu'elles ne pratiquaient ni l'escompte, ni les avances à découvert, ni surtout l'émission des billets.

Il en fut tout autrement quand, en 1694, Guillaume III institua la banque d'Angleterre qui lança dans la circulation une grande quantité de billets, ce qui n'avait été jusqu'ici qu'un essai sans suite. C'est qu'en effet le grand avantage du crédit est de permettre au porteur du titre de se présenter immédiatement à une banque et, par le moyen de l'escompte, de pouvoir se procurer immédiatement le prix avancé au débiteur, et d'en faire dès à présent le réemploi. Le simple prêt n'opère qu'un déplacement du capital, tandis que le crédit par le moyen de l'escompte l'accroît véritablement.

On pourrait douter de telles idées émises à une époque où tous les économistes avaient réagi contre les principes inflationnistes du xviii^e siècle, et cependant il n'est pas permis de s'illusionner, car, en maints endroits de son œuvre, Saint Chamans est absolument catégorique. « *L'utilité des banques, dit-il, est de fournir tout de suite de l'argent au porteur du billet, et de se charger de placer le billet* (1) ». Mais voilà qui est plus explicite encore ; il prend à parti Joseph Garnier, quand ce dernier soutient que la

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome III. Des banques, page 102.

circulation fiduciaire n'augmente pas les capitaux. Sans doute, dit Garnier, le crédit donne de la force au capital oisif, ou engagé, en le rendant à la circulation (et il a raison), mais cette transformation en améliorant l'instrument, n'en a fait ni deux, ni trois instruments; en un mot, elle n'a pas multiplié le capital. Il est vrai, dit Saint-Chamans, que la banque ne crée pas les écus, ni les fonds oisifs qu'elle rassemble, mais elle émet, par exemple, trois fois autant de billets qu'elle a d'argent en caisse; eh bien, ne sont-ce pas là des capitaux créés? « *Quoi, une banque qui a un million de numéraire, émet trois millions de billets, et ces deux millions de plus quand ils alimentent ou créent de nombreux ateliers de production qui n'iraient pas sans eux, ne seraient pas de nouveaux capitaux créés ou multipliés par le crédit? Cela ne peut se soutenir* (1).

St-Chamans rappelle à ce propos la réfutation qu'a faite Coquelin des affirmations de J.-B. Say sur la stérilité du crédit. Ce dernier a eu le tort de ne se placer qu'à un seul point de vue, car dans le crédit il ne voit qu'une des faces des opérations. Il ne considère que le prêt, et si l'emprunteur fait sien le capital dont se dépouille le prêteur à son profit, c'est donc qu'un acte semblable n'a pu opérer qu'un déplacement et non une création de fonds produc-

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome I^{er}, page 341 et s. Edition précitée.

tif. Mais, suivant Coquelin, J.-B. Say n'a pas eu raison de s'en tenir au phénomène de l'emprunt, car c'est le cas le moins général et le moins intéressant. Le crédit ne serait pas ce qu'il doit être, affirme-t-il, s'il n'avait pour but que de faire passer le capital des mains du capitaliste à celles des travailleurs. Tout d'abord, il consiste dans un échange continu d'avances depuis le producteur de matières premières jusqu'au marchand en détail, en passant par l'industriel et le marchand en gros, échange constant d'avances qui se croisent et s'entrecroisent. Mais, suivant Coquelin, « *pourrait-on dire qu'il n'y a là aucun avantage pour personne, en ce sens que, dans une telle combinaison, chacun ne trouve dans les avances qu'il a reçues que l'exacte compensation de celles qui a faites* (1) ». Non, car quiconque a livré des marchandises à crédit devient porteur d'un billet et, par ce fait, propriétaire d'un titre qu'il peut négocier immédiatement. C'est une valeur qu'il recouvre aussitôt par l'escompte ou l'endossement. Le négociant reste donc maître de recouvrer promptement, sous une autre forme, les valeurs dont il a fait l'avance, tandis que celles qu'il a reçues lui restent jusqu'à l'échéance du billet, et ses ressources se sont ainsi puissamment accrues.

On remarque, dit St-Chamans, que lorsqu'il se produit une crise grave, les transactions s'arrêtent,

1. Coquelin Charles. *Du crédit et des banques.*

les échanges diminuent et que la production elle-même se ralentit. Pourquoi, mais simplement « *par suite de l'affaiblissement de la confiance et de la disparition du crédit* » (1).

Il faut évidemment que la confiance ne se perde pas, car c'est surtout à la disparition de cette dernière qu'il faut attribuer la gêne de la production et de la circulation et « *ce n'est pas parce qu'on a refusé de prêter que les portefeuilles de la banque ont tant diminué depuis la République, c'est parce qu'il ne se présentait pas d'emprunteurs* » (2).

Même sous forme d'escompte, le crédit est encore trop restreint, car tant que la banque ne fait que des opérations de cette sorte, elle n'a pour but que de faire circuler les billets, lettres de change et autres titres de crédit, tout en augmentant les ressources des négociants, bien entendu. D'ailleurs, une circulation semblable a le grand inconvénient de ne reposer que sur le crédit des signataires de semblables effets de commerce. Il ne restait plus qu'à former des compagnies offrant plus de moyens et plus de garanties ; ce qu'il importait avant tout c'était d'émettre des billets revêtus des signatures de la banque, et, au lieu de leur assigner une échéance de paiement, de les rendre payables à vue ; c'est ainsi qu'on arrivait au billet de banque, et au

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome I^{er}, chap. VI, page 347.

2. St-Chamans, *op. cit.*, tome I^{er}, chap. VI, page 347.

remplacement dans la circulation des billets ordinaire dont la forme et les conditions entravaient le cours.

Mais il ne faut pas, dit St-Chamans, s'exagérer malgré tout, les effets du crédit ; outre que cette surexcitation peut mener à la banqueroute, « *il ne suffit pas qu'il y ait des capitaux pour que le travail et les ateliers de productions soient mis en mouvement..... Ne sait-on pas que les billets qui dépassent une certaine limite, au lieu d'être employés à faire agir le travail, rentrent promptement à la Banque ?* » (1).

Il y a dans tout cela une foule d'idées qui nous sont déjà familières et que nous avons rencontrées chez Law, Melon et Dutot. S'il ne dit pas, comme eux, que le papier représente l'argent, s'il constate qu'il n'est qu'un simple « *mandat sur la monnaie* », il ne lui en confère pas moins la puissance productrice de la richesse au même titre que les espèces précieuses.

D'ailleurs, Ferrier n'est pas moins affirmatif que St-Chamans. Quand les biens du pays augmentent, ce ne peut être que pour deux causes, ou bien parce l'argent s'est accru, par suite d'une balance favorable, ou parce qu'on a trouvé le moyen d'y suppléer par le papier de crédit. Le papier de banque qui

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome III. Des banques, page 406.

produit des résultats si bons pour le développement du commerce et de l'industrie, tient en effet lieu de capital plus considérable.

Nous avons vu St-Chamans entrer en lutte avec les économistes de l'Ecole classique et spécialement réfuter les arguments de J.-B. Say. Ferrier se place au même point de vue pour combattre ses adversaires et c'est à Smith surtout que s'adressent ses critiques. Il lui reproche de n'avoir considéré le crédit que comme un moyen d'activer la production, alors qu'il en est en réalité le principal agent. « *Si les opérations les plus sages des banques peuvent augmenter l'industrie dans un pays, ce n'est pas parce qu'elles augmentent le capital, mais c'est qu'elles rendent active et productive une plus grande partie de ce capital qu'elle ne l'aurait été sans cela* » (1). Rien n'est plus faux prétend Ferrier, car tous les progrès de l'industrie d'un pays sont dus au contraire à ce qu'on peut suppléer à l'argent par le papier de crédit, et, « *si le papier de banque augmente l'industrie, ce ne peut être qu'en tenant lieu d'un capital plus considérable* » (2).

L'erreur de Smith, d'après Ferrier, vient de ce qu'il n'a pas assez approfondi les usages du crédit. C'est une affirmation sans fondement, comme nous allons le voir. Smith a-t-il voulu dire simplement que

1. Adam Smith, *op. cit.*, tome II, page 289.

2. Ferrier, *op. cit.*, livre I^{er}, chap. V.

le rôle du papier était de faire sortir l'argent caché, qui ne sert absolument à rien, pour le faire passer des mains des capitalistes qui ne peuvent ou ne veulent pas l'utiliser aux mains des travailleurs ? Ferrier ne le croit pas, mais nous pourrions prétendre en tout cas que Smith a déjà raison, à ce premier point de vue, quand il prétend qu'il n'y a là que déplacement de capital, car le titre de créance qui représente le capital prêté ne fait pas double emploi avec lui. Mais l'argent qui était improductif passe aux mains de ceux qui sauront utiliser au grand avantage du pays, ce qui déjà est un très grand progrès.

Mais suivons Ferrier dans ses critiques ; selon lui ce n'est pas là ce que Smith a voulu dire, car il parle de cette partie du capital qu'un marchand est obligé de garder par devers lui en espèces dormantes pour faire face aux demandes qui surviennent. Les opérations d'une banque sage mettent ce négociant à même de convertir ce fonds mort en un fonds actif et productif, en matières propres à exercer le travail, en outils pour le faciliter et l'abréger, en capital enfin qui produira quelque chose pour lui et le pays tout entier. Mais, sans doute, ajoute Ferrier, c'est précisément pourquoi le papier de banque augmente le fonds productif et la richesse nationale. Un fabricant a 100.000 fr., et avec cela il entretient dix métiers et vingt ouvriers ; s'il avait

50.000 fr. de plus il pourrait en entretenir cinquante et peut-être même plus. Qui lui procurera donc cette augmentation ? L'argent d'abord, qu'il utilisera et le papier de banque ensuite. « *On obtiendra avec cette somme en papier précisément ce qu'il aurait obtenu avec la même somme en argent ; il augmente son capital, car le papier de banque supplée à l'argent* » (1).

Une telle erreur vient de ce que Ferrier n'a pas compris Smith, et la meilleure preuve est qu'il se demande ce que peut signifier l'exemple du marchand qui convertit son « *fonds mort* » en un « *fonds productif* », si l'on n'admet pas que, par la substitution du papier, le négociant a pu suppléer au fonds dormant par un nouveau capital créé de toutes pièces.

Quand Smith disait que le crédit permettait aux marchands de convertir leur « *fonds mort* » en « *fonds productif* », cela signifiait simplement que ceux-ci trouvaient dans l'usage des banques un moyen pratique de se procurer immédiatement des avances et de rendre ainsi à un usage reproductif une partie du capital qu'ils étaient obligés de garder en réserve pour faire face aux demandes. Mais ces avances, qu'elles aient lieu sous forme de billets ou d'espèces métalliques elles ne sont faites que sur titre

1. Ferrier, *op. cit.*, livre 1^{er}, chap. V. page 63. Edition précitée.

ou par le moyen de l'escompte, c'est-à-dire que le négociant a été obligé pour se les procurer de donner en gage des valeurs mobilières d'une valeur supérieure à celle du prêt, ou de céder, en retour, déduction faite d'un léger intérêt qui fait le profit du banquier, ses créances ou autres titres négociables, dont l'échéance n'est pas encore arrivée, tels que les billets à ordre et les lettres de change. Sans doute, le marchand trouve dans ses avances un expédient très avantageux qui lui permet de ne pas attendre l'échéance de ses effets de commerce pour utiliser ses capitaux, mais elles n'ajoutent rien à son fonds productif, car elles ne sont que la contrepartie de valeurs qu'il a dû céder, ou déposer en gage.

Ferrier a donc tort de s'indigner, de blâmer Smith de ses affirmations et de prétendre que « *cette manière d'envisager une institution aussi belle, aussi grande et dont l'influence sur la prospérité publique est si marquée, est indigne de lui* » (1.)

Adam Smith est donc resté dans une plus juste explication du crédit, quand il n'y voit qu'un instrument d'échange substitué à l'argent, contrairement à Ferrier qui considère le papier comme le « *suppléant naturel du numéraire* ». Il n'a jamais nié, d'ailleurs, qu'une telle institution était de nature à activer la production, et il a été un des premiers

1. Ferrier, *op. cit.*, chap V, livre I^{er}, page 64.

à reconnaître que la circulation fiduciaire, par sa rapidité et sa commodité favorisait les échanges et l'utilisation des capitaux, mais elle ne crée rien du tout, et en cela il avait raison. « *C'est une manière de « remplacer un instrument de commerce extrêmement « dispendieux par un qui coûte infiniment moins et qui « quelquefois est aussi commode. La circulation vient à « s'établir sur une nouvelle roue qui coûte bien moins à « la fois à fabriquer et à entretenir que l'ancienne* ».

Mais comment s'expliquer, réplique Ferrier, que Smith ne considère le papier que comme substitué à la monnaie métallique dans la circulation et dans les échanges quotidiens, et qu'il donne le conseil aux négociants d'envoyer leur or et leur argent à l'étranger pour acheter des denrées ou d'autres marchandises? C'est donc que cet argent est devenu productif, grâce à la monnaie de papier qui a accru le capital national? Mais Ferrier semble jouer avec les mots ; nous venons de voir que l'usage des banques par la facilité des avances et de l'escompte permet une circulation plus active des capitaux, par l'utilisation *immédiate* du fonds morts. La question peut se présenter également à un autre point de vue et Ferrier en profite pour essayer de réfuter A. Smith une fois de plus encore. Sans doute les billets payables à vue, transmissibles au porteur, toujours exigibles, signés d'une banque connue qui n'en émet qu'une quantité proportionnée au cours de

ses opérations commerciales, constituent des titres beaucoup plus commodes que les autres papiers de crédit, puisque le négociant n'est pas tenu d'attendre une échéance quelconque et qu'il peut le transmettre à volonté. D'où il suit qu'il acquiert une faveur dans la circulation qui en fait une véritable monnaie de papier, acceptée comme argent comptant. Il est également certain que l'usage de ce billet dans les échanges permet ainsi d'épargner une certaine quantité de monnaie qui sera affectée à un usage reproductif, soit en achat de marchandises étrangères, comme le voulait Smith, soit en utilisation des ressources du pays. De là Ferrier conclut que le crédit n'est pas substitué simplement à la monnaie métallique, qu'il est véritablement productif. Pas du tout, car il ne fait que rendre à un usage productif un capital circulant stérile qu'il ne crée pas plus que les capitaux qu'il fait circuler plus rapidement ou ceux qu'il soustrait à une thésaurisation maladroite, ou improductive. Adam Smith n'a donc pas manqué de logique, comme le croit Ferrier; c'est ce dernier qui a mal compris ce qu'était le crédit et son véritable rôle dans la création des richesses.

1. Adam Smith, *op. cit.*, tome II.

§ 4. — *Comment Ferrier et Saint-Chamans entendaient la balance du commerce.*

Il nous reste maintenant à étudier les conceptions de Ferrier et de Saint-Chamans sur la balance du commerce pour comparer le néomercantilisme du xix^e siècle, du moins à ses débuts, à celui du xviii^e. Disons tout de suite que ces deux économistes s'accordent avec Law et ses successeurs pour reconnaître l'utilité d'un commerce favorable qui reste encore l'indice de l'énergie productive du pays. On rencontre dans leurs écrits, ou du moins dans ceux de Saint-Chamans, les critiques qu'adressaient les inflationnistes du siècle passé à la constatation des entrées et sorties de marchandises par la douane et à l'imperfection de ce procédé, ainsi que les tendances libérales qui condamnent la politique restrictive de la doctrine mercantile, tendances que nous avons déjà vu se dessiner avec Law et Melon. Ferrier est resté toutefois plus attaché à la tradition mercantiliste, comme nous allons le voir, mais ces deux économistes sont surtout intéressants à étudier par rapport aux économistes de l'école classique dont ils combattent les affirmations sur le principe de la « balance du commerce ».

C'est Ferrier qui est le plus acharné et le plus intransigeant. On a prétendu, dit-il, qu'il était

impossible de constater le mouvement des entrées et des sorties de marchandises, mais il y a beaucoup d'exagération dans de semblables assertions : sans doute, il faut compter avec les fraudes, mais une telle crainte est surtout compréhensible en Angleterre, où les droits sont perçus *ad valorem*, ce qui peut par conséquent encourager les individus à détourner la loi et à soustraire des valeurs importantes à la vérification des douanes, mais, en France où les droits se perçoivent généralement au poids, « *c'est une vérité constante que sur mille déclarations il n'y en a pas quatre infidèles.* » En admettant les erreurs, elles sont si insignifiantes « *qu'elles ne peuvent pas influencer sensiblement sur la masse des résultats.* »

L'optimisme de Ferrier sur la valeur des constatations de la douane étonne surtout quand on se rappelle les critiques adressées par les inflationistes du siècle passé, et par Child bien auparavant encore, à l'emploi d'un tel procédé. D'ailleurs, à un autre point de vue encore, il n'y a peut-être pas eu, au début du xix^e siècle, d'admirateur plus convaincu que Ferrier de la politique restrictive et réglementaire des partisans de la balance du Commerce. L'administration, instruite de la situation avantageuse ou non du commerce extérieur, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier aux inconvénients. « *Elle s'efforce de diriger les goûts et la mode*

« sur les marchandises de l'industrie indigène. Elle aug-
« mente par des règlements ou des droits le prix des pro-
« ductions exotiques dont il importe de restreindre la
« consommation... De nouveaux règlements remplacent
« les anciens, mais les manufactures manquent encore
« d'émulation. L'administration l'excite par des encou-
« ragements » (1). Faisant allusion à la politique de
Colbert, il en fait longuement l'apologie ; il le loue
d'avoir dirigé tous ses efforts vers le développement
de notre navigation et admire sans réserve ses règle-
ments d'industrie et ses tarifs de douanes. « Il faut
« pleurer d'admiration, dit-il, et malheur au siècle qui
« commence si je ne trouve point de lecteurs qui en soient
« touchés ». Il s'élève fortement contre ce goût des
produits étrangers contre lequel les nationaux de-
vraient réagir. Pourquoi préfère-t-on les produits
de nos voisins ? c'est une absurdité, prétend Fer-
rier, et il est étrange de trouver des écrivains qui
blâment le gouvernement de s'opposer à des goûts
aussi anti-nationaux.

Vraiment, on ne pouvait faire une apologie plus
complète de la politique de la balance du Commerce,
et il est à peine besoin de dire qu'il en défend avec
véhémence le principe contre les attaques des éco-
nomistes de l'Ecole classique. Tout commerce exté-
rieur qui exige une exportation de numéraire devient

1. Ferrier, *op. cit.*, livre III, chap. V, page 322. Edition pré-
citée.

nécessairement ruineux, s'il se prolonge, parce qu'il enlève au pays des moyens de reproduction et d'échange. Rien ne peut donc nous être plus favorable qu'un excédent d'exportations qui attire chez nous un courant de métaux précieux, et, s'il est vrai de reconnaître, avec Adam Smith, que le commerce intérieur est toujours avantageux à la nation, il est faux de dire avec lui qu'il en est ainsi de nos échanges avec l'étranger. Peu importe, en effet, dans les échanges entre nationaux, que le particulier entame ou non son capital ; celui de la nation n'en sera pas diminué, mais toute autre est la question quand on envisage nos échanges avec l'étranger, car les individus ne pourront envoyer leur argent chez nos voisins sans diminuer le capital national.

A un autre point de vue, remarque Ferrier, Smith s'est également trompé quand il affirmait qu'il était absurde de parler de balance favorable, car, en supposant la balance égale, les deux nations y gagnaient toutes les deux, puisque ce commerce procurait à une partie de leurs habitants leur subsistance et leur revenu. Cela vient, dit-il, de ce que Smith est resté en dehors de la question. Sans doute un commerce étranger, comme tout autre commerce, quand il prospère, assure une meilleure situation et des conditions de vie plus agréables à un plus grand nombre de nationaux, mais il faut pousser ses investigations plus loin et savoir si, en

définitive, le commerce étranger se règle par une entrée ou par une sortie de numéraire. Supposons, dit-il, deux villes, Southampton et Rouen, qui, chaque année, avec un capital de 1 million, s'envoient exactement pour 4 millions de produits manufacturés. Tant que durera l'égalité dans les échanges entre ces deux cités, il est certain que chaque pays y trouvera ses avantages, en ce sens que Rouen et Southampton auront employé de nombreux ouvriers, de nombreux commerçants, toute une population qui aura vécu. Mais admettons, par exemple, que Southampton ait trouvé le moyen de se perfectionner dans une industrie, de telle sorte qu'avec le même capital d'un million, elle envoie pour 4 200.000 francs d'objets manufacturés, et que Rouen, au contraire, n'en expédie que pour 4 millions, comme les années précédentes. Qu'arrive-t-il, c'est que Rouen sera obligée de régler avec son numéraire, et tandis que le capital de cette ville sera réduit à 800.000 francs, celui de l'autre cité sera de 1.200.000 francs, si bien qu'à peu à peu la ville française verra décroître son numéraire jusqu'à ce qu'il disparaisse complètement. Sa population périlitera, son commerce et ses industries tomberont, tandis que la cité anglaise deviendra de plus en plus prospère et florissante.

Dira-t-on également, comme Smith, qu'une balance favorable est absurde, parce qu'il faudrait que quelque autre nation l'eût défavorable, ce qui

n'est pas prouvé? Mais, reprend Ferrier, c'est là un raisonnement mal fondé, car la quantité de numéraire augmente à chaque instant et, pour admettre la valeur d'un semblable argument, il faudrait supposer que le stock métallique d'une nation fût toujours le même, hypothèse invraisemblable, car la quantité des espèces circulantes en Europe n'est pas limitée.

« On a dit aussi que si la balance était exacte, le
« pays qui a un commerce favorable de tant de millions
« depuis cinquante ans posséderait à lui seul tout le
« numéraire de l'Europe. Cette objection est fondée,
« mais que prouve-t-elle? Que le pays auquel on l'appli-
« que a mal calculé sa balance, qu'il l'a exagérée.
« J'accorde ce point, et rien de plus » (1). Et pour prou-
ver ce qu'il avance, il nous cite l'exemple du Portu-
gal et de l'Irlande qui donnaient simultanément
une balance défavorable à leur pays contre l'Angle-
terre, en 1785 et en 1787, alors que cette nation en
faisait autant de son côté.

Smith prétendait, contrairement aux mercantilistes, qu'il était absolument indifférent que l'argent aille s'écoulant indéfiniment à l'étranger, et qu'il est illogique de restreindre la consommation exotique, « parce qu'un capital en thé et en café, par exem-
« ple, est évidemment aussi utile au pays qu'un capital

1. Ferrier, *op. cit.*, livre III, chap. V, page 319.

« en numéraire », et il concluait en disant que « la balance du commerce est la chose la plus absurde qui soit au monde » (1). Il ne faut pas s'étonner de voir Ferrier s'indigner, mais c'est surtout avec St-Chamans que nous trouvons la réfutation d'une semblable assertion, et c'est un des principaux points sur lesquels ces deux inflationnistes sont d'accord pour critiquer les adversaires de la balance du Commerce.

Si la prospérité d'une nation dépend avant tout des capitaux en numéraire, il est absurde, selon St-Chamans, de soutenir qu'il est indifférent de payer les produits en espèces ou en nature. Mais St-Chamans s'attaque moins à Smith qu'à Rossi qui reprenait sa thèse. Tout d'abord il est faux, comme le prétend Rossi, de dire que si nos achats vont s'élevant par exemple de 10.000 francs à un million, cela veut tout simplement dire que nos revenus se sont accrus dans la même proportion et peu nous importe de savoir en quoi consistent ces revenus et de se préoccuper si notre argent va à l'étranger. Mais est-on sûr, remarque St-Chamans, que ce soit ce revenu qui ait été employé à l'acquisition de ces produits et n'est-il pas à craindre, si nos achats s'élèvent aussi rapidement, que ces sommes proviennent de détournements d'emplois affectés au

1. Adam Smith *op. cit.* *De la balance du commerce.*

commerce intérieur? S'il en était ainsi, dit-il, de telles opérations seraient désastreuses pour notre pays, car, non seulement, nous aurions une balance défavorable vis-à-vis de l'étranger, mais encore pour solder nos achats nous aurions diminué notre capital national. Il y a là une remarque d'une certaine justesse car, s'il est indifférent, jusqu'à un certain point, de ne pas nous préoccuper outre mesure d'un paiement en espèces ou en nature, puisque les marchandises importées peuvent former une partie du capital destiné à un usage reproductif, il n'en est pas moins vrai qu'un pays qui achèterait avec son propre capital d'une façon continue irait directement à sa ruine. Ce qu'il importe, ce n'est pas tant de connaître si nous achetons beaucoup de l'étranger que de savoir si c'est avec notre propre fonds productif que nous sommes obligés de solder nos achats.

Mais le point le plus intéressant de la question est la réfutation, par St-Chamans, de l'assimilation faite par ses adversaires entre les marchandises quelconques et les métaux précieux dans les échanges internationaux.

Peut-on dire que la balance du Commerce est absurde, parce que les marchandises étrangères formeront la contre-partie des marchandises envoyées, et qu'un capital en nature est aussi utile qu'un capital en espèces? St-Chamans ne croit pas

qu'une telle théorie puisse se soutenir : D'abord, si la monnaie n'est pas une marchandise comme les autres et que sa valeur soit durable, fixe, certaine, on ne peut pas se désintéresser d'accroître le stock métallique, et à ce point de vue une balance favorable est déjà nécessaire. Et Smith lui-même n'a-t-il par reconnu, en établissant une distinction entre les choses périssables et impérissables, qu'entre deux commerces, celui-là semble avoir l'avantage qui a pour but de se procurer des valeurs d'une durée plus grande ? Pour reprendre son exemple, dit St-Chamans, l'Angleterre fait avec la France un commerce de quincaillerie en échange du vin que lui envoie cette nation. Mais l'Angleterre est obligée de renouveler tous les ans sa provision, tandis que la France ne le fait qu'au bout de plusieurs années.

Si on admet, d'un autre côté, que le principal capital consiste dans le numéraire, peut-on soutenir qu'on ne doive pas chercher à en accroître la quantité de jour en jour ?

Saint-Chamans est donc aussi catégorique que Ferrier en ce qui concerne le principe de la balance du commerce comme base de l'enrichissement national, mais il se montre moins intransigeant que lui dans la politique à suivre pour se ménager un commerce extérieur prospère. L'Angleterre, remarque-t-il, a adopté depuis plusieurs années le libre-

échange, mais une telle objection n'a pas complètement toute sa portée, car, outre que ce pays a conservé certains droits prohibitifs, il resterait à démontrer qu'une balance fût indifférente aux hommes d'Etat, en admettant les restrictions supprimées. Il en est ainsi de l'Angleterre et des autres pays, comme des joueurs, et qui vous dit qu'il n'y a pas dans une politique aussi libérale une simple manœuvre, un calcul ? D'un côté l'Angleterre a une suprématie économique qui lui permet de ne pas craindre la concurrence de ses voisins dans le débouché de ses produits, et n'y a-t-il pas dans l'établissement de ses marchés libres une manœuvre destinée à amener les autres pays à composition pour réduire leurs tarifs et les forcer à admettre les produits anglais à un prix inférieur ? Toutefois, Saint-Chamans a soin d'ajouter qu'il ne faut pas généraliser une telle remarque et que « *le libre commerce peut-être un avantage pour l'Angleterre sans l'être pour les autres nations* » (1).

Comme les inflationnistes du XVIII^e siècle, il reconnaît les imperfections auxquelles donne lieu la constatation du mouvement des entrées et des sorties de marchandises, et il ne croit pas non plus que l'indication du cours du change soit très sûre, car il est sujet à trop de variations, n'accordant pas en

1. St-Chamans, *op. cit.*, tome I^{er}, chap. V. page 282.

cela la même confiance que Law, Melon et Dutot à ce procédé.

Fidèle comme les néomercantilistes du xviii^e siècle au principe de la balance du commerce, Ferrier et St-Chamans le considèrent comme une vérité incontestable, au contraire de Blanqui qui n'y voyait qu'un paradoxe : « *Jamais il faut le dire aucun paradoxe ne fut accueilli avec plus d'enthousiasme que celui sur lequel reposait toute la théorie du système mercantile* ».

CHAPITRE IV

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES CONCEPTIONS NÉO-MERCANTILISTES

§ 1. — *Que faut-il penser des affirmations des néo-mercantilistes sur le rôle de la monnaie dans la création des richesses ?*

Nous avons déjà signalé que les néomercantilistes du xviii^e siècle avaient rencontré de bonne heure des contradicteurs acharnés. Alors que les inflationnistes du xviii^e siècle prétendaient que le numéraire était le principe de toutes les richesses, les physiocrates et leurs successeurs se sont attachés à renverser cette proposition et à subordonner, au contraire, la monnaie à toutes les autres marchandises.

Sans doute, il y a, dans une telle réaction, des idées quelque peu excessives, mais il importe d'en donner un rapide aperçu pour mieux en compren-

dre l'exagération et chercher où se trouve la vérité.

Boisguillebert, un des premiers, s'est efforcé de réfuter les assertions des héo-mercantilistes. Non seulement il considère que c'est une absurdité de voir dans les métaux précieux la richesse désirable mais il n'admet pas, avec Law, que les espèces jouent dans la production un rôle actif comme agent direct. « Nous avons, dit-il, et on le pratique même en « Europe, un moyen bien plus facile et à meilleur mar-
« marché pour mettre ces métaux à la raison, en détrui-
« sant leur usurpation, les enfermer dans leurs vérita-
« bles bornes qui sont d'être des valets et des esclaves du
« commerce et non des tyrans, et cela en donnant un
« simple morceau de papier qui ne coûte rien et remplace
« néanmoins toutes les fonctions de l'argent pour des
« quantités de millions » (1).

Le numéraire n'a qu'un seul rôle, c'est de servir à faire circuler des produits ; jamais il n'a été autre chose qu'un simple moyen de procurer des denrées, en sorte que, si tous les besoins de la vie venaient à se réduire à quelques-uns seulement, et même à deux ou trois, les espèces précieuses, n'auraient aucune utilité car les trocs s'opéreraient en nature.

On parle toujours dans les théories mercantilistes, de l'augmentation du numéraire mais c'est

1. Boisguillebert, *Factum de la France*. Collection Daire. Economistes financiers du XVIII^e siècle. Edition de 1843.

absurde, prétend Boisguillebert, car il ne faut se préoccuper que de développer la consommation pour faciliter des débouchés à la production et l'activer ainsi. Pour obtenir un tel résultat, il n'est pas besoin d'une grande quantité d'argent, car pour parer à tous ces échanges, il suffira simplement que cette somme circule plus rapidement. Il est même si ridicule de croire que la thésaurisation peut servir à un Etat qu'il est à peine besoin de réfléchir pour se rendre compte qu'un million d'espèces, par exemple, suffira à faciliter de nombreux échanges et sera plus utile que dix millions restés dans un coffre.

Les physiocrates vont encore plus loin dans leurs attaques, et Quesnay, particulièrement, a retourné la question sous toutes ses faces. Non seulement il n'admet pas l'influence de la monnaie sur le développement des richesses, mais c'est encore à celles-ci qu'il cherche à la subordonner. Qu'est-ce que l'argent, dit-il, sinon une richesse payée par d'autres richesses, et, s'il en est ainsi, ne voit-on pas que les espèces en dehors de leur rôle de gage intermédiaire entre les ventes et les achats, n'ont aucune utilité ? En dehors de l'échange, elles ne servent plus à perpétuer la richesse, elles ne rendent plus richesses pour richesses. « *Il s'ensuit donc que plus l'argent monnayé s'accumule, plus il coûte de richesses qui ne se renouvellent pas et plus il appauvrit la*

« nation; la thésaurisation nationale est en effet une « cause d'appauvrissement pour le pays (1) ». La monnaie n'est, par elle-même, qu'un bien stérile qui n'a d'autre utilité pour un Etat que son emploi dans les ventes et dans les achats, pour le paiement des revenus et des impôts qui la remettent en circulation, de sorte que c'est toujours le même argent qui fait face à tous les paiements successifs. La quantité d'argent suffisante pour une nation agricole (et il ne faut pas oublier ici que nous raisonnons avec les physiocrates) est déterminée par le produit net de l'agriculture ; en un mot, c'est ce que les fermiers payent aux propriétaires, c'est la disponibilité dans la production annuelle de l'agriculture, parce que ce n'est que le produit net qui fait l'objet des échanges, c'est-à-dire qui constitue la circulation nationale des richesses.

C'est donc dans les limites du produit net, et seulement pour le faire circuler, que l'argent est nécessaire aux yeux des physiocrates. Il en résulte évidemment que sa quantité est subordonnée à la consommation et à la possibilité de production. Puisque les espèces ne sont pas les richesses qui se consomment, qui se renouvellent naturellement, puisque la terre seule est productive, le numéraire ne joue aucun rôle dans la création des richesses ;

1. Quesnay. *XIII^e maxime du Gouvernement économique*. Collection Daire. Les physiocrates. Edité en 1846.

il se borne à les faire circuler et, au lieu d'en commander l'accroissement, c'est ce produit net qui, suivant qu'il augmente et diminue, détermine la quantité d'argent nécessaire à la circulation. Bien plus l'accumulation des espèces ne peut produire qu'un résultat : celui d'empêcher le produit net de circuler et d'appauvrir ainsi le pays par la difficulté des échanges.

Les économistes de l'école classique ont combattu les physiocrates sur le terrain de la productivité des manufactures et du commerce, mais beaucoup se sont accordés avec eux pour reconnaître l'inutilité de la monnaie dans la création des richesses. Sans doute, pour eux, le capital et le travail constituent les principales sources de la richesse et les manufactures et le commerce sont aussi utiles que l'agriculture à la nation. Mais ont-ils réservé une part spéciale à la monnaie dans la formation du capital ? Non, et si quelques-uns, comme Adam Smith, ont reconnu que l'argent faisait partie du capital national, quoique la moins profitable toutefois, d'autres ont prétendu que le seul rôle des espèces était d'aider à la circulation des produits.

A. — Que faut-il retenir d'affirmations si diverses ? Admettons-nous avec les néomercantilistes que le numéraire est le principe de la richesse, ou tout au moins qu'il constitue la partie la plus importante du capital du pays, comme le prétendaient Ferrier

et Saint-Chamans ? Reconnaitrons-nous au contraire que l'argent n'est qu'un gage intermédiaire dans les échanges, qu'il n'a pas plus de valeur que tout autre marchandise et qu'il ne joue aucun rôle dans la production des richesses ? Nous croyons avec Adam Smith que la vérité n'est ni dans l'une ni dans l'autre de ces assertions et que le numéraire fait partie du capital d'un pays, sans en être le plus important.

Il n'existe aucune industrie, aucun travail, au moins dans l'état actuel de la société, qui ne nécessite pour être mis à profit une richesse préexistente sans le secours de laquelle les individus ne pourraient pas produire. Que ce soit le laboureur, qui retourne la terre de sa charrue, ou l'industriel qui transforme les matières premières qu'on lui procure, il leur faut à l'un comme à l'autre des instruments pour travailler. De même la terre ne produira que si l'agriculteur l'ensemence et le manufacturier ne pourra fabriquer qu'à la condition de posséder des matières premières. Ce sont bien là ces richesses préexistantes, nécessaires à la mise en œuvre du travail, qui constituent les capitaux d'un pays, mais de ce qu'elles représentent la partie la plus profitable du capital national, il n'en faut pas conclure que les espèces précieuses n'ont aucune utilité dans la production. Sans doute, ce sont ces biens, ces produits de l'activité humaine qui, mis de côté par

l'épargne, serviront à la fécondation du sol, de l'industrie, du commerce, mais, de ce que l'or et l'argent ne sont pas les richesses qui se renouvellent, qui se transforment, qui servent à la fabrication des autres, il ne faut pas, croyons-nous, en admettre logiquement la stérilité absolue.

Ce sont, dit-on, ces instruments de travail, ces matières premières qui forment les capitaux sur lesquels s'exerce l'homme, c'est certain ; cependant, si l'on admet que tous les progrès qui ont été faits pour faciliter les échanges ont donné lieu à une plus grande prospérité pour les nations, on reconnaîtra facilement qu'en tant qu'instrument d'échange, le numéraire est aussi productif que les poids, mesures, moyens de transport plus rapide ou plus pratique, intermédiaires plus nombreux, qui ont été créés pour favoriser les échanges. Quand Ferrier disait que l'argent était plus que toutes les autres richesses, car il les créait toutes, il avait certainement tort, puisque ces produits ne sont que le résultat de l'activité humaine appliquée au sol, à l'industrie et facilitée par la possession d'autres richesses préexistantes qu'elle transforme ou qu'elle féconde ; quand il disait que le numéraire était l'âme du monde commerçant, il avait également une idée erronée du rôle des espèces, car il aurait dû reconnaître que tout ce qui avait été fait pour favoriser le commerce aurait mérité son attention

au même titre. Mais il avait toutefois le mérite de comprendre que l'argent, en tant qu'instrument d'échange, était véritablement un capital productif. Comme le fait remarquer M. Ch. Gide, « *il faut, pour qu'un pays soit en état de produire, qu'il possède une certaine quantité de numéraire aussi bien qu'une certaine quantité de wagons* » (1).

Les adversaires de la doctrine mercantiliste veulent borner le numéraire au simple rôle d'intermédiaire, mais ils n'ont pas assez poussé leur analyse car ils auraient compris que les métaux précieux, étant un étalon pratique des valeurs marchandes, en raison de ce fait qu'ils favorisent la circulation, sont de véritables capitaux productifs.

Cependant quand on raisonne ainsi, il faut se garder de se placer au point de vue individuel. En effet, s'il est vrai que l'or et l'argent ne sont que les équivalents des valeurs qu'ils représentent, chaque pièce doit nous donner droit à une partie des richesses existantes et il est bien certain que l'intérêt de chaque homme est d'en posséder le plus possible pour augmenter sa richesse. Pourquoi donc ? Serait-ce parce que l'argent constitue pour le particulier la richesse ? Non, pas plus que pour la nation, mais il est évident qu'il nous est plus

1. Gide. *Principes d'économie politique*, livre II, chap. III, § 4, page 159. Edition précitée. Annotation.

agréable de posséder une grande quantité d'or et d'argent que des marchandises que nous ne trouverions peut-être pas à écouler, tandis que nous serons toujours sûrs de pouvoir acheter les choses dont nous avons besoin avec notre numéraire. Ainsi, l'intérêt de chaque individu, séparément, est de posséder le plus possible de métaux précieux, parce qu'il est certain de satisfaire tous ses désirs avec cette abondance.

Quand on envisage les besoins de la nation, la question n'est plus la même. Sans doute une certaine quantité de monnaie nous est nécessaire pour opérer nos échanges, mais si les capitaux métalliques sont utiles jusqu'à un certain point pour nos relations quotidiennes, on peut dire, *qu'à partir d'un certain taux*, leur abondance devient indifférente et c'est en ce sens, mais en ce sens là seulement, qu'on peut admettre, avec Boisguillebert, que l'argent n'est point un bien de lui-même « *et que sa quantité ne fait rien pour l'opulence* ». C'est qu'en effet si les espèces servent à rendre les échanges plus faciles, du jour où un pays possède de quoi fournir aux besoins de sa circulation, il devient indifférent que la quantité de monnaie vienne à s'accroître, car il se produira une hausse des prix sans que pour cela la quantité des richesses en soit accrue. C'est ce qu'on exprime en disant que la monnaie éprouve tout simplement une variation dans son pouvoir d'acquisition. Sup-

posons que la quantité d'argent qui circule en France double rapidement; s'imagine-t-on que ce stock fera se multiplier plus vite les échanges et procurera au pays une plus grande abondance de richesses? Non pas, car les pièces auront perdu la moitié de leur pouvoir d'acquisition, et ce qu'on se procurait hier avec 1 il faudra demain 2 pour l'acquérir, mais la somme totale des biens n'en aura pas augmenté pour cela.

Quoiqu'il en soit, il reste acquis que le numéraire fait partie du capital national et il ne faudrait pas exagérer cette idée qu'au delà d'un certain taux l'abondance de l'argent ne ferait que déprécier la monnaie. Il faut tenir compte, croyons-nous, de ce que les pays ont entre eux des relations multiples, et, si la hausse de la quantité des espèces n'a pas lieu partout, il est très possible que notre numéraire n'ait qu'un faible pouvoir d'acquisition chez nous, mais, par contre, nous pourrions nous procurer une plus grande somme de satisfaction chez nos voisins où nos pièces n'ont pas subi de dépréciation.

C'est ce que fait très justement remarquer M. Gide au chap. IV du livre I de ses « Principes d'Economie Politique » quand il dit : « *La thèse des Economistes que le plus ou moins d'abondance de numéraire est chose indifférente, ne devient donc absolument vraie que du moment où l'on embrasse par la pensée, non*

« *plus seulement certains individus, NI MÊME CERTAINS
« PAYS, mais le genre humain dans son ensemble* » (1).

Nous ajouterons que, même en ce qui concerne cette dernière supposition, il faut admettre que la dépréciation des monnaies soit proportionnelle à l'accroissement du stock métallique, Ferrier s'est longuement attaché à démontrer qu'il n'y avait aucune corrélation entre la valeur de l'argent et les prix de marchandises. Il y a là certainement de l'exagération, mais n'est-il pas juste de reconnaître qu'à côté de cette abondance, il y a d'autres éléments qui agissent en sens contraire, tels que l'accroissement de la population et l'extension des échanges ou même encore la chute du crédit qui entraîne la ruine de la circulation fiduciaire. Ce sont autant de causes qui nécessitent une plus grande quantité de capital monétaire pour satisfaire aux besoins des échanges et qui viennent contrarier la hausse de valeur de la monnaie par suite de son accroissement. Il est difficile de dire jusqu'à quelle limite l'or et l'argent sont indispensables à un pays ; il nous suffira tout au moins de retenir, qu'en tant qu'instrument d'échange les espèces constituent véritablement un capital productif, mais à ce point de vue là seulement, croyons-nous. Aussi n'hésitons-nous pas à repousser le principe de Law et de ses successeurs, en vertu

1. Gide. *Principes d'économie politique*, livre 1^{er}, chap. III, § 4, page 99. 6^e édition.

duquel l'or et l'argent étaient les sources de toutes les richesses, ainsi que les exagérations de Ferrier et de St-Chamans. Nous n'admettons pas, en effet, avec ces deux néomercantilistes, que la monnaie soit la partie la plus importante du capital national, qui consiste selon nous dans ces richesses préexistantes nécessaires à la mise en œuvre du travail.

B. — En dehors de l'action qu'il produit sur le développement de la richesse comme instrument d'échange, le numéraire ne crée rien. Ce qui fait l'illusion des néomercantilistes, c'est qu'ils considèrent, [et cette remarque est surtout applicable aux inflationnistes du xix siècle] qu'on peut avec les espèces se procurer les capitaux nécessaires au travail pour l'exploitation du sol ou de l'industrie. Il n'y a qu'à se rendre compte de la nature de ces richesses pour comprendre qu'elles sont comme les autres biens des produits de l'activité humaine ou de la nature. Comme le fait remarquer M. de Böhm-Bawerk, tout capital n'est qu'un « *produit intermédiaire* » qui tire son origine de deux facteurs uniques : le travail et la terre. Il suffit de passer en revue tous les capitaux qu'on peut imaginer, outils, machines, matériaux de toute catégorie, moyens de transport, pour s'assurer qu'ils n'ont pas d'autre origine. Quand Ferrier faisait remarquer que le numéraire se trouve à la source de tout capital et qu'avec la monnaie on se procure tout ce qui est

nécessaire à la production, il en tirait une fausse conclusion en déduisant que l'argent créait le capital. Mais, à l'époque où l'homme, par suite du développement de ses besoins résultant des progrès de la civilisation, a été contraint de recourir à d'autres services que celui de la nature et de son travail, et d'épargner sur sa consommation les richesses destinées à un usage reproductif, l'or et l'argent n'avaient pas dans les échanges le rôle qu'ils ont acquis depuis. C'est donc de son industrie ou des ressources de la terre qu'il a tiré les matériaux ou les instruments nécessaires à sa production. Sans doute l'homme ainsi livré à lui-même a dû éprouver bien des embarras ; mais la division du travail aidant, il a trouvé dans l'échange un moyen d'utiliser les produits qui ne lui servaient pas et de se procurer par le troc de ses marchandises ce qui lui était nécessaire à sa consommation ou à sa production. Bientôt, les peuples civilisés se sont trouvés tous d'accord pour choisir comme commune mesure des valeurs celle des métaux précieux et c'est alors que le cuivre et surtout l'or et l'argent ont fait leur apparition. Les hommes ont trouvé dans l'acquisition de ces métaux un instrument d'échange supérieur à ceux dont ils s'étaient servis jusqu'ici et c'est ce qui explique qu'ils ont préféré à la possession de marchandises dont ils pouvaient difficilement se débarrasser un numéraire qu'ils savaient recherché de tout le

monde en raison de ses qualités spéciales, et principalement de sa facilité de transport et de sa conservation quasi indéfinie. Aussi comprend-on qu'ils aient préféré l'acquisition de ce capital à celle de toute autre richesse, mais ce qu'il importe de remarquer c'est que ce nouveau capital destiné à développer et à faciliter les échanges est lui-même un produit du travail et de la nature, et qu'il n'est recherché que pour permettre à l'homme de se procurer les autres capitaux préexistants, les autres richesses issues elles-mêmes de l'action combinée de l'activité humaine et de l'exploitation du sol. Il est donc faux de considérer l'or et l'argent comme le capital créateur des autres capitaux, et, si l'on remontait à la source des richesses, de prétendre, comme Ferrier, que le numéraire est à l'origine de tous les capitaux actuels. Comme le fait remarquer M. Ch. Gide :
« Il a bien fallu qu'un jour l'homme sur cette terre, plus
« déshérité que Robinson dans son île, résolût le diffi-
« cile problème de produire la première richesse sans le
« secours d'une richesse préexistante. C'est réduit au
« seul secours de ses mains que l'homme a dû mettre en
« branle l'immense roue de l'industrie humaine (1).

C. — Nous voulons répondre également à cette affirmation étrange des néomercantilistes que le numéraire ajoute toujours à la valeur du pays, même

1. Gide. *Principes d'économie politique*, livre II, chap. III, § 1, page 148. Edition précitée.

quand le particulier perd. Nous avons vu que Law déclarait que toute somme rendait un profit, alors même que l'employeur ne gagnait pas et cette idée, nous la retrouvons encore avec Ferrier et Saint-Chamans. Le premier déclarait qu'on pourrait passer cent ans à construire des ouvrages et à les démolir ensuite, l'Etat n'en aurait pas moins accru sa prospérité car l'abondance du numéraire aurait fourni du travail à une population plus nombreuse et Saint-Chamans insistait de nouveau sur cette affirmation, en déclarant que tout emploi d'argent utile ou nuisible donnait à l'ouvrier de quoi gagner plus largement sa vie, et augmentait ainsi la somme des besoins satisfaits et la richesse du pays.

Il y a là une affirmation erronée et J. B Say, particulièrement, a relevé une semblable erreur. Pour qu'il y ait production, il ne suffit pas, comme le croient ces néomercantilistes, qu'il y ait simplement fabrication, emploi de main-d'œuvre, mais il faut aussi qu'il y ait une utilité produite, une valeur créée. Lorsqu'un industriel, par exemple, consomme à la confection de ses produits des valeurs supérieures à la valeur des objets manufacturés, il en résulte pour le pays une perte véritable, puisque la fabrication a fait disparaître une valeur qui ne se retrouve pas. Et, dit Say, « *Que ce soient les particuliers ou bien le gouvernement qui fassent cette perte, elle n'en est pas moins réelle pour la nation, car c'est*

« une valeur qui se trouve de moins dans le pays » (1) Il nous donne l'exemple de la manufacture des Gobelins et de celle de Sèvres, qui, à son époque, consacraient à la location de leurs locaux et à l'entretien des ouvriers une valeur plus considérable que celle qu'elles retiraient de la vente de leurs produits. Il arriva que le gouvernement fut obligé de venir en aide à ces établissements par des subventions fort élevées. Mais c'est que précisément quand un fabricant se trouve en déficit, il faut qu'il sombre ou que l'Etat lui vienne en aide pour soutenir sa production. Quand il ne retrouve pas dans la vente de ses produits de quoi couvrir ses frais et entretenir et accroître son capital, en épargnant sur sa consommation, il est obligé de cesser son industrie. Donc le premier résultat est de le contraindre à arrêter sa production, et le second d'avoir fait disparaître de la société les valeurs qu'il a employées à la confection de ses produits. Il tombera par conséquent à moins que le gouvernement ne lui vienne en aide par des subventions, mais comme ce sont les contribuables qui fournissent ces fonds destinés à soutenir le fabricant, ce sera autant de perdu pour la nation entière. Comme le fait remarquer J. B. Say, il *« importe que les producteurs soient soutenus par leurs produits et non par une contribution gratuite »* Si

1. J.-B. Say. *Cours complet d'économie politique*. Collection Daire. Edité en 1840.

donc l'employeur perd, ce n'est donc pas simplement une perte pour le fabricant, mais aussi pour le pays tout entier. Qu'on n'objecte pas, comme le faisait Saint Chamans, que les individus employés y ont gagné, car cela n'empêchera pas le déficit d'exister réellement à l'égard de la nation comme à celui du fabricant. Il n'y a qu'une question à se poser : Avec quoi ont-ils été payés ? Ce n'est pas avec les fonds résultant de la vente du produit, puisque les frais de production n'ont pas été couverts. Ce ne peut donc être qu'au moyen des subventions fournies par le pays, et, en admettant que la vente du produit ait donné une valeur suffisante pour le paiement de la main-d'œuvre, il resterait encore à couvrir l'achat des matières premières, à amortir les capitaux fixes ou circulants qui ont servi à la production, et le déficit n'en sera pas moins payé par le pays tout entier. Si les bailleurs de matières premières ou de capitaux ne sont pas remboursés, ce seront autant de richesses perdues inutilement pour la nation, s'ils sont payés, on pourra être qu'au moyen de subventions prises sur les revenus des contribuables, et dans ce cas là encore le pays perdra comme l'employeur.

Il n'y a, comme le reconnaissait J.-B. Say, production que là où il y a création ou augmentation d'utilité, et la main-d'œuvre appliquée à un travail

1. J.-B. Say, *op. cit.*

inutile ou nuisible n'est pas productive, quoi qu'en pensent les néomercantilistes. Même en ce qui concerne la productivité de la monnaie, ce n'est pas au point de vue des inflationnistes qu'il faut se placer pour en juger. Elle ne crée pas les richesses employées à la production, elle ne crée pas davantage la main-d'œuvre indispensable à la manufacture des produits, mais elle n'est pas une marchandise comme une autre, en ce sens qu'on peut être sûr, par sa possession, de se procurer les instruments nécessaires à l'industrie ou à l'exploitation du sol et de s'assurer l'emploi de travailleurs suffisamment nombreux. Elle offre, à ce point de vue, une supériorité sur les autres richesses, et il est certain qu'elle permet ainsi de réaliser la production dans des conditions où elle n'aurait pas lieu si le fabricant n'avait à sa disposition que des richesses dont il ne pourrait pas trouver acquéreur, mais c'est en ce sens là seulement qu'elle est un capital productif. Aussi concluerons-nous, avec J.-B. Say, que « *les monnaies sont un capital productif* » *toutes les fois qu'elles servent aux échanges sans lesquelles la production ne pourrait avoir lieu* ».

§ 2. — *Doit-on considérer, comme les inflationistes, que la circulation fiduciaire est un agent direct de la production, qu'elle crée des capitaux? — Du rôle du crédit dans la formation des richesses : Il active la circulation du capital, mais il ne le crée pas.*

Nous venons de voir que le numéraire n'est pas le principe de la richesse, mais il nous reste à examiner ce qu'il faut penser des conceptions néomercantilistes sur le rôle du crédit dans la productivité. Au ^{xix}^e siècle, Saint-Chamans et Ferrier sont encore persuadés, comme au temps de Law, de Melon et de Dutot que le crédit a la vertu de multiplier les capitaux et qu'il est un agent direct de la production.

A quelque point de vue qu'on se place, on voit les inflationistes soutenir que la circulation fiduciaire est un moyen de parer à la pénurie des espèces métalliques (c'était là l'idée mère du système que Law appliqua en France), et les néomercantilistes du ^{xix}^e siècle cherchent, comme nous l'avons vu, à défendre de telles affirmations contre les attaques des économistes de l'école classique.

Ce qui a fait l'illusion des inflationistes, c'est l'existence des titres de crédit dans lesquels ils ont vu de véritables capitaux. Il est même curieux de remarquer qu'un auteur s'est fait le porte-parole

de ces théoriciens pour soutenir que ces papiers commerciaux constituaient des capitaux réels. Pour nous en convaincre il suffit, en effet, de nous reporter à l'analyse de quelques idées émises par un écrivain anglais, Macleod, dans ses « *Elements of banking* » (1). Dans un chapitre de cet ouvrage, il s'attache à démontrer que la dette est un bien, abstraction faite de l'objet dû. La dette est un droit négatif, préventif, et, s'il est vrai que la propriété peut porter non seulement sur une chose présente, mais aussi sur des objets qui ne viendront à tomber dans le patrimoine qu'à une certaine échéance, il n'en est pas moins exact également que chacun de ces titres de créance est susceptible d'être vendu ou d'être acheté et que, par conséquent, ce sont des richesses réelles. « *Each of this Rights is property, therefore they are each Wealth* ». Bien que ces titres ne soient réalisables que plus tard, cependant le droit qui représente ces richesses futures existe dès maintenant : « *Property or Rigt is present* ». Et s'il est vrai qu'une semblable créance susceptible d'être transmise par l'achat ou par la vente, comme un cheval ou une table, « *as a horse or a table* », ceci nous montre que chacun de ces titres a une valeur présente et que le total des biens du patrimoine se compose autant de ces droits que des autres biens

1. Macleod. *Elements of banking*. Edition anglaise (4^e), Londres, 1878.

actuels, car le patrimoine n'est que la somme des valeurs présentes. On pourrait appeler ces créances le crédit du patrimoine et c'est alors, que se plaçant au point de vue de l'économie politique, il généralise sa théorie. Un marchand, dit-il, peut avoir deux sortes de valeurs, réelles ou fiduciaires, des richesses en métaux précieux ou en papier de commerce, et, si nous appliquons la remarque faite au sujet du patrimoine des individus, on peut affirmer que le numéraire métallique et les titres de crédit sont des richesses, au même titre l'une que l'autre : « *It follows evidently that money and Credit are equally Wealth* » (1).

Pour prouver que la circulation fiduciaire ajoute aux capitaux actuels, Macleod se base donc sur la distinction établie par les jurisconsultes dans la classification des biens en deux catégories et il invoque le raisonnement par lequel on range ces titres de propriété au rang des biens du patrimoine. Très bien, mais en admettant que les valeurs fiduciaires fassent partie du patrimoine, il ne s'ensuit pas que la richesse qui est due soit une chose et que le papier qui la représente en soit une autre. Macleod tire une fausse conclusion de son observation, voilà tout. On ferait certes double emploi dans l'économie des nations si on ajoutait aux

1. Macleod. *Elements of banking*, page 92. Edition précitée.

biens dus les valeurs qui les représentent. Comme le fait très justement remarquer M. Gide, « *il suffirait* »
« *alors pour doubler d'un seul coup la fortune de la* »
« *France et pour l'élever de 200 milliards à 400 mil-* »
« *liards, par exemple, que chaque Français prêtât sa* »
« *fortune à son voisin* » (1).

Macleod insiste sur ce fait que les titres de crédit sont des richesses futures pour les ranger au rang des biens réels. Que ce soient des richesses futures, cela est certain, mais c'est précisément pour cela qu'on ne doit les compter que du jour où elles seront réalisées. Avec quoi vit-on, avec quoi produit-on ? Avec des richesses existantes, et non avec des promesses de richesses. Tant qu'ils ne sont pas échus, ou tant qu'ils ne sont pas transmis, ces billets, ces lettres de change ne représentent qu'une promesse de payer, et rien autre chose.

Du reste, pour mieux examiner la question, il nous suffit d'analyser rapidement quelques opérations de crédit, les principales, pour nous rendre compte que la circulation du papier ne fait que transférer la richesse de main en main mais ne la crée pas.

Bien avant l'institution des banques, les billets et lettres de change existaient déjà dans les usages commerciaux, mais en quoi consistait leur circula-

1. Gide. *Principes d'économie politique*, page 333. 6^e édition.

tion ? Le commerçant qui avait besoin de fonds n'attendait pas l'échéance de ses effets pour les réaliser, il endossait sa créance au profit d'un tiers et se procurait ainsi les capitaux qui lui étaient nécessaires ; un tel usage a pris des proportions considérables à notre époque au point que le plus grand nombre des transactions commerciales se règlent de cette façon. Mais, remarquons qu'en agissant ainsi le propriétaire du titre de créance n'a fait que déplacer à son profit un capital préexistant.

Sans doute, le développement des banques a pris une extension rapide et a rendu de réels services à l'économie des nations, mais ce n'est pas au sens inflationiste, comme nous allons le voir.

Les opérations de banque peuvent être de deux espèces bien distinctes : ou la banque se contente de recevoir des dépôts, de prêter aux individus, et d'escompter des effets non échus, ou elle a le privilège d'émettre des billets. Dans les deux cas elle active certainement le déplacement des capitaux, mais elle ne les crée pas.

Quand le banquier demande au public de lui prêter ce capital flottant qui se trouve sous forme de numéraire dans la poche de chacun de nous, ou dans les tiroirs des capitalistes qui ne veulent pas ou ne savent pas l'utiliser, il ne fait que rendre productif un capital qui existait déjà, mais à l'état latent, en le faisant passer aux mains des travail-

leurs. Les banquiers prêtent ensuite ces sommes ou se servent des capitaux qu'ils ont en caisse pour escompter les effets qu'on leur présente. Mais, où voit on que, dans de semblables opérations, le crédit ait eu la vertu d'accroître les richesses ? En prêtant ainsi les sommes déposées, la banque n'a fait qu'utiliser un capital improductif auparavant. En escomptant les billets ou les lettres de change, elle a permis au commerçant de se procurer plus rapidement les fonds dont il avait besoin. Elle a même rendu un service tout particulier à ce négociant, car il est possible qu'il eût trouvé difficilement un endosseur de ses effets, tandis que l'établissement de la banque lui permet de savoir où s'adresser directement pour se débarrasser de ses titres. Mais l'individu qui a fait escompter ses traites n'a pas augmenté son capital. Que représente pour lui la lettre de change ? A son point de vue, ce peut être un capital, mais aux yeux de la société, il n'acquerra ce rôle que le jour où il la présentera au banquier. Tant qu'il n'aura pas transmis ses titres par la voie de l'endossement ou de l'escompte, ils ne seront, aux yeux de la société, que des chiffons de papier sans valeur. La lettre de change, comme les billets à ordre, ne forment donc pas double emploi avec la richesse qui leur sert de gage, et, comme d'un autre côté, ces titres n'ont pris naissance qu'à la suite de la dépossession de la

part du tireur d'un capital au profit du tiré, il s'ensuit que le jour où il rentre dans ses fonds, il ne fait que recouvrer la richesse qu'il a avancée. Ainsi que le fait remarquer M. Ch. Gide, « *le titre de « crédit est simplement une possibilité de se procurer un « autre capital en remplacement de celui dont on s'est « dépossédé* » (1). La création de la lettre de change ou du billet a donné lieu à un déplacement de fonds, et le paiement ou l'escompte de cet effet n'a pas produit un autre résultat.

D'ailleurs un tel raisonnement peut s'appliquer à n'importe quel titre de crédit, et quand nous faisons allusion tout à l'heure au privilège d'émission des banques, nous n'avons pas voulu prétendre que par cette opération les banquiers ont le pouvoir d'accroître les capitaux. Les banques ont trouvé dans l'émission des billets un moyen pratique de ne pas se dégarnir de leur numéraire métallique, ressource très précieuse quand on réfléchit que les fonds de ces établissements se composent en grande partie de valeurs en portefeuille et que ces valeurs elles ne pourront les réaliser que le jour où elles présenteront les titres escomptés à l'acceptation. Mais ces billets émis, quelques qualités qu'ils aient, n'ont pas accru le capital national. Qu'on se place au point de vue du porteur comme de la banque

1. Gide, *op. cit.*, livre II, deuxième partie, chap. VII, § III. page 333. Edition précitée.

elle-même, il est facile de le démontrer. Au point de vue du porteur, le billet n'est qu'un titre de crédit comme un autre, plus pratique, cela est certain, puisqu'il est transmissible au porteur et convertible en espèces, mais il n'est après tout qu'une promesse de payer en argent, et tant qu'il n'est pas « *monnayé* », il ne représente qu'un chiffon de papier. Et comme l'acquisition de ce papier représente un capital dont on s'est dessaisi, le billet de banque n'est que la possibilité de le recouvrer, comme tout autre titre de crédit. Il y a ceci de particulier, toutefois, que les titres ordinaires nécessitent un certain nombre de conditions souvent gênantes pour leur transmission, tandis qu'on est toujours sûr de trouver acquéreur, avec des billets. Au point de vue de la banque, les billets émis ne représentent pas plus un capital nouveau, car ils ne sont à son égard comme à celui du porteur que des promesses de payer, et le jour où les billets viendront au remboursement, il faudra bien qu'elle ait dans ses caisses de quoi les réaliser et les payer.

Il est donc faux de dire que le crédit multiplie le numéraire et M. Michel Chevallier avait raison d'affirmer « *qu'on ne fait pas du capital comme Pompée* » *disait qu'il pouvait faire des soldats, en frappant du pied la terre* ».

Nous répondrons également à une autre assertion des néomercantilistes sur la puissance productive

du crédit. C'est Law qui le premier a signalé dans ses lettres sur les banques et sur le nouveau système des finances que le papier, par sa circulation dans la société, en se substituant à la monnaie dans les échanges, permettait d'affecter les espèces métalliques à un usage reproductif. Cela est certain, et nous montrerons effectivement plus loin que l'un des grands avantages de la monnaie de papier est de rendre la liberté à une certaine quantité de numéraire, mais cela ne veut pas dire que le crédit l'a créé, car il ne fait que permettre au pays d'épargner, d'économiser ces espèces métalliques. C'est avec plus de raison encore qu'on pourrait dire que le crédit, en jouant ce rôle spécial, a la vertu de faire passer à l'état actif les capitaux qui étaient à l'état latent.

Mais de ce que la circulation fiduciaire ne multiplie pas les capitaux, de ce qu'elle n'est pas un agent direct de la production, il ne faut pas en conclure toutefois qu'elle n'a aucune influence sur le développement de la richesse.

A un premier point de vue, le crédit permet d'utiliser des fonds qui existaient auparavant mais qui ne servaient absolument à rien, et, sans lui, il est certain qu'il y a une foule de richesses qui resteraient improductives et stagnantes. C'est un nouveau mode de la production qui a le même effet, sur la circulation des capitaux, que l'extension des

échanges sur le développement et le débouché des produits de l'activité humaine. Comme le fait remarquer M. Cauwès, « *On pourrait comparer l'effet du crédit sur les valeurs à celui des chemins de fer qui font circuler plus vite les produits et leur ouvrent de nouveaux marchés* ».

Il existe, en effet, toute une catégorie de capitaux qui resteraient inutilisables sans le crédit. Il y a parmi les producteurs deux catégories de gens et la possession du capital n'est pas toujours à la disposition de celui qui pourrait l'employer.

Souvent, des gens ont en main des capitaux trop considérables, et, sans compter que, dans ces circonstances, l'individu est plutôt peu disposé à les faire fructifier, qu'il ne veut point prendre la peine nécessaire pour cela, il faut également se placer dans l'hypothèse où, par ses propres forces, il ne peut lui-même faire valoir sa fortune. Cela suppose, en effet, chez l'individu une activité, une capacité qui souvent lui manqueront, et, s'il en est ainsi, le crédit sera pour lui un excellent procédé pour se débarrasser sur un autre du souci de l'exploitation de son capital au moyen du prêt.

N'entend-on pas dire chaque jour que l'industrie manque de capitaux ? Il est bien certain que l'individu peut avoir en main des ressources trop minimes pour l'exploitation à laquelle il se livre et c'est le crédit qui lui permettra de trouver ces capitaux

supplémentaires en s'adressant précisément à ceux qui en ont trop et qui ne peuvent ou ne savent les utiliser. Il pourra grossir ainsi son pécule et mettre en jeu les ressources de son intelligence et de son travail. Il y a tout un capital intellectuel qui ne saurait produire sans l'adjonction de ressources suffisantes que le prêt lui permet de se procurer à chaque instant.

Mais nous n'avons insisté jusqu'ici que sur un point particulier : celui de l'utilisation, au moyen du prêt, des capitaux improductifs auparavant.

La circulation fiduciaire n'a pas seulement la vertu de faire passer à l'état actif les fonds à l'état latent mais elle a surtout, dans le cours normal des choses, le grand avantage de gagner du temps et de servir ainsi à la production en lui permettant de ne pas s'arrêter, ce qui peut quelquefois non seulement l'entraver, mais l'enrayer complètement. Supposez un instant que l'industriel, le fabricant (et l'hypothèse se réalise chaque jour), soit à court de capitaux. Va-t-il cesser son exploitation, congédier ses ouvriers et laisser son outillage sans entretien ? Ce serait cependant ce qu'il serait obligé de faire, s'il n'avait le crédit à sa disposition. Sans doute il peut avoir un certain capital d'avance pour faire face à l'imprévu, mais c'est là un fonds mort, inutilisable, sans l'usage du crédit. Alors c'est une perte d'autant plus considérable pour lui que le chômage est

très préjudiciable à son outillage et lui fait perdre par la concurrence sérieuse de ses voisins de précieux débouchés. Voilà donc un industriel qui risque, sans capitaux, de sombrer dans la lutte économique. Que fera-t-il : il achètera à crédit les matières premières dont il aura besoin, il empruntera, ou, s'il a des valeurs en portefeuille, il les escomptera et se procurera ainsi les ressources nécessaires à la continuation de son exploitation. Dans l'hypothèse de l'emprunt comme de l'endossement ou de l'escompte de ses billets, il a converti un fonds mort en fonds productif, et cela le plus rapidement possible. Le crédit est donc un excellent procédé pour permettre au travail d'être continu. C'est un puissant levier de l'activité industrielle.

Nous avons signalé que l'usage du billet dans les échanges avait pour résultat d'épargner une certaine quantité de monnaie métallique destinée à un usage reproductif. Presque tous les néomercantilistes avaient insisté sur cette fonction du crédit et Law et Ferrier notamment avaient mis ce point en lumière. Ferrier, tout particulièrement, avait pris à parti Smith parce que ce dernier ne considérait le papier que comme substitué dans l'échange aux espèces et ne lui accordait aucun rôle créateur dans la production des capitaux rendus ainsi à leur usage reproductif par leur retrait du stock de numéraire destiné à satisfaire aux échanges journaliers. Smith

avait certainement raison, car il est évident que ces espèces métalliques existaient avant l'introduction du papier comme monnaie dans les relations commerciales, mais il ne faut pas tomber dans une exagération contraire, et, si le billet, en se substituant à la monnaie métallique dans les échanges, ne crée pas les capitaux mis, pour ainsi dire, en liberté, il n'en est pas moins vrai de reconnaître qu'il rend à la production de réels services. En un certain sens, Law et les inflationnistes n'ont donc pas tort de prétendre que la circulation d'une monnaie de papier a une influence sur le développement de la richesse.

On a trop tourné en ridicule cette idée néomercantiliste que le crédit a la vertu d'accroître les richesses d'un pays, car au point de vue qui nous occupe, l'émission des billets de banque équivaut non à la création de capitaux, mais tout au moins à la création de richesses produites par des fonds qu'elle permet d'utiliser productivement et qui ne servaient auparavant que de monnaie courante et circulante. C'est Adam Smith qui le premier nous donne l'explication de ce mystère. Il compare la monnaie métallique qui circule à un réseau de routes inutilisables. Que si on trouvait les moyens de voyager dans les airs, on pourrait utiliser à la culture et à l'exploitation tous ces moyens de transport auparavant stériles. Il en est ainsi des espèces métal-

liques qui servent aux échanges de chaque jour : l'usage du crédit n'a fait que rendre à une fonction productive un instrument qui ne produisait absolument rien. « *La monnaie d'or et d'argent qui circule* » *dans un pays, dit Adam Smith, et par le moyen de* » *laquelle le produit des terres et du travail de ce pays* » *est annuellement mis en circulation et distribué aux* » *consommateurs auxquels il appartient est ainsi, tout* » *comme l'argent comptant du négociant, un fonds mort* » *en totalité ; c'est une partie très précieuse du capital* » *du pays qui n'est point productive. Les opérations* » *d'une banque sage, en substituant du papier à la place* » *de cet or et de cet argent, donnent le moyen de con-* » *vertir une grande partie de ce fonds mort en un fonds* » *actif et productif, en un capital qui produira quelque* » *chose au pays... L'or et l'argent qui circulent dans un* » *pays peuvent se comparer précisément à un grand che-* » *min qui tout en servant à faire circuler et conduire au* » *marché tout les grains et fourrages du pays, ne pro-* » *duit pourtant pas par lui seul ni un grain de blé, ni* » *un brin d'herbe. Les opérations d'une banque sage,* » *en ouvrant, en quelque manière, si j'ose me permettre* » *une métaphore aussi hardie, une espèce de grand che-* » *min dans les airs*(1), *donnent au pays la facilité de con-* » *vertir une bonne partie de ces grandes routes en bons* » *pâturages, en bonnes terres à blé, et d'augmenter par là,*

1. Adam Smith, *op. cit.*, livre II, chap. II. Collection Daire, Edition de 1843, page 394.

*« d'une manière très considérable, le produit annuel de
« ses terres et de son travail ».*

Mais il ne faut pas exagérer la portée de la remarque d'Adam Smith, car, si elle était juste, on devrait admettre qu'il suffit d'étendre un peu plus la circulation fiduciaire pour la substituer complètement à la monnaie métallique dans la circulation des produits créés par le travail, et croit-on qu'une pareille tentative serait couronnée de succès ? Il faut admettre qu'il serait au moins très téméraire de faire reposer toute la circulation des produits sur un courant de papier numéraire mais, en admettant que le crédit soit assez solide, et la confiance assez grande pour essayer une semblable réforme, tous les pays ne pourraient la faire à la fois, car, s'il en était ainsi, il s'ensuivrait un tel écoulement de numéraire que l'argent deviendrait une marchandise plutôt encombrante, tellement considérable qu'elle n'aurait plus de valeur et excèderait les besoins de la production. M. Gide fait remarquer que c'est en cela que pèche la comparaison d'Adam Smith de la monnaie métallique circulante avec les chemins et les voies de transport, car tous les pays pourraient profiter d'une réforme qui rendrait ces derniers utilisables à la production ; il n'en est pas ainsi des espèces métalliques, ce n'est vrai que pour un pays et jusqu'à un certain point, car il ne faut pas oublier que la substitution du papier dans l'usage à celui de la

monnaie d'or et d'argent repose avant tout sur la confiance et que son extension a par conséquent des limites assez restreintes.

En ce qui concerne, en résumé, l'appréciation que nous avons à porter sur les affirmations des inflationnistes au sujet de la puissance créatrice du crédit, nous dirons que nous les croyons erronées. La circulation fiduciaire n'a pas le pouvoir de créer des capitaux, elle ne fait simplement qu'en favoriser le rapide transfert ; elle fait sortir ceux qui étaient restés inutiles aux mains des oisifs, ou des incapables, et les transmet à celles des travailleurs au grand développement de la richesse et de la prospérité du pays. Si elle rend service à la production, ce n'est pas par la multiplication des fonds productifs mais par leur fécondation plus rapide, plus étendue, et, à un autre point de vue, par l'utilisation de capitaux qu'elle *soustrait* à la circulation métallique. Nous sommes donc bien loin des théories inflationnistes. Aussi nous bornerons-nous simplement, après ces explications, à citer la remarque pleine de justesse de M. Gide, quand il dit : « *que la monnaie de papier accroît la*
« *la richesse d'un pays, non dans la mesure où elle aug-*
« *mente son stock monétaire, mais au contraire dans*
« *la mesure où elle permet de le diminuer* » (1).

1. Gide, *op. cit.*, livre II, II^e partie, chap. V, § 2, page 270, Edition précitée.

D'ailleurs quand nous disons que la circulation fiduciaire permet d'économiser une certaine quantité de monnaie, nous ne voulons pas simplement parler des billets de banque qui sont acceptés comme une véritable monnaie courante. C'est là sans doute le cas le plus général et le plus intéressant, mais la remarque peut s'appliquer aux autres effets de commerce. En effet, un industriel qui vend son produit à un consommateur peut avoir affaire à quelqu'un qui n'aura les fonds nécessaires au règlement de sa dette qu'à une certaine échéance. Que fera le fabricant ? Il tirera traite sur son client, et si lui-même a quelques paiements à faire, il endossera son effet au profit du créancier, si bien que si cette lettre de change se transmet à l'occasion de dix dettes différentes, un seul règlement en espèces, le jour de l'échéance suffira, pour éteindre toutes ces dettes successives. La remarque faite par Smith est donc générale et s'applique à tous les titres de crédit.

Nous sommes d'ailleurs d'accord avec les inflationnistes pour reconnaître que le papier substitué aux espèces métalliques dans la circulation offre de grands avantages qu'il importe de citer. Tous les néomercantilistes ont fait remarquer avec raison que c'était un intermédiaire très pratique dans les échanges, et Law a même poussé son analyse plus loin, en montrant, dans ses lettres sur le nouveau

système des finances, comment l'emploi d'une monnaie de papier épargnait les frais de transport des espèces métalliques et l'intermédiaire d'un caissier. La rapidité avec laquelle on peut le transmettre et la possibilité d'expédier commodément sont autant d'avantages qui font du papier une monnaie très appréciable, mais il faut se garder d'oublier que sa circulation repose sur la confiance et d'en multiplier l'émission.

Mais pour que le papier rende dans la circulation les services qu'on en attend, comme d'une monnaie supérieure à l'argent, il faudrait maintenir son cours légal, et en même temps le proportionner aux besoins des échanges. Ce serait la condition indispensable pour en faire un étalon fixe, non soumis aux variations de l'offre et la demande. Soutenir la première au niveau de la seconde serait indispensable pour que la monnaie de papier ne subisse pas de dépréciation et pour en faire un instrument d'échange parfait. Tant que la monnaie de papier sera ce qu'elle est, une valeur dérivée, une valeur de confiance reposant sur un espoir de réalisation en espèces, il faudra toujours éviter cet écueil de la dépréciation du papier. Ce n'est pas que les inflationnistes ne l'aient pas vu, mais ils n'en ont pas tenu compte dans leur politique. Law le premier reconnaissait que le papier ne pouvait avoir une valeur stable qu'à la condition d'être en proportion

avec la demande, et cependant on connaît la fin lamentable de ses opérations financières. Pour donner une idée de l'aveuglement auquel a conduit l'erreur des inflationnistes, il suffit de citer ce qui s'est passé dans les pays neufs d'Amérique. Dans ces Etats l'émission du papier monnaie a produit une hausse considérable des prix qui a été comme un stimulant à la production, si bien qu'on a vu des partis de commerçants se liguier pour empêcher l'abolition de ce papier monnaie. Le parti inflationniste, sans se douter du préjudice que cela pouvait causer au corps social, a fait tous ses efforts pour maintenir ce régime, et y a quelques années encore, une semblable ligue s'est formée en République Argentine. Tout le monde perd dans une telle dépréciation, le consommateur du produit, comme le créancier, et toute une partie du corps social en souffre. La circulation d'une monnaie de papier n'est donc avantageuse qu'à la condition d'être modérée, et il y a même une remarque plus importante [ce que n'ont pas vu les néomercantilistes du ^{xviii}^e et du ^{xix}^e siècle et ce que ne voient pas encore les inflationnistes actuels], c'est que les perturbations d'une dépréciation du papier ne se font pas seulement sentir dans les échanges, mais aussi et surtout dans la production. Les producteurs hésitent à commercer, la confiance disparaît, et le crédit se resserre ; les capitaux se reti-

rent des fonds productifs, au grand détriment du développement des richesses.

Voilà le contre-coup des dépréciations d'une monnaie de papier dans tout le système des échanges et de la production et nous n'avons pas besoin d'insister davantage pour montrer les dangers des utopies inflationnistes au point de vue pratique.

§ 3. — *Comment apprécier les idées néomercantilistes sur la « balance du Commerce » ? De la balance des Comptes.*

A. — Comme nous l'avons vu, les inflationnistes n'ont pas repoussé le principe de la balance du Commerce ; ils n'ont attaqué que les procédés de constatation des entrées et des sorties de marchandises ou la politique réglementaire et restrictive des partisans de la balance du Commerce. Mais il nous reste à voir précisément s'il est vrai de dire, avec les néomercantilistes, que la prospérité et le développement des richesses reposent sur un excédent d'exportations ; sans doute nous ne méconnaissons pas que dans les théories que nous avons étudiées il existe un facteur de premier ordre dans l'essor de la production : ce sont les institutions de crédit. Mais comme le numéraire métallique joue un rôle non moins considérable dans la création des riches-

ses, suivant les inflationnistes il reste absolument vrai d'affirmer que la Balance du commerce demeure, à leurs yeux, le meilleur moyen de se procurer des espèces et que c'est en définitive aux résultats du commerce extérieur qu'il faut s'adresser pour savoir si le pays a ou non prospéré.

Que penser d'une telle affirmation ? C'est la question qui nous reste maintenant à examiner.

Adam Smith est un de ceux qui ont le plus violemment attaqué le principe de la balance du commerce. Il considère comme absolument ridicule et vaine une telle préoccupation, pour l'excellente raison, croit-il, que l'argent n'a pas le rôle qu'on lui attribue et qu'il en est de son acquisition comme de celle des autres marchandises : on n'en manquera jamais tant qu'on aura de quoi en acheter. A ce point de vue là les métaux précieux n'ont pas de supériorité sur les autres marchandises. « *Un pays qui a de quoi acheter du vin aura toujours le vin dont il a besoin, et un pays qui aura de quoi acheter de l'or et de l'argent ne manquera jamais de ces métaux* (1).

D'ailleurs une telle politique est absolument vaine parce que, lorsque les quantités d'or et d'argent excèdent la demande, les métaux précieux sont à tel bas prix qu'il n'y a pas de règlement qui puisse en

1. Adam Smith, *op. cit.*, livre IV, chap. III. Edition et collection précitées.

empêcher l'exportation, *et vice versa*, aucune loi ne saurait en empêcher l'importation, lorsque les stocks de numéraire de nos voisins sont tellement considérables que leurs prix sont plus élevés que les nôtres ; il cite l'exemple des Spartiates chez qui l'or et l'argent s'étaient fait jour malgré les barrières que Lycurgue prétendait apporter à leur entrée à Lacédémone.

Une telle préoccupation est vaine, ridicule, car on ne manquera pas plus d'or et d'argent que d'autres marchandises, et ce ne sont que des entraves apportées au commerce extérieur qui pourront modifier le déplacement des métaux précieux. Aussi, nous dit Smith, ce n'est pas dans le commerce étranger qu'il faut rechercher les sources de la richesse nationale, et s'il existe une balance favorable, elle est plutôt dans l'excédent de notre production sur notre consommation intérieure, dans cette épargne qui permet d'ajouter les richesses non consommées aux autres capitaux productifs et de développer ainsi notre production. *« C'est la balance qui existe entre le « produit annuel et la consommation. Elle diffère totalement du commerce extérieur et pourrait s'appliquer « à une nation qui n'aurait point de commerce étranger et qui serait entièrement isolée du reste du « monde » (1).*

1. Adam Smith, *op. cit.*, livre IV, chap. III. Edition et collection précitées, page 94.

Mais c'est surtout avec J.-B. de Say que se sont vulgarisées les attaques des économistes contre la balance du commerce et si nous insistons sur cette observation, c'est pour mieux montrer les exagérations des classiques et pour nous permettre de répondre aux conceptions néomercantilistes, sans tomber dans une erreur contraire. Pour J.-B. Say les produits se payent avec des produits. L'intervention de la monnaie ne change rien aux rapports du commerce international, et il est absurde de se préoccuper de vouloir vendre beaucoup et acheter peu. C'est un illogisme, car les objets importés forment la contrepartie des objets exportés. Les produits s'échangent contre des produits, valeur contre valeur.

Ce n'est pas J.-B. Say, d'ailleurs, qui le premier a argumenté de cette sorte, car cette idée nous la trouvons émise par les physiocrates et notamment avec Mercier de la Rivière : « *Avec de l'argent on achète des marchandises (1), avec des marchandises on achète de l'argent. Ainsi vendre ou acheter, c'est toujours échanger une valeur quelconque contre une autre valeur. Tout vendeur doit être acheteur et ne peut vendre qu'autant qu'il achète, ainsi chaque vendeur doit par les achats qu'il fait à son tour, fournir aux autres*

1. Mercier de la Rivière. *Ordre naturel des sociétés*, tome II, chap. X. Edition et collection précitées : *Les physiocrates*, page 541.

*« l'argent pour acheter les marchandises qu'il veut leur
« vendre ».*

Eh bien, disons le tout de suite, ce n'est pas à ce point de vue qu'on peut attaquer le principe de la balance du commerce, - croyons-nous. Envisagée à ce point de vue particulier, l'affirmation de Say ne peut être admise d'une façon absolue. Il n'est pas toujours vrai de dire que les achats sont la contrepartie des ventes et il se peut fort bien que nous payions nos importations, non avec nos produits, mais avec notre propre fonds productif, et, s'il est vrai que la richesse d'un pays repose sur ses capitaux et son travail, la nation qui continuerait à régler ses importations avec son capital s'appauvrirait bien vite à la façon du prodigue qui dissipe son patrimoine. Il ne faut donc pas dire, comme les physiorates et les économistes classiques, qu'il est ridicule de se préoccuper d'une balance favorable, parce que les produits s'échangent contre des produits, valeurs contre valeurs.

Nous nous garderons également d'admettre les affirmations de J.-B. Say, quand il dit : *« Il faut pour
« que les commerçants trouvent leur compte à faire le
« commerce que les importations surpassent en valeur
« les exportations »..... « C'est ce qu'on a fort ridicu-
« lement appelé jusqu'ici une balance défavorable et
« d'autant plus défavorable que nous faisons avec
« l'étranger un commerce plus lucratif ».*

Sans doute il y a dans cette déclaration une part de vérité, en ce sens que les excédents d'importations peuvent signifier les bénéfices des négociants, mais nous ferons remarquer qu'à côté des bénéfices des trafiquants, il y a bien des éléments en jeu dans les échanges. Quand on veut porter un jugement sur un système comme celui des mercantilistes et des inflationistes, il importe de ne pas le faire au pied levé, sur l'énoncé des affirmations doctrinaires aussi contradictoires.

Si l'excédent des importations ne représentait que les gains du commerçant, on pourrait approuver complètement la doctrine de J.-B. Say : La balance du commerce serait une absurdité. Nous reconnâtrons même que, dans bien des cas, un excédent d'importations de marchandises peut signifier un développement des forces productives du pays. C'est ce qui arrive lorsqu'il rentre dans le pays une grande quantité de matières premières destinées à l'industrie, ce qui dénote pour celle-ci un besoin de prendre un nouvel essor, ou bien encore quand un Etat fait un commerce d'entrepôt considérable ou que le développement de sa colonisation provoque un mouvement d'importation très actif. Ce sont là d'excellents symptômes pour la prospérité d'un Etat.

B. — Mais il ne faut pas toujours dire avec les économistes de l'école classique que les excédents d'im-

portation sont toujours le signe d'un commerce avantageux à la nation.

Ce n'est pas à ce point de vue qu'il faut se placer pour juger du principe de la balance du commerce et apprécier les affirmations néomercantilistes. Ils n'ont pas tort de croire que les déplacements des métaux précieux suivent les variations des courants de nos échanges avec l'étranger, mais ce qui leur fait illusion, c'est qu'ils ne se préoccupent que du mouvement des marchandises. Cependant, il n'est pas faux d'affirmer que nous pouvons avoir un commerce de marchandises défavorable et pourtant acquérir une situation favorable vis-à-vis de l'étranger; ceci s'explique simplement par ce fait qu'à côté des entrées et des sorties de marchandises, il existe un mouvement d'échanges considérable. Le déplacement des métaux précieux est en raison du mouvement général des dettes et des créances d'un pays par rapport aux autres, et non pas seulement à l'occasion de celles qui naissent des entrées ou des sorties de nos produits. Pour juger du développement économique d'une nation par rapport à ses voisines, ce n'est donc pas à la balance du commerce qu'il faut attacher de l'importance, c'est à la balance générale des comptes. Quand on se place à ce dernier point de vue, la vieille idée mercantiliste paraît moins fausse, moins absurde. Sans doute il ne faut plus dire qu'on se ruine quand on importe

plus qu'on n'exporte, mais il ne nous est pas indifférent de nous demander si la nation ne s'appauvrit pas complètement quand elle paye plus qu'elle ne reçoit.

Il semble bien qu'on ne peut pas répondre autrement que par l'affirmative.

En effet, le pays qui continuerait à contracter une dette à l'égard de l'étranger risquerait de se ruiner bien vite, de même qu'un particulier qui dissipe son patrimoine. C'est en vain que l'Etat émettrait une quantité très grande de billets à l'intérieur des frontières ; ce papier ne servirait jamais qu'à la circulation intérieure, et, comme il ne serait pas valablement accepté à l'étranger, nous serions obligés d'emprunter à ce dernier le fonds nécessaire à le rembourser, ce qui ne serait pas autre chose qu'une déclaration de banqueroute. Si les inflationnistes ne s'étaient pas exclusivement placés au point de vue du commerce des marchandises, ils auraient eu raison de déclarer qu'une balance constamment défavorable conduirait le pays à sa perte. Qu'on considère, comme les néomercantilistes, que la richesse d'un pays repose sur l'abondance de numéraire, ou sur celle des capitaux, au point de vue de la balance générale des dettes et des créances la situation serait la même. Si nous restions constamment débiteurs des autres Etats, ce n'est plus avec nos produits que nous paierions, mais avec nos

propres capitaux, et il en résulterait pour la nation un affaiblissement général ainsi qu'un ralentissement dans la production.

Et, cependant, comme le fait remarquer M. Ch. Gide, il y a des causes compensatrices qui contrariaient les effets d'une situation extérieure désavantageuse. D'un côté le cours du change extrêmement défavorable provoque des exportations de la part des tireurs des lettres de change qui espèrent réaliser ainsi, par la vente de leurs effets, des bénéfices plus considérables. D'un autre côté, le bas prix des marchandises résultant de la diminution du stock métallique stimule les ordres d'achats de l'étranger en même temps que les importations diminuent, les nationaux pouvant s'approvisionner à meilleur marché. Ce sont là autant de causes qui contre balancent l'influence désastreuse d'un excédent de dettes d'un pays et M. Walras a notamment mis ce point en lumière. Dans un article de la « *Revue d'Economie Politique* », du mois d'août 1897, M. Walras reconnaît que les classiques ont eu le tort de généraliser la théorie des physiocrates et de prétendre que les produits s'échangeaient contre des produits. Alors même, dit-il, qu'on ne se place qu'au point de vue du mouvement des entrées et des sorties de marchandises, il ne faut pas croire qu'un tel commerce est indifférent au pays ; en effet, « *quand le pays importe sans exporter, ou s'il importe plus qu'il n'ex-*

« porte, les produits s'échangent contre de la monnaie » (1). Mais d'un autre côté, il ne faut pas, comme les mercantilistes, et plus tard les inflationnistes, conclure d'une balance défavorable à la ruine du pays, car il s'établit une harmonie économique qui empêche la nation de s'appauvrir. « *Le pays court à l'équilibre ou à son ancien isolement sur le pied d'une échelle réduite de tous les prix* » (2). Un équilibre s'établit de deux façons, selon M. Walras, suivant qu'on envisage la baisse des prix qui provoque de nouvelles exportations, ou la production intérieure. Dans le pays il se produit, en effet, un détournement des services des industries d'importation qu'on affecte aux mouvements des exportations.

Quoi qu'il en soit, on voit que les inflationnistes n'ont pas eu tout à fait tort de considérer le commerce international comme un des indices les plus certains de son activité économique et de placer la prospérité du pays dans son développement. Sans négliger l'importance des échanges intérieurs, on peut dire qu'une balance des comptes constamment défavorable entraînerait l'appauvrissement du pays. Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut envisager le mouvement général des dettes et des créances et non simplement les entrées et les sorties de marchandises. En ce sens là, la situation du commerce ne peut

1. M. Walras. *Revue d'économie politique*, août 1897.

2. M. Walras. *Revue d'économie politique*, août 1897.

donner que des indications approximatives, sinon inexactes.

Nous n'en voulons pour preuve que l'exemple de la France et de l'Angleterre de 1892 à 1896 inclus. Pendant cette période la France a importé pour 19.410 millions et exporté pour 16.550 millions. La France avait donc acheté à l'étranger pour 2.860 millions de plus qu'elle ne lui avait vendu. Faut-il en conclure que nous avons été obligés de payer à nos voisins tous les ans pour plus d'un demi-milliard ? C'est si peu vrai que, pendant le même laps de temps, il est entré dans notre pays pour 2.392 millions de métaux précieux, alors qu'il n'en est sorti que 1.508 millions. L'Angleterre offre un autre exemple d'autant plus frappant que les rentrées d'or chez elle sont un fait constant, quoique cependant les importations s'y élèvent annuellement à plus de 5 milliards.

Les inflationnistes, comme les mercantilistes, ont donc tort de ne considérer que la balance du commerce. Ils ne tiennent pas compte de ces créances qui résultent du fret, des assurances, des intérêts des capitaux placés à l'étranger, des dépenses des étrangers dans le pays et de tous autres faits qui provoquent un déplacement de métaux précieux d'un pays à un autre.

Mais quand on ne fait qu'un seul bloc de toutes ces dettes et de toutes ces créances, on ne peut s'empê-

cher de reconnaître que la balance générale des comptes a une influence incontestable sur la prospérité du pays. Nous reconnaissons, avec M. Walras, les répercussions économiques qui tendent à rétablir l'équilibre, mais le danger d'une dette constante n'est pas une chimère.

Dans un article de la *Revue d'Economie Politique*, un professeur à l'Université de l'Assomption (Paraguay) s'est efforcé de démontrer combien il fallait se mettre en garde contre de semblables catastrophes. Le danger d'une balance des comptes défavorable est d'autant plus grand que le crédit est plus développé. M. Oloscoaga nous explique que les peuples ont pris l'habitude d'acheter à terme beaucoup plus souvent qu'autrefois, et il nous cite l'exemple des Républiques Sud-Américaines qui font ainsi venir les produits français et allemands. Ces pays ont conclu avec l'étranger dans l'espoir de se racheter avec la richesse échéable ou en formation, ou avec les prix que la spéculation pourrait faire atteindre. Que le crédit vienne à se resserrer, que la spéculation tende à la baisse, et voilà des pays fortement débiteurs. C'est ce qui est arrivé à la République de la Plata et à celle du Paraguay, en 1890. La situation était d'autant plus désastreuse que ces gouvernements s'étaient engagés par de forts emprunts vis-à-vis des capitalistes européens auxquels ils avaient inspiré confiance. « *Aussi se produisit-il*, ajoute

« M. Oloscoaga, le crack, qui constitua ces pays à « l'état des débiteurs insolubles » (1).

C'est pourquoi nous concluons en disant que les économistes ont souvent eu tort de ridiculiser outre mesure les mercantilistes et les néomercantilistes et leur politique sur le commerce extérieur. Quand on considère, en effet, la balance des comptes et non celle des entrées et des sorties de marchandises, il reste vrai d'affirmer qu'il n'est pas indifférent pour un pays qu'elle se solde par un excédent de créances.

A un autre point de vue, plus particulier sans doute, mais qui a également une grande importance, les inflationnistes, ou du moins certains d'entre eux ont eu des idées plus libérales que les anciens partisans de la doctrine mercantile ; Law, Melon au XVIII^e siècle, St-Chamans au XIX^e siècle ont reconnu l'inanité d'une politique de surveillance étroite et de restriction absolument préjudiciable au commerce international. S'ils n'ont pas émis l'idée d'une liberté commerciale complète, ils ont eu du moins le mérite de reconnaître qu'il fallait s'orienter peu à peu vers la liberté et non pas s'engager de plus en plus dans les voies de la protection.

1. Oloscoaga, *Revue d'économie politique*, mai 1895.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
De quelle façon on doit envisager le néomercantilisme par rapport à l'ancienne doctrine mercantile. — Rapide aperçu sur les théories mercantilistes, sur le bullionisme et sur la politique de la « Balance du Commerce ». — Le nouveau mercantilisme, ou mercantilisme mitigé. — Exagération du rôle du papier numéraire : L'Inflationisme. — Comment les mercantilistes apprécient la Balance du Commerce.	1 à 40
CHAPITRE PREMIER	
§ 1. <i>Les origines du néomercantilisme</i>	
Premières manifestations des idées nouvelles sur la monnaie. — Elle ne joue plus que le rôle d'intermédiaire. — Rôle du numéraire dans la production. — Child. — Comment il entend surtout développer le commerce, la navigation. — Nécessité d'un numéraire abondant et surtout d'un faible intérêt, réglé par la loi . .	10 à 47
§ 2. <i>De l'inflationisme chez Child</i>	
Importance nouvelle accordée aux institutions de crédit	17 à 23

§ 3. *Comment Child apprécie le principe de la*
« Balance du Commerce »

Il adresse surtout ses critiques aux procédés employés pour la constater	23 à 33
---	---------

CHAPITRE II

LE NÉOMERCANTILISME AU XVIII^e SIÈCLE

Considérations générales sur le néomercantilisme au XVIII ^e siècle. — Law, Melon, Dutot	30 à 36
---	---------

§ 1 ^{er} . <i>Nouvelle conception de l'idée de richesse suivant</i> <i>ces trois économistes</i>	36 à 47
--	---------

§ 2. *Importance que les néomercantilistes du XVIII^e siècle*
assignent à la monnaie dans la formation des
richesses, et spécialement à la circulation fiduciaire

a) Rôle du numéraire en général. — Aperçu des idées de Law sur l'influence de la monnaie sur le développement de la richesse	47 à 53
--	---------

b) Nécessité d'une abondante circulation fiduciaire
et ses résultats. — Le papier équivalent à la créa-
tion d'un capital nouveau. — Il pare à la pénurie
des espèces. — Exemples des différentes
banques d'Europe.

Bienfaits du crédit dans les divers pays. — Rapide aperçu du système de Law, montrant quel était son principal but : Augmenter la richesse par la création du papier et soutenir l'offre du papier au niveau de la demande.	53 à 76
---	---------

c) Les idées de Melon sur la nécessité d'une grande

	Pages
abondance de numéraire. — Distribution et répartition du numéraire sur toutes les parties du territoire	76 à 84
Rôle du crédit suivant cet économiste. — Supériorité du numéraire de papier sur la monnaie métallique. Métaphores et exemples employés par Melon pour démontrer les bienfaits de l'inflationisme.	84 à 92
d) Comment Dutot interprète le rôle du numéraire dans la création des richesses.	
Il reprend, après Melon, les idées de Law, sur la nécessité d'enfler le stock monétaire par une abondante circulation fiduciaire. Dutot s'est toutefois montré moins imprudent que Law, et n'a pas exagéré aussi faussement l'importance du crédit. Sa comparaison entre le crédit dans l'économie des nations et l'emploi des spécifiques dans l'économie du corps humain. Il ne faut pas selon lui exagérer la circulation fiduciaire	92 à 101
§ 3. <i>Comment les Néomercantilistes du XVIII^e siècle entendent la balance du commerce</i>	

Les inflationnistes de cette époque ne répudient pas tout souci d'une balance du commerce. Mais ils attaquent les procédés employés pour la constater. Nécessité de s'en tenir aux indications du cours du change pour connaître l'état du commerce extérieur. Politique moins étroite que celle des mercantilistes du siècle précédent. 101 à 116

CHAPITRE III

LE NÉOMERCANTILISME AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

§ 1^{er}. *Considérations générales*

Principaux traits qui différencient le Néomercan-

	Pages
tilisme de cette époque de celui du XVIII ^e siècle. La monnaie est un capital, mais elle est le capital principal. — Ferrier et Saint-Chamans.	116 à 120
§ 2. A. <i>Développement de l'idée de richesse</i>	
Ferrier reconnaît l'existence d'un capital autre que le numéraire, mais il considère que ce dernier est le seul capital réel, celui qui se trouve à la source de tous les autres capitaux	120 à 127
St-Chamans reprend la même idée et ne fait que rééditer la thèse soutenue par Ferrier.	127 à 147
§ 3. B. <i>Du rôle du crédit dans la production</i>	
La vieille théorie inflationiste reparait. — La circulation fiduciaire accroît le capital national. — Controverses entre Smith et Ferrier à ce sujet. — Ferrier cherche à réfuter Smith qui prétend que le papier n'est que substitué à la monnaie et ne la supplée pas.	
St-Chamans cherche à réfuter les classiques et en particulier J.-B. Say quand ils émettent leurs théories sur la stérilité du crédit.	147 à 160
§ 4. <i>Comment Ferrier et St-Chamans entendaient la « Balance du Commerce »</i>	
Ferrier est le plus intransigeant. — Il reprend la politique étroite et restrictive des mercantilistes du XVII ^e siècle, et montre une admiration sans bornes pour le principe de « la <i>Balance du Commerce</i> ». — Il cherche encore à réfuter les affirmations de Smith	160 à 166
St-Chamans se montre plus libéral que Ferrier tout en partageant sa croyance sur la nécessité d'un commerce extérieur favorable pour développer l'économie du pays.	166 à 171

CHAPITRE IV

Pages

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES CONCEPTIONS NÉOMERCANTILISTES

§ 1^{er}. *Que faut-il penser des affirmations des néomercantilistes sur le rôle de la monnaie dans la création des richesses ?*

a) Ils ont exagéré le rôle de la monnaie. — La monnaie n'est indispensable à la production qu'en tant qu'elle constitue une quantité de numéraire sans laquelle la production n'aurait pu avoir lieu. — Le véritable facteur de la production c'est le capital, en collaboration avec la nature et le travail 171 à 182

b) En dehors de ces limites, la monnaie ne peut produire qu'un résultat, c'est de hausser les prix, sans augmenter en rien la richesse. 182 à 184

c) Il ne suffit pas, comme le croyaient Law, Ferrier et St-Chamans, qu'il y ait simplement emploi d'argent pour qu'il y ait richesse produite. — Il faut aussi qu'il y ait utilité produite. — Réfutation de l'erreur des néomercantilistes par J.-B. Say, 184 à 189

§ 2. *Doit-on considérer, comme les inflationnistes, que la circulation fiduciaire est un agent direct de la production ? qu'elle crée des capitaux ? Du rôle du crédit dans la formation des richesses. Il active la circulation du capital mais il ne le crée pas.*

Théorie de Macleod. Il reprend l'erreur des Inflationnistes et il fait double emploi des titres de crédit avec les richesses qui leur servent de gage. — Il n'augmente pas le capital national. 189 à 197
Toutefois le crédit fait sortir les capitaux qui

Dionnet

15

- existaient à l'état latent. — Il favorise l'emploi du capital, et le fait circuler plus vite. — En ces deux cas, il rend de précieux services à la production. 197 à 201
- Il rend disponible pour un usage productif les métaux précieux que le papier chasse de la circulation en se substituant à l'or et à l'argent.
- Comparaison célèbre de Smith. 201 à 208

§ 3. *Comment apprécier les idées néomercantilistes sur la « Balance du Commerce » ?*

- a) Exagération des attaques des physiocrates et des économistes de l'école classique. 208 à 213
- b) Les néomercantilistes ont eu tort de n'envisager que les sorties et les entrées de marchandises ; ils auraient dû parler de la « Balance générale des dettes et des créances », de la « Balance des comptes ». — A ce dernier point de vue, ils n'ont point tort de prétendre qu'une balance défavorable, se réglant continuellement par un excédent de dettes ruinerait le pays. — Quelques exemples : La banqueroute dans les Républiques Américaines. 213 à 220

VU :

Le Président de la thèse,
A. DESCHAMPS.

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

